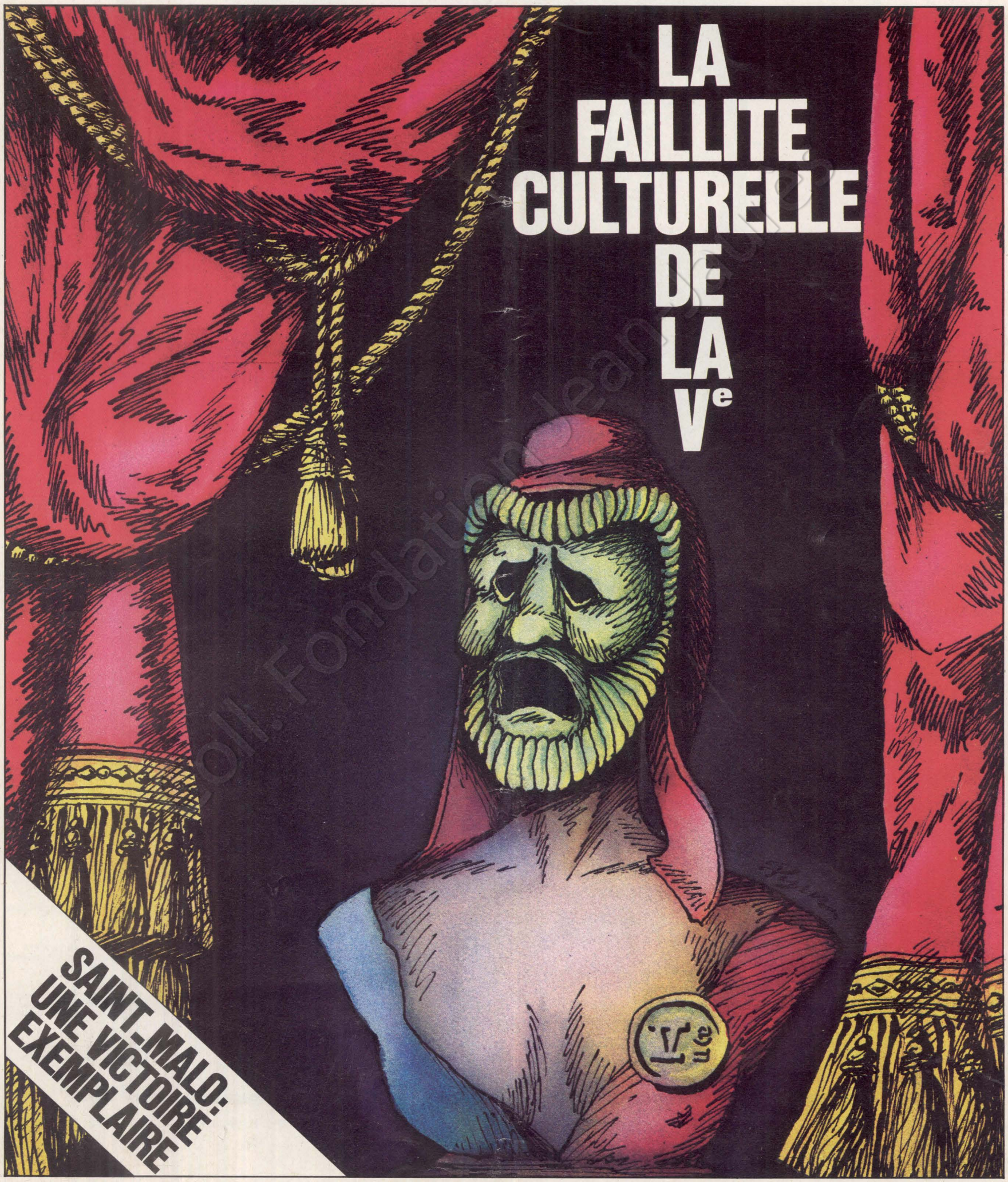
l'unité

N° 298 — 5 F | L'hebdomadaire du Parti socialiste | 2-8 juin 1978



LA FAILLITE CULTURELLE DE LA Ve

SAINT-MALO: UNE VICTOIRE EXEMPLAIRE



34 chroniques parues dans "L'UNITE"

Piem est un socialocaptalolibéral en équilibre sur ses contradictions. Quand il se casse la figure, son petit garçon est là pour le remettre debout en lui posant des questions auxquelles il tente de répondre.
Au bout du bout des mots il y a toujours quelque chose.
Dipapacéquoi les mots de la politique ?

Un volume illustré par l'auteur

PRESSES DE LA CITE

Coll. Fondation Jaurès

sommaire

France

4

Saint-Malo : Une victoire exemplaire, par Chantal Kimmerlin

6

P.s. : comment s'élabore le projet
P.c. : « l'entreprise fractionnelle », par Antoine Violet

Social

10

La chute de l'empire Boussac, par Christine Cottin
Fougères : espoir pour la chaussure

Monde

12

Le système Mobutu, par Jean Ziegler

14

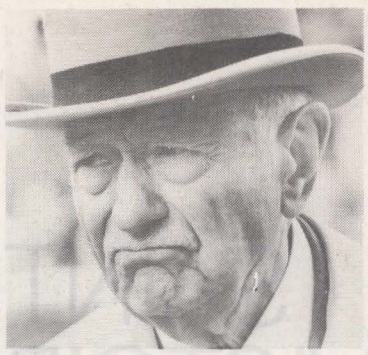
L'éditorial de Claude Estier

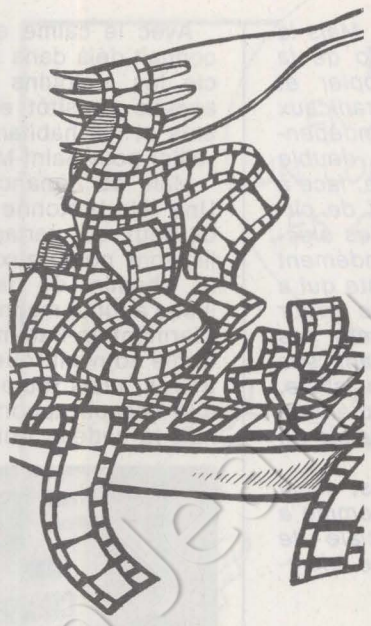


Débat

16

Gisèle Charzat : « Le P.s. ne peut pas se payer le luxe d'un syndicalisme catégoriel », propos recueillis par Emmanuèle Plas





21

Ma part de vérité, par François Mitterrand

Société

22

Larzac : vers la guerre de cent ans ?

Document

24

La faillite culturelle de la Ve, par Jean-Paul Liégeois

Cinéma

29

Olmi couronné, Fellini au chômage, par Serge Richard

30

Cannes-la-déprime, par Nicolas Château

Télévision

31

Ne tirez pas sur les motards !, par Gabrielle Rolin

PHOTOS ET DESSINS

Barrigue (pages 11, 13, 17), Coureuil (page 31), Demoulin (page 6), Hubert Haddad (page 4), Keystone (pages 26, 32, 33), Pascal Lebrun (pages 10, 12, 16, 20, 26) Pym (pages 1, 22, 25), Solo (pages 5, 33), Sygma (pages 7, 8, 9, 18, 25, 28, 29).

l'unité

Rédaction : 12, cité Malesherbes
75009 Paris - Tél. : 878.40.73
Administration : 41, bd de Magenta
75010 Paris - Tél. : 208.23.50
Directeur général : Pierre Mauroy
Directeur de la rédaction : Claude Estier

REDACTION EN CHEF
Nicole Chaillot. Guy Perrimond

REDACTION
Marie-José Bernardot. Robert Butheau. Christine Cottin. Nicole du Roy. Georges Frameries. Frédérique de Gravelaine. Michèle Kespi Jean-Paul Liégeois. Jean-Pierre Moulins. Gilberte Muller. Francis Pisani. Emmanuèle Plas. Jean-Loup Revérier. Gabrielle Rolin. Maurice Séveno. Antoine Violet, Maryse Wolinski.

SECRETARIAT DE REDACTION
Eugène Simongiovanni (révision). Mauricette Duchemin (maquette).

DOCUMENTATION
Véronique Néiertz

DESSINS
Jean-Pierre Coureuil. Barrigue. Solo. Teich. Lacroux. Pym

PHOTOS
Pascal Lebrun

AVEC LA COLLABORATION DES MEMBRES DU SECRETARIAT NATIONAL ET DU BUREAU EXECUTIF DU PARTI SOCIALISTE

ADMINISTRATION
Conseiller technique : François de Grossouvre
Secrétaire administrative : Jacqueline Daimé
Publicité : Renée Skoblinsky, 12, cité Malesherbes - Tél. 878.40.73
Coordination : Ofres, 67, boulevard de Clichy, 75009 Paris.
Directeur de publication : Claude Estier
Société éditrice : S.a.r.l. l'Unité

Cadet Photocomposition, 75009 PARIS
Imprimerie E.T.C. 76190 Yvetot

BULLETIN D'ABONNEMENT
A RETOURNER
41, BOULEVARD DE MAGENTA
75010 PARIS

Je soussigné.....

demeurant .....

.....

désire souscrire un abonnement à « l'Unité » :

- abonnement d'un an (150 F) ☐
- abonnement de six mois (90 F) ☐

et vous adresse la somme correspondante par chèque bancaire ☐

par chèque postal ou virement au C.c.p. « l'Unité » : 30 349 80 La Source ☐

Date Signature

• *« L'Unité » est vendue en Suisse au prix de 3 francs.*

SAINT-MALO: UNE VICTOIRE EXEMPLAIRE

Il ne s'agit pas de généraliser. Mais la très nette victoire à Saint-Malo de la liste conduite par Louis Chopier et comprenant des socialistes, des radicaux de gauche et des personnalités indépendantes n'en a pas moins une double valeur exemplaire. Elle prouve que, face à la droite qui, au-delà de l'accord de circonstance qu'elle a réalisé pour les élections législatives, demeure profondément divisée, à côté du Parti communiste qui a commis de nouveau une singulière erreur d'appréciation — y compris envers ses propres électeurs — en réservant ses plus dures attaques au Parti socialiste, celui-ci reste la principale force d'attraction et de recours contre le Pouvoir en place.

Mais le test de Saint-Malo, c'est aussi celui d'une gestion exemplaire, comme a pu le constater l'envoyée spéciale de « l'Unité » qui a vécu sur place le triomphe de l'équipe Chopier.

SAINT-MALO. De l'automne 1976 jusqu'à mai 1978 : dix-huit mois de campagne électorale pour conquérir la municipalité !

Dimanche dernier, 28 mai, 18 heures : dans l'attente des résultats, la foule malouine envahit les salles du Casino pour grossir et s'étirer bientôt jusque sur les remparts ensoleillés. L'excitation monte : on vit les dernières minutes d'une longue bataille politique riche en épreuves.

19 heures : les premiers chiffres du scrutin municipal tombent ; on a voté plus que d'habitude : 75,13 % de participants. La cité corsaire est « fidèle », comme le dit sa devise.

Du côté socialiste, les visages se détendent. La ville semble conquise : dans tout le Grand-Saint-Malo, bureau après bureau, on s'est mobilisé pour voter à gauche : à la Découverte, quartier neuf d'H.l.m. c'est l'explosion : on a voté la confiance à Louis Chopier à 82 % !

Au Casino, à Saint-Servan, fief de la droite, c'est la surprise : là aussi, la liste Chopier (P.s.-M.r.g.) augmente son score (jusqu'à 12 % de plus) et gagne des voix, outre celles du P.c. et de l'U.d.b. (liste bretonne).

On commence à y croire... Ça se confirme...

Enfin, à 20 h 45, c'est le délire ! Sous un tonnerre d'applaudissements, la liste P.s.-M.r.g. est proclamée élue avec 57,21 % des suffrages ! On attendait ici la victoire : c'est un véritable triomphe !

En un an de gestion, Chopier et son équipe ont gagné les suffrages de 3 300 Malouins !...

L'annonce du résultat de la liste R.p.r. est couverte par les sifflets : 42,71 %. La droite n'a pas fait le plein de ses voix. Elle reste divisée à Saint-Malo.

Avec le calme et la sérénité qu'on lui connaît déjà dans sa ville, Chopier remercie les Malouins en quelques mots et appelle aussitôt et chaleureusement les élus et les habitants à s'unir afin de travailler pour Saint-Malo.

Mais ce dimanche soir, c'est la fête. Une fête bretonne. La fête de l'équipe et de ceux qui partagent les mêmes idées. Ils sont nombreux ici. Tous connaissent le chemin de la fête : ils défileront jusqu'à lundi matin chez Louis et Louise à Clermont-en-Paramé. C'est vers cette ferme souvent fouettée par les vents contraires, mais toujours la maison de tous, que chacun apportera tout au long de la nuit le cadeau qui marque sa sympathie



Louis Chopier entouré de son conseil municipal.

au socialisme : des poèmes, des roses, des chansons et même les premières fraises...

A Saint-Malo, l'équipe Chopier n'a jamais cessé de croire à la victoire. Malgré la déception des législatives et malgré la décision de repartir sans le P.c., elle est toujours restée « gonflée à bloc ». Elle avait confiance en sa gestion municipale d'une année. Elle avait à maintes reprises consulté les Malouins et les avait fait participer à son action. La justice sociale et la vérité ont gagné. Ici, ce ne sont pas de vains mots.

Face à une droite divisée, mais plus cupide qu'ailleurs, cette victoire socialiste à Saint-Malo, c'est avant tout l'impact d'une équipe unie et de sa morale, personnalisée par un homme et résumée par le thème de sa campagne attachée à la municipalité « pour la continuité, une équipe expérimentée et un maire efficace ».

En un an, Louis Chopier a épousé le métier de maire : « Il faut avant tout être à l'écoute et être disponible pour tous ; être présent douze heures par jour dans sa mairie et s'y consacrer », explique-t-il volontiers. Etre maire, c'est servir ses administrés sans distinction politique, rester fidèle à son programme municipal pour le réaliser. C'est déjà commencé.

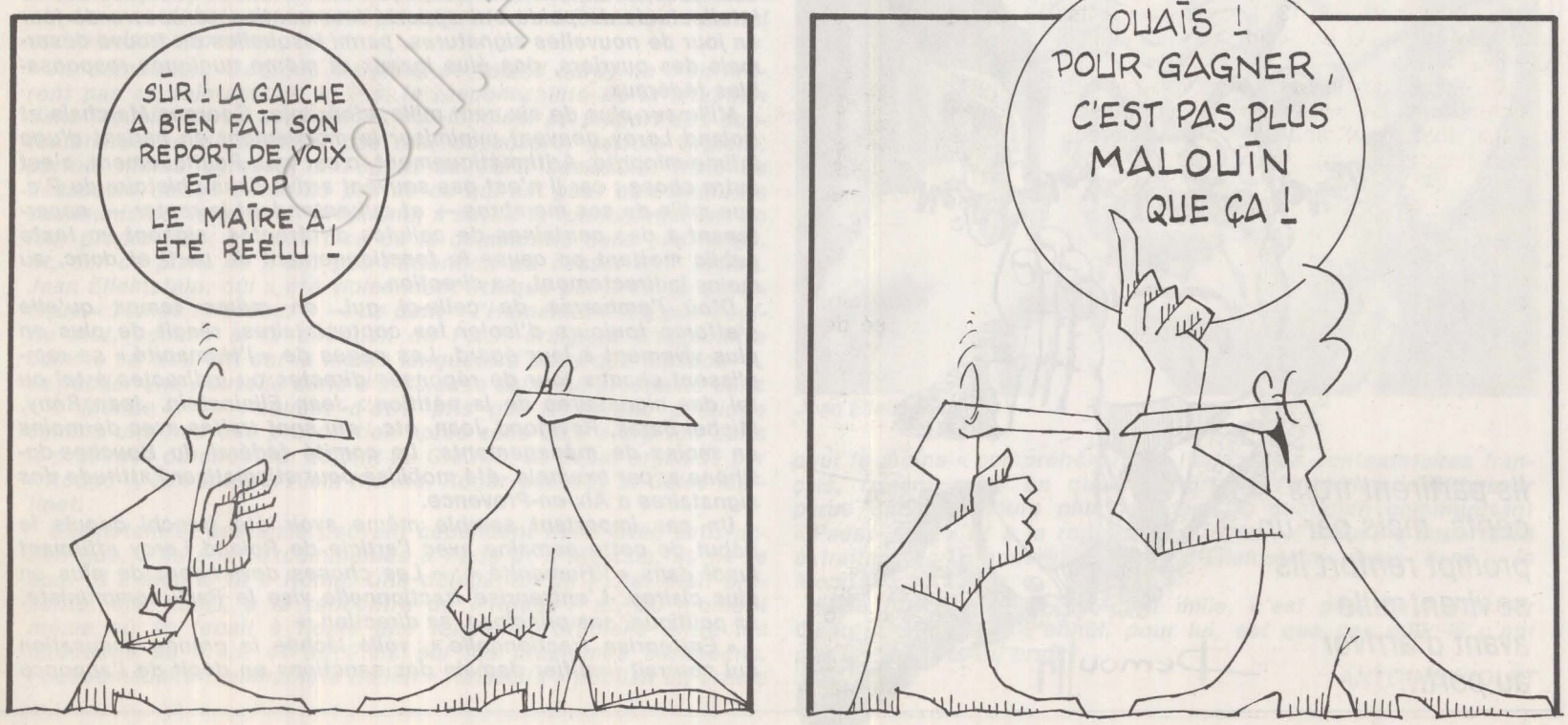
Saint-Malo était, en mars 1977, en état d'urgence : les problèmes de l'eau, des ordures municipales, des transports en commun, de la circulation et de la zone piétonnière... ont trouvé solution. L'emploi : la mairie a su développer tous les moyens en sa possession pour aider les travailleurs en difficulté... L'information de tous les habitants a été, elle aussi, très efficace : parution d'un bulletin municipal très fréquent, ouvert aux critiques, à la consultation, journées portes ouvertes, réunions chez l'habitant.

Tout ce qui est dit est fait. « Le dire, c'est bien ; le faire, c'est mieux » : telle est la devise de l'équipe Chopier, qui décidément nous apprend beaucoup. Une équipe bien équilibrée par l'âge et la représentation professionnelle des élus. Une équipe présente sur tous les quartiers de la ville.

Au-delà de sa signification nationale, la victoire de Saint-Malo est le test d'une gestion socialiste : là où le socialisme a su s'implanter dans sa rigueur, il triomphe.

CHANTAL KIMMERLIN


T'AS VU LA MAJORITÉ À SAINT-MALO
ELLE EN A PRIS UN COUP DANS LES CORDAGES !


SÛR ! LA GAUCHE A BIEN FAIT SON REPORT DE VOIX ET HOP LE MAIRE A ÉTÉ RÉÉLU !
OUAÏS ! POUR GAGNER, C'EST PAS PLUS MALOUÏN QUE ÇA !

P.S.: COMMENT S'ELABORE LE PROJET

LA commission chargée de l'élaboration du projet socialiste a tenu ce jeudi sa troisième réunion plénière sous la présidence de François Mitterrand. Elle est entrée, en fait, dans la phase active de ses travaux en entendant les premiers rapports des différents groupes qui se sont constitués en son sein.

Ces groupes sont au nombre de cinq, et leur dénomination fait déjà apparaître les grandes orientations du futur projet :

1) L'homme et le travail (responsable Pierre Joxe) ;

2) L'homme et le temps libre (responsable : Michel Rocard) ;

3) L'homme et le pouvoir (responsables Edgard Pisani et Annette Chepy) ;

4) La France et le monde (responsable : Lionel Jospin) ;

5) Les crises de société et l'analyse de la crise du capitalisme (responsable : Jacques Delors).

Chacun de ces cinq groupes peut se subdiviser lui-même en sous-groupes chargés d'étudier telle ou telle question particulière.

Les premiers débats ont fait apparaître une double nécessité. La première est de tenir compte des prises de position du Parti déjà acquises dans les années passées et dont le recensement précis a été effectué par Gilles Martinet et Jean Pronteau. La seconde nécessité est de laisser le maximum de débats ouverts, afin de faire évoluer des questions en discussion, par exemple ce qui touche à l'autogestion, et aussi de faire surgir des idées nouvelles dans les domaines les plus divers.

On sait que l'ensemble de ces travaux doit aboutir non pas à un document définitif, mais à l'établissement d'un questionnaire qui sera envoyé à toutes les sections avant le 15 juillet et leur servira en quelque sorte de cadre de discussion. Les sections devront, à leur tour, envoyer leurs réponses avant le 1er octobre, afin que la commission centrale puisse élaborer la synthèse du projet (avec, si nécessaire, des alternatives), avant le 1er novembre.

Ce document sera alors retourné aux fédérations et aux sections, afin que tous les militants du Parti puissent en discuter et voter en vue de la convention spéciale prévue pour la mi-février.

En adoptant à l'unanimité le rapport de Pierre Mauroy, le comité directeur de samedi dernier a donné son approbation à cette procédure, qui garantit une élaboration parfaitement démocratique du futur projet socialiste.

« Ils ne vous avaient pas dit ça... »

Le comité directeur a également approuvé le rapport de Jean Poperen sur la campagne engagée par le Parti contre la politique économique et sociale du gouvernement Barre sur le thème « Ils ne vous avaient pas dit ça ». Hausses de prix, (1,1 % en avril), chômage accru, nouvelles menaces de licenciement, liberté des prix pour les patrons, blocage des salaires pour les travailleurs, ils ne vous avaient pas dit cela avant les élections !

L'ensemble de la campagne s'organisera pour culminer en une journée de protestation nationale, qui aura lieu le 20



Ils partirent trois cents, mais par un prompt renfort ils se virent mille avant d'arriver au port...

P.C.F.: L'"ENTREPRISE FRACTIONNELLE"

LES voici donc mille, les contestataires du Parti communiste ! Partie de l'université d'Aix-en-Provence, la pétition à laquelle aussitôt Louis Althusser, Jean Elleinstein et quelques autres intellectuels de poids ont apporté leur caution se couvre de jour en jour de nouvelles signatures, parmi lesquelles on trouve désormais des ouvriers, des élus locaux et même quelques responsables fédéraux.

Mille sur plus de six cent mille adhérents. Georges Marchais et Roland Leroy peuvent minimiser le mouvement en parlant d'une infime minorité. Arithmétiquement, c'est vrai. Politiquement, c'est autre chose ; car il n'est pas souvent arrivé dans l'histoire du P.c. que mille de ses membres — et qui entendent le rester —, appartenant à des centaines de cellules différentes, signent un texte public mettant en cause le fonctionnement du parti et donc, au moins indirectement, sa direction.

D'où l'embarras de celle-ci qui, en même temps qu'elle s'efforce toujours d'isoler les contestataires, réagit de plus en plus vivement à leur égard. Les pages de « l'Humanité » se remplissent chaque jour de réponses directes ou indirectes à tel ou tel des signataires de la pétition : Jean Elleinstein, Jean Rony, Michel Barak, Raymond Jean, etc., qui sont traités avec de moins en moins de ménagements. Le comité fédéral du Bouches-du-Rhône a, par exemple, été mobilisé pour stigmatiser l'attitude des signataires d'Aix-en-Provence.

Un pas important semble même avoir été franchi depuis le début de cette semaine avec l'article de Roland Leroy affirmant lundi dans « l'Humanité » : « Les choses deviennent de plus en plus claires. L'entreprise fractionnelle vise le Parti communiste, sa politique, ses principes, sa direction. »

« Entreprise fractionnelle », voilà lâchée la grande accusation qui pourrait justifier demain des sanctions en dépit de l'annonce

juin. Ce jour-là, sous des formes diverses (motions, résolutions, pétitions, etc.), la protestation populaire s'exprimera dans toute la France. Contre une politique qui sacrifie cyniquement les intérêts des travailleurs et des plus défavorisés à ceux du capitalisme national et multinational.

Concrètement, ces motions, résolutions, pétitions, etc., seront portées dans les préfectures, les sous-préfectures, par des délégations d'entreprises, de quartiers, de localités, conduites par des élus. Ce jour-là doit être l'occasion d'un acte politique, du premier acte politique important de l'opposition animée par le P.s. après la torpeur des lendemains d'élection.

Il va de soi qu'un effort particulier sera fait pour obtenir des prises de position de travailleurs dans leurs entreprises.

A l'initiative des socialistes (majoritaires ou non), les conseils municipaux et, s'ils sont en session, les conseils généraux et les conseils régionaux seront invités à prendre position.

Dans toutes les réunions publiques du Parti (meetings, fêtes de la rose), des résolutions, motions ou pétitions seront présentées.

Ainsi, c'est un vaste ensemble d'actions qui convergera vers la journée nationale de protestation du 20 juin.

Enfin, pour prolonger et couronner la campagne, la rencontre des maires socialistes des villes de plus de vingt mille habitants se tiendra le 22 juin à Rennes.

Les radios locales

Le comité directeur a, d'autre part, consacré une partie importante de ses travaux au débat prévu sur les radios locales (voir « l'Unité » de la semaine dernière). Etant donné la complexité de certains problèmes posés, notamment celui des sources de financement, il est apparu nécessaire d'approfondir la réflexion jusqu'à une prochaine réunion du comité directeur. D'ores et déjà, cependant, celui-ci s'est prononcé en faveur de la création de radios locales à partir de trois principes :

— L'indépendance de ces radios à l'égard de tous pouvoirs ;

— Le respect du pluralisme des opinions ;

— Le caractère non commercial des sociétés qui seraient créées pour donner vie à ces radios.

Quant à ce dernier point, cela signifie que le Parti socialiste estime désormais nécessaire de substituer à la notion de monopole d'Etat sur l'audio-visuel celle de service public, celui-ci pouvant donc être délégué localement à des établissements publics regroupant les représentants des municipalités, des conseils généraux ou des conseils régionaux et ceux de différents organismes ou associations représentatives d'une commune, d'un département ou d'une région.

Dans la logique de cette position, le comité directeur a recommandé au groupe parlementaire de ne pas voter la semaine prochaine le projet de loi que vient de déposer le gouvernement pour introduire dans la loi de 1974 instituant les nouvelles sociétés de radio et de télévision des sanctions pénales contre les initiateurs de radios libres.

A.V.

faite qu'il n'y en aurait pas. D'autant que c'est bien la même expression que reprend Georges Marchais quelques heures plus tard à la télévision, en y ajoutant un grief supplémentaire qui ne manque pas de sel : « ... Cette entreprise sert les intérêts de la droite au pouvoir, mais aussi ceux du P.s., qui en apparaît comme le fer de lance, notamment avec ses journaux. » Libre à Georges Marchais de se couvrir en l'occurrence de ridicule. Rappelons-lui seulement que le Parti socialiste ne dispose d'aucun autre journal que « l'Unité » et que, s'il est vrai que nous nous sommes toujours efforcés d'informer nos lecteurs de l'évolution du débat à l'intérieur du P.c.f., nous nous sommes toujours gardés d'intervenir dans ce débat, notamment en offrant une tribune à tel ou tel communiste opposant.

Au demeurant, Georges Marchais et Roland Leroy ne s'en tireront pas en rejetant sur le P.s. la responsabilité de la situation dans laquelle ils se sont placés eux-mêmes. La plupart des contestataires ne dissimulent pas leur désaccord, parfois virulent, parfois même agressif, à l'égard du Parti socialiste. Mais ce désaccord ne les détourne pas de ce qui est pour eux, militants communistes, le premier problème, à savoir le fonctionnement de leur propre parti et l'exercice de la démocratie dans ses rangs. Et, sur ce plan, ils n'ont pas l'intention de cesser leur action. Jean Elleinstein, qui a été violemment attaqué par la revue soviétique « Temps nouveaux » — ce dont « l'Humanité » n'a pas soufflé mot, comme si la direction du P.c.f. craignait d'apparaître comme se trouvant sur la même longueur d'onde que Moscou —, va publier une nouvelle série d'articles la semaine prochaine dans « le Monde ». Ils risquent d'être pris par le bureau politique comme une nouvelle provocation après celle qu'il a cru voir dans la présence du directeur adjoint du C.e.r.m. au débat organisé par « Rouge », aux côtés d'Alain Krivine, Roger Garaudy et Gilles Martinet.

Elleinstein et ses amis peuvent cependant noter avec satisfaction que, s'ils sont excommuniés à Paris et à Moscou, ils ne le sont ni à Madrid ni à Rome. Une délégation du P.c.e. était présente, elle aussi, à la rencontre de « Rouge » et, au moment même où se tenait à Rome une rencontre officielle entre les directions du P.c.f. et du P.c.i. sur les problèmes européens, l'hebdomadaire communiste italien « Rinascita » publiait un article pour le moins « compréhensif » à l'égard des contestataires français, faisant suite en quelque sorte à l'interview d'Althusser parue quelques jours plus tôt dans le quotidien communisant « Paese sera » et à la reproduction dans « l'Unita » d'importants extraits des premiers articles d'Elleinstein parus dans « le Monde ».



Jean Elleinstein.

Mille opposants sur six cent mille, c'est peu, peut affirmer Georges Marchais. L'ennui, pour lui, est que ces mille-là n'ont pas fini de faire du bruit !

ANTOINE VIOLET

LA CHUTE DE L'EMPIRE BOUSSAC



Journée « Vosges mortes », à Epinal, le 24 mai dernier.

Agonie finale ou redémarrage partiel, l'empire Boussac, de toute manière, c'est fini !

Qu'est-ce qui se trame autour de l'empire Boussac ? Le mardi 30 mai a marqué un nouveau tournant dans l'histoire du groupe. Ce jour-là, le tribunal de commerce de Paris revient, sans coup férir, sur un jugement qu'il a rendu à peine une semaine auparavant.

Mercredi 24 mai : le tribunal décide d'accorder la suspension provisoire des poursuites à la vingtaine de sociétés regroupées dans le Comptoir industriel français du textile (C.i.f.t.), géré par Jean-Claude Boussac, neveu du fondateur. Autrement dit, Jean-Claude Boussac se retrouve avec un sursis de trois mois, durant lesquels toutes les créances sont gelées. Ce délai devrait lui permettre d'échafauder un plan de redressement, ô combien nécessaire : le C.i.f.t. se retrouve avec 700 millions de dettes à court, moyen et long terme, pour un chiffre d'affaires ne dépassant pas 800 millions de francs.

Mais, le 30 mai, un nouveau jugement vient balayer le premier. Le tribunal de commerce de Paris décide de mettre les entreprises du C.i.f.t. en règlement judiciaire. Plus question de sursis, cette fois. Les créances reviennent au premier plan. La principale tâche de l'administrateur judiciaire va consister à essayer d'établir un concordat avec tous les créanciers : les banques, l'administration des Impôts et la caisse de Sécurité sociale. Au passage, on apprend la nomination de trois syndics, chargés désormais de gérer Boussac. Exit Jean-Claude Boussac.

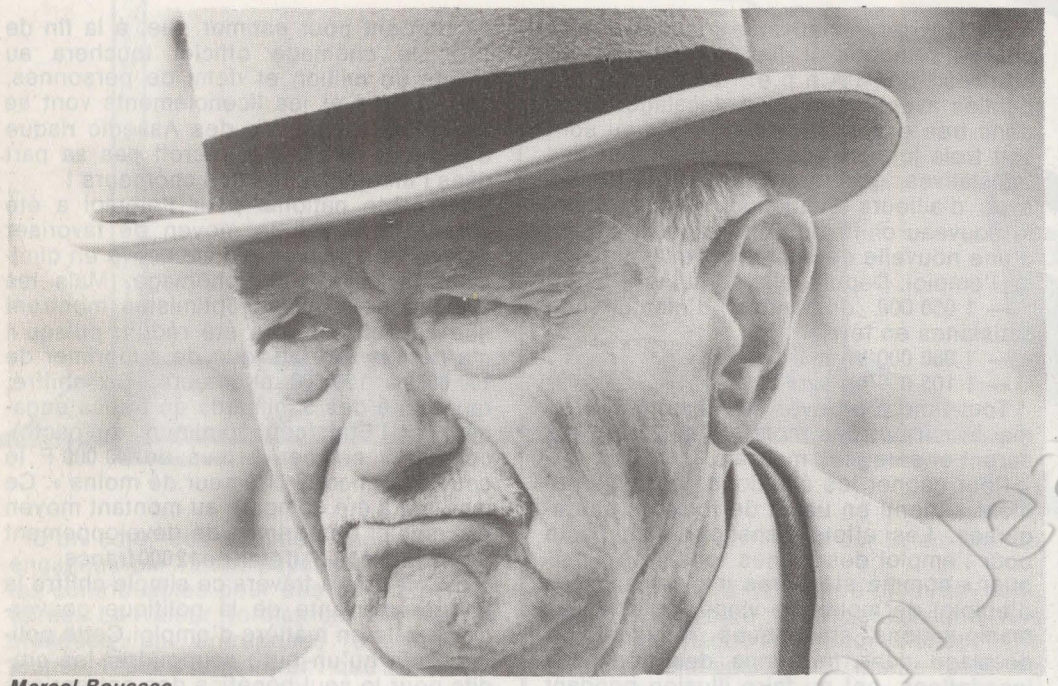
Est-ce à dire que le vieux Marcel Boussac reprend du service ? Sans nul doute. De profondes dissensions l'opposaient, paraît-il, depuis plusieurs mois, à son neveu. Le vieil homme aurait donc gagné cette bataille. Mais à quel prix ? Tout permettait de penser que Marcel Boussac ne laisserait pas s'anéantir l'œuvre de sa vie sans tenter de la sauver. Depuis huit ans, la survie du groupe lui a déjà coûté 600 millions. Jusqu'où cet ancien « roi du coton » est-il prêt à aller ? Telle est la question majeure. Avec, à la clef, le journal « l'Aurore ».

Car le groupe Boussac, c'est non seulement le C.i.t.f. avec ses vingt-sept principales enteprises, dont entre autres les Filatures et tissages de Nomexy (Vosges), les Ateliers de confection Rousseau, la Manufacture de Blainville, la société Christian Dior, sans parler des entreprises de distribution cotonnière et le Comptoir des pays d'outre-mer en Afrique. Le groupe Boussac, c'est aussi une série d'entreprises de prestations de service, une société immobilière énorme, la Manufacture de Senones, comprenant, entre autres, 8 000 logements sociaux, 300 maisons de cadres, 7 ou 8 châteaux, maisons de retraite et colonies de vacances. Enfin, Boussac, c'est un groupe de presse sur lequel Marcel Boussac avait assis sa puissance et qui lui avait permis — dit-on — sous la IVe République de « faire et défaire les gouvernements ». Le plus beau fleuron de ce groupe de presse, hors « Paris-Turf », le quotidien « l'Aurore », attire depuis longtemps les convoitises. Au premier rang des intéressés, aujourd'hui les giscardiens.

Est-ce un hasard si, le 30 mai — la décision du tribunal de commerce de le débarrasser de son neveu à peine prise —, Marcel Boussac fait savoir qu'il est prêt à consentir de nouveaux sacrifices pour maintenir son groupe en activité ? Est-ce un hasard également si, simultanément, dans les couloirs de « l'Aurore », rue de Richelieu, le bruit court avec insistance que l'acte de vente du journal vient d'être signé ? Le nom de l'acheteur demeurait, ce jour-là, encore dans l'ombre.

Nul doute, en attendant : la nouvelle va faire du bruit dans les Vosges, où Boussac emploie 5 000 de ses 12 000 salariés. Dans le département, le dernier plan de redressement alors en place prévoyait 1 365 licenciements pour la région. La réaction ne s'était pas fait attendre. Le 24 mai, dans le cadre de la journée « Vosges mortes », 15 000 Vosgiens déferlaient sur Epinal. Un vrai raz de marée. Même les organisateurs n'avaient pas prévu une telle ampleur. « On n'avait pas vu ça depuis 1936 », affirme un vieux syndicaliste. A tel point qu'il a fallu changer le trajet de la manifestation pour éviter aux manifestants de tête de rattraper ceux de la queue ! Tout le monde s'y était mis : les syndicats C.g.t., C.f.d.t., F.o., C.f.t.c., C.g.c., F.e.n., les organisations d'agriculteurs et de commerçants, les élus locaux. Jusqu'à l'évêque de Saint-Dié, Mgr Villenet, qui a donné sa bénédiction.

Cette vague de colère était à la mesure de l'« emboussaquement » des Vosgiens. Dans de nombreuses localités des hautes vallées, on naît dans une maternité Bous-



Marcel Boussac.

sac et l'on finit sa vie dans une maison de retraite Boussac. Depuis huit ans maintenant, le groupe connaît de sérieuses difficultés. Depuis huit ans, dans cette région, on vit dans la peur. Peur des plans de redressement : depuis 1970, il y en a déjà eu trois. Le quatrième est en cours. A ce sujet, personne ne se fait d'illusions : qui dit redressement dit liquidation et fermeture d'ateliers. En 1950, le groupe employait 25 000 personnes. En 1974, il n'en reste plus que 14 000.

La grande question demeure, bien sûr : comment un empire de cette importance en est-il arrivé au bord de la faillite ?

Dans les Vosges, on accuse beaucoup Jean-Claude Boussac. Certes, sa gestion hasardeuse, au coup par coup, loin d'apporter le remède miracle que l'on escomptait à son arrivée en avril 1975, n'a fait qu'aggraver les déficits du groupe. Mais la situation de crise existait déjà avant. Pour la fédération Hacuitex de la C.f.d.t., les véritables raisons de cette déchéance économique sont essentiellement de deux ordres. D'abord, elle réside dans la façon dont Marcel Boussac conçoit son rôle de chef d'entreprise. Dès les années 1910, à la naissance du groupe, il se révèle être un autocrate ne supportant aucun partage du pouvoir. Pendant cinquante ans, il se refuse à donner toute information sur son empire à quelque journaliste que ce soit. Innovateur de talent, sans doute, il introduit les tissus clairs aux couleurs variées qui supplantent le noir. Second atout : sans arrêt, il joue sur la spéculation, stockant des tissus qu'il finit toujours par écouler plus cher qu'ils n'ont coûté au moment où la demande se fait la plus forte. En 1947, après avoir bien traversé la guerre, grâce au tissu militaire, il embauche Christian Dior et crée sa maison haute couture. Le new look se vend aux Etats-Unis. En 1948, il continue de diversifier : il crée la firme d'électroménager Bendix-France et achète « l'Aurore ». C'est la IVe République. Son empire est à son apogée.

Avec de Gaulle commence le déclin. Marcel Boussac ne sait pas s'adapter. Il continue à miser sur la spéculation, alors que ses stocks, dorénavant, vieillissent et se déprécient. Avec la décolonisation, il perd ses marchés africains — les boubous en coton Boussac faisaient fureur. Il refuse aussi les textiles artificiels. Tout cela aurait suffi à précipiter sa perte.

« Mais à cela, poursuit Daniel Toquéo, secrétaire fédéral Hacuitex, il faut ajouter une politique générale désastreuse pour l'industrie textile en France. » Pour les syndicats, depuis dix ans, on brade systématiquement les capacités de production nationales. Un chiffre pour illustrer ce choix : de 1972 à 1976, 200 000 emplois ont disparu entre le textile, l'habillement et le cuir. Des régions entières — réputées pour leurs fabrications textiles — sont en train de mourir faute d'investissements et de choix favorables à cette industrie. C'est le cas des Vosges, où, les unes après les autres, les usines ferment leurs portes. « Vivre et travailler au pays » : telle était, vendredi dernier, et tel sera, au cours des semaines à venir, la principale revendication des travailleurs. Le retour du « vieux Marcel » risque sans doute de provoquer une vague d'optimisme. Mais on voit mal comment pourrait être évité désormais le démantèlement du groupe. Agonie finale ou redémarrage partiel, l'empire Boussac, de toute manière, c'est fini !

CHRISTINE COTTIN

« L'Aurore » bradée

Quel Zola dénoncera les conditions dans lesquelles s'est vendue « l'Aurore », mardi dernier ? Une fois de plus, la presse et ceux qui la font ont été l'objet d'une vulgaire transaction financière, comme de simples marchandises. A ceci près que l'Elysée a pris grand soin d'écarter d'éventuels acheteurs, comme Dassault, au giscardisme jugé trop tiède.

Boussac n'est donc plus propriétaire de son groupe de presse qui, outre « l'Aurore », comprenait « Paris-Turf », l'imprimerie de la rue de Richelieu et les locaux abritant ces trois sociétés. Toutes trois ne sont pas dans la même situation. Alors que « l'Aurore » a perdu 18 millions de francs l'an passé, « Paris-Turf » — premier quotidien de courses — en a gagné 12 millions. L'imprimerie, de son côté, s'est contentée d'un résultat en équilibre.

Qui s'est porté acquéreur ? Après de nombreuses rumeurs véhiculant les noms de Marcel Dassault, de Jimmy Goldsmith (nouveau propriétaire de « l'Express »), du richissime giscardien André Bettencourt et ceux de quelques autres, il semble que Boussac a finalement vendu son groupe de presse à des gens dont certains ont participé, voici quelques mois, au financement de feu le quotidien « J'informe ». On cite à ce propos la Banque Hervet, le groupe Empain, Michelin et l'industriel Gilbert de Dietrich. Marchand de cuisinières, celui-ci compte bien que sa nouvelle acquisition ne fera pas un four ! Et quand bien même « l'Aurore » ne redresserait pas ses ventes ni n'augmenterait ses recettes publicitaires, les successeurs de Boussac savent qu'ils pourront éventuellement tirer 60 millions de francs des bâtiments et autant d'une cession de « Paris-Turf ». De quoi rentrer dans leurs fonds, même après avoir renfloué « l'Aurore » pendant quelques années. Ce n'est pas Hersant qui désavouerait le procédé. Quant aux journalistes du groupe, s'ils savaient que la vente était inéluctable, ils n'en ont été informés qu'après coup. Au mépris de la législation. Mais qui s'en soucie aujourd'hui ?

EMPLOI: LA CRISE N'EST PAS DERRIERE MAIS DEVANT NOUS

PAR JEAN-PAUL BACHY *

Pour gagner les élections le gouvernement a menti en usant de tous les stratagèmes. Mais le réveil est brutal pour les travailleurs

COMPARER les chiffres avant et après les élections est toujours intéressant. Qu'il s'agisse de prix (+ 1,1 % ce mois-ci) ou de l'emploi, le bilan est éloquent : le Pouvoir a menti aux Français. D'octobre 1977 a février 1978, avant les élections, chaque bilan mensuel de l'A.n.p.e. était prétexte à commentaires triomphants du ministre du Travail : le chômage baissait ! Qu'on en juge :

— 1 096 000 demandes d'emploi non satisfaites en octobre ;
— 1 068 000 en novembre ;
— 1 054 000 en décembre ;
— 1 027 000 en janvier...

En février, mauvaise surprise : la courbe remonte. Il faut savoir que les chiffres de l'A.n.p.e. sont toujours publiés avec un mois de décalage. C'est donc très exactement le 15 mars au soir, soit trois jours après le premier tour des législatives, que le gouvernement publie, avec d'ailleurs beaucoup de discrétion, le nouveau chiffre du chômage. Il atteste d'une nouvelle dégradation de la situation de l'emploi. Depuis, elle continue :

— 1 050 000 demandes d'emploi non satisfaites en février ;
— 1 086 000 en mars ;
— 1 105 000 en avril...

Tout tend à prouver que les chiffres de mai et surtout des mois qui suivront l'été seront encore plus mauvais.

Pour gagner les élections, le gouvernement a menti en usant de tous les stratagèmes. Les effets transitoires du pacte pour l'emploi des jeunes tendant à « parquer » comme stagiaires les demandeurs d'emploi de moins de vingt-cinq ans, les manipulations statistiques résultant du décalage dans le temps des nouvelles inscriptions, ont pu faire illusion pendant quelques mois. Mais le réveil est aujourd'hui cruel pour les travailleurs. Contrairement à tout ce que dit M. Barre, la crise de l'emploi n'est pas derrière, mais devant nous. Toutes les prévisions concordent pour estimer que, à la fin de 1979, le chômage officiel touchera au moins un million et demi de personnes. Les faillites et les licenciements vont se multiplier. Le régime des Assedic risque d'exploser si l'Etat n'accroît pas sa part dans l'indemnisation des chômeurs !

Le pacte national pour l'emploi a été présenté comme le moyen de favoriser l'accès des jeunes à la vie active en diminuant le niveau du chômage. Mais les évaluations les plus optimistes montrent que son effet réel a été réduit, puisqu'il n'a permis, en fait, que de supprimer de 100 000 à 120 000 chômeurs. Ce chiffre, rapproché des 5 milliards de francs engagés par l'Etat (coût minimum du pacte), conduit à estimer à plus de 40 000 F le coût de « chaque chômeur de moins ». Ce montant a été comparé au montant moyen par emploi des primes de développement régional. En 1977, il était de 12 000 francs.

On mesure à travers ce simple chiffre la nature aberrante de la politique gouvernementale en matière d'emploi. Cette politique n'a qu'un but : saupoudrer les crédits pour le seul bénéfice des entreprises privées. Mais elle est complètement inexistante sur les deux terrains qui, pourtant, sont aujourd'hui les plus importants : l'aménagement du territoire et la politique industrielle.

Fougères : espoir pour la chaussure

LE jeudi 25 mai, la fédération patronale de la chaussure organisait en France une journée portes ouvertes.

A Fougères, les travailleurs licenciés des anciens établissements Réhault, soutenus par la C.f.d.t., ont profité de cette journée pour rappeler qu'ils occupent leur entreprise depuis plus de vingt-huit mois et qu'aucune solution sérieuse ne leur a été proposée.

Au cours d'une conférence de presse qui a clôturé cette journée, Eugène Simon, secrétaire de l'U.I.-C.f.d.t., et Claude Thomas, secrétaire général adjoint de la fédération Hacuitex, ont développé les revendications des travailleurs et énoncé les initiatives qu'ils ont prises pour les mois à venir.

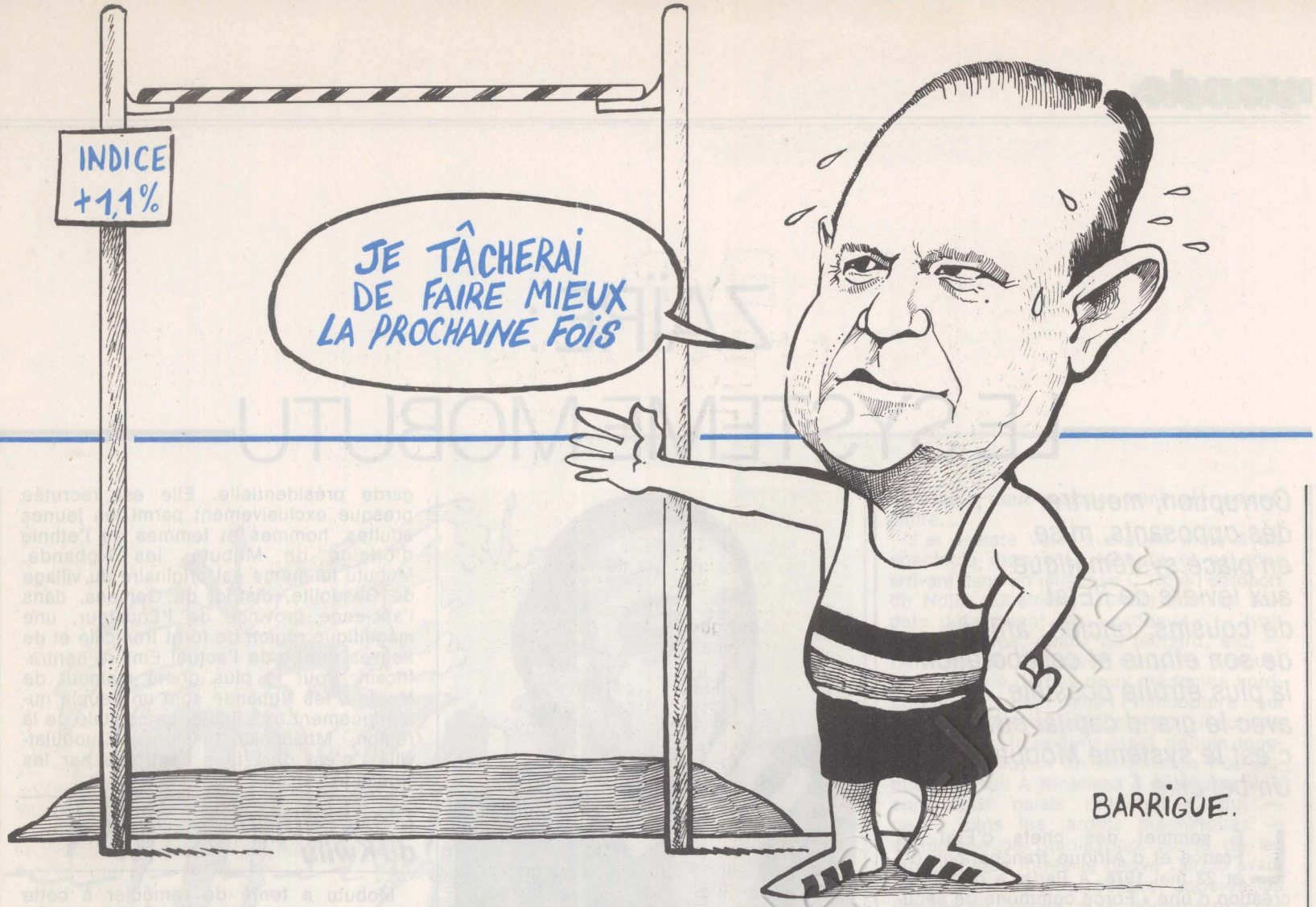
Dans une lettre qu'ils ont adressée au Premier ministre, les travailleurs lui rappellent les promesses faites par les pouvoirs publics, notamment le Ciasi en 1976, à savoir que mille emplois seraient créés à Fougères en l'espace d'un an. Ces promesses, comme bien d'autres, n'ont pas été tenues, puisque l'on compte, en avril 1978, 1 220 demandeurs d'emploi sur l'arrondissement, dont 65 % de femmes, sans tenir compte des travailleurs employés pour des « coups de main », des jeunes en contrat formation, etc.

Les travailleurs licenciés, en accord avec la C.f.d.t., ont pris une initiative peu courante : jumeler, au mois de juin, la ville de Fougères avec celle du Puy, qui connaît elle aussi des difficultés depuis le licenciement, le mois dernier, de travailleurs d'un secteur proche de la chaussure : les tanneries.

Une reprise industrielle de l'usine Réhault est dans l'air depuis quelques semaines, mais ni les pouvoirs publics ni le maire R.p.r. ne veulent en dire plus. Interrogé au cours du dernier conseil municipal par notre camarade Jacques Faucheux, seul conseiller socialiste, le député-maire Cointat lui a répondu qu'il souhaitait garder le silence pour ne pas gêner les négociations. Mêmes réponses depuis plus de deux ans : les travailleurs en connaissent, hélas ! les résultats.

Depuis le début du conflit, la section de Fougères du Parti socialiste est aux côtés des travailleurs et participe activement au comité de soutien qui a été mis en place à son initiative. Les socialistes fougerais souhaitent vivement que ce conflit, un des plus longs de France, trouve rapidement une issue favorable, afin que les travailleurs retrouvent enfin la dignité que le Pouvoir leur refuse et qu'ils puissent vivre autrement qu'avec 1 000 francs par mois.





D'un côté, des sommes énormes sont engagées par l'Etat, payées bien sûr par les contribuables pour des objectifs aléatoires. La valeur formatrice des stages pratiques en entreprises offerte aux jeunes, reste à démontrer : que faire avec 200 heures de formation quand on sait qu'il faut deux ou trois ans d'école pour former un bon ouvrier qualifié ? Une estimation du ministère du Travail lui-même montre qu'un jeune stagiaire sur trois seulement trouver un emploi stable dans les prochains mois...

Pendant ce temps, des secteurs entiers de l'économie (textile, bâtiment, chantier naval, cuirs et peaux...) connaissent une crise sans précédent. Des régions entières sont en train de mourir. Le récent exemple des Vosges est à cet égard éloquent (voir l'article de Christine Cottin page 8). La seule réponse du gouvernement est le silence.

A force de mentir et d'avoir pour seule politique de mettre des cautères sur des jambes de bois, le gouvernement risque gros. Car il est clair que le patronat lui-même ne jouera pas indéfiniment le jeu de la dissimulation. Si, pendant les mois qui ont précédé les élections, les chefs d'entreprise ont soutenu sans broncher le plan de M. Barre, c'est à la fois parce qu'il fallait « mettre le paquet » pour battre la gauche et parce que les mesures proposées permettent d'obtenir de la main-d'œuvre à bon marché. Depuis lors, les choses ont changé ; le C.n.p.f. a obtenu ce qu'il voulait comme récompense de son soutien à la droite pour les élections, c'est-à-dire la liberté des prix. De plus, le gouvernement a resserré les cordons de la bourse : le pacte bis pour l'emploi des jeunes est moins avantageux que le premier : les grandes entreprises en sont exclues. Dans ces conditions, il ne faut pas se bercer d'illusions. Dans plusieurs secteurs, les plans de licenciements reportés au-delà du scrutin de mars 1978 vont être mis en œuvre. Or, dès septembre prochain, 600 000 nouveaux jeunes arriveront sur le marché du travail.

Pour prendre le contre-pied de cette logique infernale (licencier chaque fois que c'est nécessaire pour ménager les profits ; embaucher le moins possible pour minimiser les frais de personnel) qui caractérise toute phase de restructuration capitaliste du type de celle qui accompagne la crise actuelle en France, il faudrait une intervention beaucoup plus nette et plus volontaire des pouvoirs publics sur l'emploi. Depuis des années, l'emploi a été considéré comme une simple résultante de la croissance... en quelque sorte comme un de ses sous-produits. Que la croissance soit moins forte, qu'elle se fonde sur des bases purement capitalistiques ou sur une prépondérance des investissements à l'étranger, le chômage devient écrasant.

Qu'a-t-on fait dans les précédents gouvernements Barre pour enrayer ce processus et faire de l'emploi la finalité principale du développement économique ? Rien, les mesures ponctuelles relevant plus du « rideau de fumée » que des changements structurels. Le gouvernement, loin de s'attaquer au fond du problème, a contribué à l'aggraver... en créant quelques institutions et en faisant voter quelques textes de plus. Le résultat est là : la législation française en matière d'emploi, de formation professionnelle et d'indemnisation du chômage est devenue un véritable maquis dans lequel plus personne ne se retrouve. Ce qui la rend parfaitement inopérante. Car ou bien les décisions sont prises de manière parfaitement technocratique et les partenaires sociaux, théoriquement associés à la définition des choix, sont complètement court-circuités. Ou bien il n'y a pas de décision du tout. Car toute volonté de réduire le chômage s'englue dans un invraisemblable dédale de textes et de procédures qui jouent immédiatement le rôle d'édredon.

Pour les socialistes, il faut enfin qu'en matière d'emploi, comme sur l'ensemble de la politique économique et sociale, on parle aux Français le langage de la vérité. Il n'y a pas de lutte efficace possible contre le chômage sans réduction massive du temps de travail, sans abaissement de l'âge de la retraite, sans définition d'objectifs rigoureux en matière de politique industrielle, sans élargissement des secteurs publics, sans relance d'une planification démocratique. Que les hommes de la droite en appellent aujourd'hui à l'union nationale et au sacrifice pour ceux qui travaillent n'a rien d'étonnant. C'est chaque fois la même chose. Les socialistes sont, certes, convaincus que pour sortir de la crise une grande rigueur est nécessaire. La crise de l'emploi est trop profonde pour qu'elle puisse se résoudre d'un coup de baguette magique. Encore faut-il que cette rigueur soit également partagée !

On ne peut mobiliser les travailleurs et les forces vives de ce pays qu'à condition de définir des objectifs économiques et un projet social où ils se reconnaissent et où ils se sentent impliqués. C'est tout le sens de la démarche des socialistes en faveur d'un large mouvement de décentralisation, du renforcement du pouvoir des salariés dans les entreprises, du changement profond dans les conditions et le contenu même du travail. C'est ce qui, dans la gauche, fait notre originalité par rapport au P.c., qui, dans ses propositions, reste prisonnier de schémas trop purement économistes.

Raymond Barre — réintronisé par le président — est-il le mieux placé aujourd'hui pour mener à bien une nouvelle politique économique et une nouvelle politique sociale ? On peut sincèrement en douter. Une seule chose, en tout cas, est certaine : si aucun changement décisif n'est apparu dans les trois mois, l'automne sera chaud...

** Délégué national du P.s. au Travail et à l'Emploi.*

ZAÏRE : LE SYSTEME MOBUTU

Corruption, meurtre des opposants, mise en place systématique aux leviers de l'Etat de cousins, oncles, affidés de son ethnie et collaboration la plus étroite possible avec le grand capital étranger, c'est le système Mobutu. Un bel allié !

LE sommet des chefs d'Etat de France et d'Afrique francophone (22 et 23 mai 1978, à Paris) a décidé la création d'une « Force commune de sécurité africaine ». Cette troupe d'intervention internationale devra secourir les gouvernements des Etats francophones d'Afrique chaque fois que — par une insurrection interne ou une agression extérieure — leur pouvoir est menacé. La devise de Valéry Giscard d'Estaing « l'Afrique aux Africains » implique que les interventions de ce nouveau corps expéditionnaire soient limitées dans le temps et qu'en aucun cas les troupes multinationales forment le noyau d'une nouvelle et durable occupation du pays secouru. Mais le projet du chef d'Etat français est totalement irréaliste.

Un pouvoir despotique

Prenons l'exemple du Zaïre : les légionnaires du 2e Rep sont intervenus à Kolwezi le 19 mai. Leur tâche : secourir les résidents étrangers, notamment français ; et assurer le rétablissement des activités économiques normales dans la région. Leur départ était prévu pour les jours qui viennent. Après cette date, l'armée zaïroise devait assurer la sécurité du Shaba. Or, l'armée zaïroise est structurellement incapable d'assurer la sécurité des principales régions du sous-continent congolais (2,3 millions de km²). La sociologie de l'actuel pouvoir zaïrois nous en fournit l'explication : Mobutu exerce un pouvoir despotique dont les principales armes sont la corruption des alliés, le meurtre des opposants et la collaboration la plus étroite possible avec le capital financier multinational étranger. Son système comporte des contradictions insurmontables : Mobutu, organisateur du coup d'Etat de septembre 1960, a abattu Patrice Lumumba et détruit le mouvement national congolais. Chef d'état-major de l'armée sous Adoula (1), puis sous Tschombé (2), il a patiemment tissé ses réseaux dans l'armée. Novembre 1965 :



PAR JEAN ZIEGLER

Mobutu fait son deuxième coup et s'installe à la tête de l'Etat.

La base de son pouvoir reste l'armée, son parti unique le Mouvement populaire de la révolution (M.p.r.), fondé il y a dix ans, n'ayant aucune réalité politique populaire. L'armée zaïroise ne comporte que 43 000 soldats. Son noyau est la garde présidentielle. Elle est recrutée presque exclusivement parmi les jeunes adultes, hommes et femmes de l'ethnie d'origine de Mobutu, les Ngbande. Mobutu lui-même est originaire du village de Gbadolite, district de Gemena, dans l'ancienne province de l'Equateur, une magnifique région de forêt tropicale et de fleuves qui borde l'actuel Empire centrafricain. Pour le plus grand malheur de Mobutu, les Ngbande sont un peuple numériquement très limité. La capitale de la région, Mbandaka (ancienne Quoquiatville), n'est déjà plus contrôlée par les Ngbande.

L'expédition du Kwilu

Mobutu a tenté de remédier à cette situation en concluant des alliances avec les ethnies immédiatement voisines, notamment les Mongo. Parmi les hommes du groupe de Binza (du nom d'un quartier résidentiel de Kinshasa) — qui réunit les cinq personnes les plus proches de Mobutu — figurent trois Mongo : Bomboko, Nendaka et Engulu (3). Bomboko est un ancien ministre des Affaires étrangères, qui aujourd'hui s'occupe des affaires tout court ; Nendaka est l'ancien chef de la Sûreté ; tandis que Engulu, ancien gouverneur du Shaba, est aujourd'hui ministre de l'Intérieur. Les trois sont membres du bureau politique du M.p.r. Contradiction structurelle, donc : Mobutu asseoit son pouvoir sur le despotisme militaire. Mais les hom-



Lingots de cuivre dans une mine du Shaba.



mes qu'il peut recruter sont en nombre limité...

J'ai assisté voici quelques mois à un spectacle étonnant : Mobutu et sa cour arrivant dans un immense C 130 à l'aéroport de Ndjili (Kinshasa). Tandis que les soldats débarquent les « cadeaux » — ivoires, antilopes, peaux de léopard, etc. — ramenés de l'intérieur du pays, Mobutu accompagné de ses deux médecins nord-coréens, saute dans l'hélicoptère qui l'attend. C'est en hélicoptère qu'il survole sa capitale, la voiture étant depuis longtemps un moyen de locomotion trop risqué pour lui. A Kinshasa il n'occupe ni le somptueux palais présidentiel, qui — perdu dans les jardins magnifiques — surplombe de Stanleypool (sorte de lac intérieur que forme le fleuve Congo avant de se jeter sur les rochers, appelés les rapides du Congo), ni le moderne quartier général du parti, en amont du fleuve. Mobutu et les siens vivent dans une villa au cœur du camp des parachutistes. Ces parachutistes, cette garde présidentielle, suréquipée, surentraînée, composée — je le répète — presque exclusivement de cousins, parents, alliés de la province de l'Equateur, ne sort que très rarement de Kinshasa. Une exception notable : L'expédition du Kwilu, région du Sud-Ouest, d'où est originaire Pierre Mulélé, ancien ministre de Lumumba et chef de l'insurrection lumumbiste de 1964-1965. Mulélé, amnistié, puis assassiné par Mobutu, vit dans la mémoire de son peuple. La garde présidentielle devait donc punir le Kwilu. Elle le fit avec efficacité et conviction. Selon les sources officielles, plus de 2 000 paysans, hommes, femmes et enfants, — baptisés « rebelles » pour la circonstance — sont tombés victimes de cette expédition punitive.

Haine du tyran

Conclusions provisoires : le maintien de la « sécurité » au Shaba — ou ailleurs dans l'immense sous-continent congolais — c'est un problème parfaitement insoluble. Pour pouvoir garder les frontières de son royaume, Mobutu devrait disposer d'une armée nombreuse et forte. Pour la constituer, il lui faudrait recruter dans d'autres ethnies que la sienne. Il ne peut pas le faire, parce que cela signifierait presque certainement sa liquidation par les recrues non alliées aux Ngbande, qui — comme l'immense majorité des Congolais — partagent la haine profonde du tyran.

Le cas de l'intervention française à Kolwezi est exemplaire. Telle la foudre qui tombe sur un toit, elle éclaire tout un paysage social alentour. A l'exception de

→

l'éditorial
de Claude Estier

AU-DELA DE L'ECRAN

A partir de cette fin de semaine, des millions de Français vont suivre avec passion devant leur écran de télévision les premiers matches de la coupe du monde de football. Place au sport, donc, et bonne chance à l'équipe de Michel Hidalgo, à Platini, à Bathenay, à Lacombe et autres Marius Trésor ! Sans tomber dans le chauvinisme, nous ne leur ménagerons pas nos encouragements. En souhaitant qu'ils marquent de nombreux buts, mais aussi qu'ils n'oublient pas dans quel pays ils se trouvent et, que derrière les stades où ils seront ovationnés, des hommes et des femmes disparaissent et meurent chaque jour sous la torture.

Nous aurions préféré, comme beaucoup d'autres, que cette coupe du monde se déroule ailleurs que dans l'Argentine du général Videla. C'est pourquoi nous avons manifesté notre sympathie et notre soutien aux instigateurs de la campagne pour le boycott, estimant comme eux que le « Mundial » à Buenos Aires fournissait à la junte fasciste un trop bon prétexte pour retrouver quelque prestige aux yeux de l'opinion mondiale.

Mais, outre que cette campagne se heurtait à de gros obstacles, il était impossible de ne pas voir que sa logique entraînait à réduire considérablement la liste des pays où l'on pourrait aller sans problème disputer des épreuves sportives. Boycotter la coupe du monde en Argentine n'était-ce pas s'exposer à devoir agir de même pour les Jeux Olympiques de 1980 dans le pays où l'on condamne un contestataire à sept ans de camp à régime sévère ?

Ce qui ne veut évidemment pas dire qu'au nom du sport il faille fermer les yeux sur la réalité argentine. Bien au contraire. Même si elle n'a pas, à proprement parler, atteint son objectif, la campagne pour le boycott a déjà eu l'immense mérite d'attirer l'attention sur cette réalité sinistre, de faire savoir à tous les Français, dont un très grand nombre l'ignoraient, que vingt et un de leurs compatriotes ont disparu dans les geôles de ce pays et que des dizaines de milliers d'Argentins, coupables seulement de n'être pas d'accord avec le régime en place, y sont victimes d'une féroce répression sous prétexte de lutte contre la « subversion marxiste ».

Nous ne savons pas si les footballeurs français, eux aussi parfaitement informés de la situation, auront la volonté ou trouveront l'opportunité d'accomplir les gestes nécessaires, ne serait-ce que pour obtenir des éclaircissements sur le sort de nos compatriotes détenus. Qu'on ne nous dise pas que ce n'est pas leur rôle. Placés eux-mêmes sous les feux des projecteurs, ils peuvent beaucoup, ainsi que les journalistes qui les accompagnent, pour faire éclater au grand jour ce que Videla et ses sbires font tout pour dissimuler. On doit déplorer à ce sujet la passivité du gouvernement français, qui s'est contenté de ne pas envoyer à Buenos Aires le ministre chargé des sports en s'abstenant de toute autre démarche. Prompt à intervenir en Afrique au nom de la nécessité de sauver des vies humaines, Valéry Giscard d'Estaing est singulièrement plus discret lorsque d'autres vies humaines sont en péril en Amérique latine. Ce qui ne constitue, en fin de compte, que deux aspects — contradictoires seulement en apparence — d'une même politique qui vaut à la France officielle les amitiés suspectes de Mobutu et de Videla.

Nous voilà loin du football ? Que ceux qui auraient tendance à le penser veuillent bien se rappeler qu'il y a cinq ans, après avoir assassiné la démocratie, c'est au stade de Santiago que Pinochet a installé son premier camp de concentration.



→

Léopold Sédar Senghor, pratiquement aucun chef d'Etat africain ayant participé au Sommet de Paris n'exerce un pouvoir appuyé sur le consentement volontaire de la majorité de son peuple. « L'Afrique aux Africains » est un principe de stratégie politique qui relève — dans les circonstances actuelles — de l'idéalisme le plus abstrait.

La nouvelle « Force commune de sécurité africaine », dont la France — du moins pendant trois ou quatre ans, mais probablement pendant une période beaucoup plus longue — portera le poids principal, ressemblera à s'y méprendre au « Sisyphe » de Camus : afin d'assurer le pouvoir néo-colonial de tel ou tel potentat africain, elle devra intervenir chaque fois que ce pouvoir sera menacé par une insurrection populaire nationale, régionaliste ou ethnique interne ou par une attaque portée, avec l'aide ou non d'une puissance étrangère, à partir de l'extérieur. Elle pourra — comme à Kolwezi — vaincre cette insurrection ou cette attaque. Mais elle ne pourra jamais — à moins qu'elle n'occupe durablement le pays et y érige des garnisons — assurer la permanence du règne d'un pouvoir exécré, rejeté par tout un peuple.

Jean Rous, dans un remarquable livre récent, développe le projet d'un système de sécurité eurafricain qui procéderait de l'alliance et l'entraide de pouvoirs démocratiquement constitués (4). Les paramètres de ce système sont la liberté, l'autodétermination, les rapports de complémentarité, de libre réciprocité entre les pays d'Afrique et la France.

Ce système implique des choix radicalement différents de ceux qu'opère aujourd'hui Giscard d'Estaing. Entre l'alliance librement consentie de pays indépendants, habités par des peuples libres, d'une part, et le maintien par la force du système intercontinental d'exploitation des travailleurs, d'autre part, il ne peut y avoir de troisième voie.

JEAN ZIEGLER

---

1) Cyrille Adoula, syndicaliste chrétien honnête, mais de faible envergure politique et personnelle, devint Premier ministre du Congo après l'assassinat de Lumumba (1961). Il vient de mourir dans la petite ville vaudoise de Morges, au bord du lac Léman, en mai dernier.

2) Moïse Tschombé, chef du Katanga sécessionniste, partit en exil — à Genève, puis à Marbella — après la reconquête du Katanga par les troupes de l'Onu, en janvier 1963. Il revint en 1964 pour prendre la direction du gouvernement central à Kinshasa.

3) Mobutu conclut également des alliances interethniques plus compliquées. Exemple : son actuel ministre des Affaires étrangères, Umbadi Lo Tete, est un dirigeant mu-kongo, issu du peuple des Bakongo qui avait été longtemps dirigé par Joseph Kasavubu, premier chef d'Etat du Congo indépendant.

4) Jean Rous, « Tiers monde, réforme et révolution », Ed. Présence africaine et les Nouvelles Editions africaines, Paris-Dakar.

La stratégie du courant

Voici plusieurs remarques à propos de l'interview d'Yvette Roudy publiée dans le n° 297 de « l'Unité ».

1. — Le comité directeur est coopté. Rien n'empêchait la direction du P.s. d'y mettre un nombre significatif de femmes. Or, il semble bien que le quota voté à Nantes soit considéré comme un maximum. Est-ce parce que, comme d'aucuns le disent, on ne peut trouver à l'intérieur du Parti cinquante à soixante femmes capables de participer au C.d. ?

2. — Le texte de la commission Femmes dont parle Yvette Roudy proposait que 20 % des sièges gagnables aux législatives soient réservés à des femmes. Les votes sur ce texte n'ont pas été comptabilisés au congrès de Nantes. Est-ce parce que ce texte n'était pas un texte de courant ?

3. — La demande de modification des statuts déposée par la commission Femmes avant le congrès a disparu à deux reprises des textes publiés par « le Poing et la Rose » avant le congrès. Si elle avait été proposée par un courant, aurait-elle été «oubliée» ?

4. — La convention nationale du P.s sur les droits des femmes n'a pas provoqué le quart du débat qui est résulté de l'annonce par Françoise Gaspard de la création d'un courant. Pourquoi ?

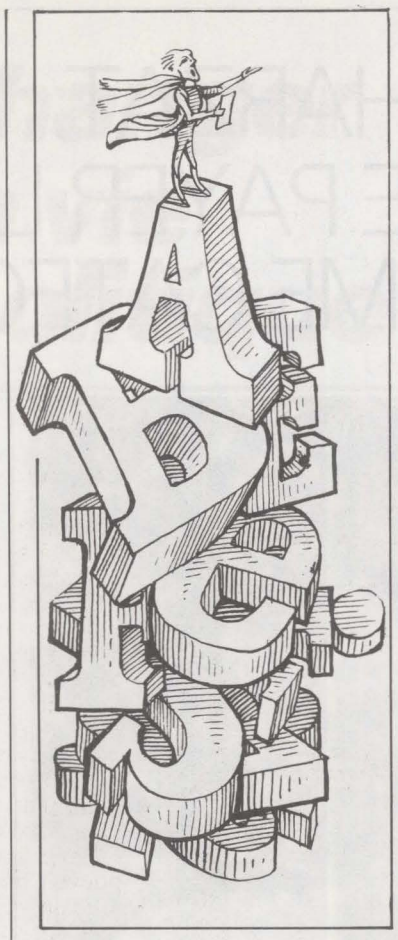
Avant Nantes, j'ai cru à une réintégration possible par des « méthodes douces ». Mais je n'y crois plus. Le Parti nous met dans l'obligation de créer un rapport de forces qui ne trouve à s'exprimer que dans la stratégie du « courant ». Les femmes qui en sont à l'origine ont quelque chose à nous dire. Nous pourrions, au moins, nous demander quoi.

(MARYVONNE DUSSAUX
secrétaire fédérale
Action féminine Seine-Maritime)

L'escalade des médias

Les événements du Zaïre et l'intervention française ont suscité les justifications, les jugements, les commentaires que l'on sait, nombreux et souvent opposés : action humanitaire, comportement néo-colonialiste, violation de la Constitution, etc.

Je n'aime pas la violence et réprouve la terreur, de quelque côté qu'elle vienne. Dans le cas d'espèce, je déplore autant que quiconque (autant que les pleureurs professionnels non dénués d'arrière-pensées) le massacre d'êtres humains, blancs ou noirs, européens ou africains.



nos lecteurs ont la parole

Je voudrais, en dehors de tout engagement de fond sur l'événement proprement dit, exprimer — comment dirai-je ? — ma gêne devant cette espèce d'escalade dont les médias ont fait preuve pour montrer les atrocités commises au Shaba, escalade et parfois, me semble-t-il, complaisance dans l'étalage des horreurs.

Dans ce contexte de sensibilité exacerbée, est-il possible à quelqu'un d'oser tenter sur le problème une analyse des raisons profondes et véritables de l'instabilité en Afrique, qui ont conduit à ce qui s'est passé à Kolwezi ? Ainsi à une interpellation à l'Assemblée sur le bien-fondé de la politique africaine de la France le Premier ministre a-t-il opposé « la gratitude des rescapés arrachés au massacre ».

Dans les commentaires des différents journaux, radio et T.v., il n'est question que de « sauvagerie animale », « bestialité instinctive », des « hordes déferlant sur Kolvezi ».

Encore une fois, je ne veux justifier aucun crime.

Mais le registre et la tonalité du vocabulaire employé provoquent en moi un malaise, car ils me paraissent avoir des relents de racisme. A-t-on procédé ainsi pour relater certaines actions au Vietnam, en Rhodésie, en Afrique du Sud (puisqu'il ne faut pas encore parler de l'Afrique du Nord.)

Dans ces cas-là, il s'agissait plutôt d'« opérations de nettoyage » ou d'« assainissement ».

En définitive, doit-on admettre que la guerre a deux visages ; et le troisième marchand d'armes du monde peut-il s'étonner de l'usage qui en est fait ?

(LOUIS GONARDES
40220 Tarnos)

L'Argentine actuelle

Alors que l'on met en prison pour délit d'opinion nombre de travailleurs, cependant que les familles de ces mêmes emprisonnés sont sous menaces continuelles. Alors que l'on pratique journellement la torture systématique : coups de pieds et de poings sur prisonniers enchaînés, électrodes au niveau des parties génitales, écartèlement jusqu'à dislocation du corps, sévices sur femmes et enfants... le régime fasciste argentin du général Videla entend se servir de la popularité du football et de l'organisation de la coupe du monde comme d'une arme supplémentaire lui permettant d'acquérir une légitimité interne et internationale du régime de terreur qu'il impose depuis le coup d'Etat du 24 mars 1976.

L'Argentine actuelle : c'est un pays soumis à une censure rigoureuse, sans pouvoir judiciaire indépendant, où l'activité politique est considérée comme un délit, où la vie syndicale est absente, les droits d'association et de grève suspendus ; un pays qui vit sous l'empire de la terreur et où la répression est la condition « sine qua non » d'une politique inspirée par le feu et le sang.

L'Argentine actuelle : c'est 30 000 disparus, 10 000 prisonniers, 7 000 morts « politiques » ; des camps de concentration aux techniques de torture les plus sophistiquées où les médecins, comme sous le IIIe Reich, ont leur rôle à jouer.

L'Argentine actuelle : c'est aussi Ford et Coca-cola qui publient dans les journaux des placards publicitaires pour exprimer leur soutien au gouvernement, tandis que celui-ci fusille un ouvrier en plein centre de Buenos-Aires pour avoir incité à la grève. C'est aussi une agence de publicité américaine qui conseille ainsi la junte militaire pour l'organisation du « Mundial » : « A cette occasion, il faut donner un sentiment de confiance dans l'Argentine... donner une image de stabilité de la nation, du gouvernement, et de l'économie... »

(YANNICK VAUGRENARD
44570 Trignac)

Sportifs ou invertébrés ?

Sympathisant actif du P.s., sympathie renforcée par les déconvenues de mars, je suis avec attention tout ce qui se dit et se fait depuis quelques mois sur l'événement qui va se dérouler en Argentine. Sportif spectateur, mais aussi acteur depuis bientôt quinze ans, c'est avec satisfaction que j'avais enregistré la qualification de l'équipe de France pour l'Argentine, en novembre dernier.

L'article de Marek Halter, le communiqué du parti dans « l'Unité » du 19 mai et la récente agression dont a été victime M. Hidalgo me suggèrent ces quelques réflexions.

Les footballeurs français sont des professionnels, ils font leur métier en se rendant en Argentine. Mais leur attitude face au problème posé laisse à penser qu'ils sont des invertébrés politiques, dénués de tout esprit critique, indifférents aux souffrances du peuple argentin.

L'un d'entre eux nous prouvera-t-il que les professionnels du football ne sont pas que des tiroirs-caisses frappant avec plus ou moins de bonheur dans un ballon ? S'ils sont capables de courage physique, ils devraient pouvoir faire preuve de courage intellectuel.

Affirmer qu'en tant que footballeur ils se rendent en Argentine pour y faire leur métier, pour y recevoir une sorte de consécration, mais assurer avec non moins de ferveur que, conscients des iniquités du régime Videla, condamnant sans appel les atrocités commises, appelant de tous leurs vœux le retour à la démocratie politique en Argentine, ils se comporteront là-bas en sportifs dignes de ce nom.

Cette prise de position claire aurait le mérite de leur donner la sérénité nécessaire à la réussite d'une bonne coupe du monde, contribuerait à détruire l'image du sportif d'autant plus simple d'esprit qu'il est musclé, donnerait à Videla et consorts quelques doutes sur la popularité de son régime. Les Argentins et tous les autres suppliciés auraient une raison de plus d'espérer.

(ANTOINE CUERQ
78100 Saint-Germain-en-Laye)

GISELE CHARZAT: "LE P.S. NE PEUT SE PAYER LE LUXE D'UN SYNDICALISME CATEGORIEL"

Pour apporter un nouvel éclairage au débat qui s'est ouvert dans « l'Unité » après l'initiative de trois militantes socialistes de créer à l'intérieur du Parti un courant « Femmes » (voir nos deux derniers numéros), nous avons demandé à Gisèle Charzat, membre du Ceres et du comité directeur, de bien vouloir répondre à nos questions.

L'UNITE. — Est-ce en tant que militante du courant 2 où en tant que femme socialiste que vous apportez votre contribution à ce débat ?

GISELE CHARZAT. — Je parlerai en tant que femme, mais aussi en tant que femme inscrite au Parti socialiste dans le courant 2. Je considère, en effet, qu'il y a deux types de problèmes. Il y a, d'une part, les problèmes spécifiques des femmes et il y a, d'autre part, la ligne politique globale, celle de la conception du socialisme autogestionnaire qui passe par une application concrète : faire du Parti socialiste l'instrument de la mise en application de la ligne du socialisme autogestionnaire.

En tant que femme, il me semble devenu impossible aujourd'hui de séparer les luttes féministes du combat pour le socialisme autogestionnaire. Sur tous les terrains du champ social se déploient des luttes où les femmes interviennent en tant que telles. Des luttes qui impliquent l'ensemble des femmes — quelle que soit leur origine sociale — et qui se développent selon des modalités complexes et parfois déconcertantes.

— Que pensez-vous de l'initiative de Françoise Gaspard et de ses camarades pour créer un troisième courant à l'intérieur du Parti ?

— La constitution possible d'une troisième tendance au sein du Parti socialiste est moins novatrice qu'il n'y paraît. Non parce que je pense que les femmes n'aient pas de raison de se faire entendre au sein du Parti. Mais cette tentative, si elle devait se concrétiser, offrirait des inconvénients supérieurs à ses avantages, du moins si l'on ne raisonne pas à l'échelle individuelle ou à celle des jeux de clans. Concrètement, je pense que le Parti socialiste ne peut se payer le luxe d'un syndicalisme catégoriel, qui le transformerait demain en caravansérail néo-travailliste où chaque groupe, chaque couche sociale, chaque sensibilité tenterait de faire prévaloir son intérêt.

— La création d'un troisième courant ne risquerait-t-elle pas de gêner le Ceres ?

— Je ne pense pas que cette stratégie puisse nous gêner. Ce qui m'apparaît fondamental, c'est de transformer le P.s. dans son



ensemble, de faire du P.s. un instrument de luttes collectives, de lier le P.s. à l'exigence de la rupture démocratique avec le capitalisme.

— Pensez-vous que les femmes socialistes sont suffisamment entendues à l'intérieur de leur propre parti ?

— Elles n'ont pas été suffisamment entendues. C'est un fait qui me semble important dans la mesure où encore maintenant la liaison entre féminisme et socialisme autogestionnaire n'est pas suffisamment établie, ni sur le plan théorique ni sur le plan pratique. Maintenant encore, les nombreuses luttes des femmes dont je parlais tout à l'heure ne sont pas assez prises en compte par le P.s. A cet égard notre parti, pour être novateur, doit approfondir une réflexion sur le lien entre féminisme et socialisme autogestionnaire. J'ajoute que cette réflexion ne doit pas être seulement formelle : elle doit s'accompagner chaque jour et avant la prise du pouvoir de l'Union de la gauche par une transformation des pratiques militantes, des militants et des militantes.

— Ce travail qui doit se faire à l'intérieur du Parti peut-il passer à votre avis, par le moyen du secrétariat à l'Action féminine ?

— Le problème des moyens est fondamental. A mon avis, le Parti socialiste doit donner deux priorités à son action : son implantation dans le secteur « entreprises » et son implantation dans le secteur « luttes des femmes ». Ce qui est fondamental, c'est que le P.s. se donne les moyens d'une implantation massive dans les entreprises, sur les lieux de travail et là où les femmes sont exploitées, là où elles vivent leur subordination. Et si le secrétariat à l'Action féminine avait les moyens de cette implantation, ce serait effectivement quelque chose de tout à fait novateur, car ce serait un premier pas entre la pratique et la théorie.

Je verrais deux moyens fondamentaux pour lutter contre l'oppression patriarcale et la domination de la bourgeoisie dans la société. Premièrement, la remise en cause de la division des rôles dans la société comme dans le Parti. C'est, à mon avis, un point éminemment subversif, car il touche au problème du pouvoir. Et le deuxième point, qui est lié au premier, c'est la revendication de l'égalité. Jusqu'à présent, le socialisme a surtout été compris comme une aspiration à la liberté, mais la crise profonde de la société capitaliste montre que l'aspiration à la liberté n'est pas suffisante en tant que telle si les socialistes ne relient pas le problème de la liberté à celui de l'égalité. C'est là qu'intervient le concept de socialisme autogestionnaire.

Pour moi, le socialisme autogestionnaire, c'est la conception de l'égalité entre tous les individus dans une société. C'est ce qui fait qu'il n'y a aucun critère qui justifie rationnellement la domination d'un individu sur un autre. L'égalité que nous voulons est en fait la reconnaissance de la responsabilité de chacune et de chacun dans une autre société. Pour prendre en compte les problèmes auxquels il est affronté dans sa vie aussi bien familiale que professionnelle et politique. Dans cette lutte pour l'égalité, les femmes sont partie prenante.

— Et pratiquement, maintenant, dans les mois qui viennent, comment comptez-vous lutter pour que les revendications féministes soient admises dans le Parti ?

— Ce ne sera que la poursuite d'un travail de formation spécifique et d'implantation qui, maintenant, doit être mené rapidement sous peine que le Parti n'éclate en revendications catégorielles. Il faut aller très vite, car les exigences sont tout de même aujourd'hui très bien formulées par les militantes.

Il faut d'abord amplifier le travail de formation pédagogique qui s'est amorcé ces dernières années. Il faut qu'il y ait une formation politique beaucoup plus généralisée, beaucoup plus approfondie, qui fasse que les femmes nouvelles adhérentes puissent très vite devenir membres à part entière du Parti, avoir des responsabilités, particulièrement dans les fédérations.

Beaucoup de militantes du P.s. sont également membres d'associations comme le Planning familial, le M.l.a.c. ou d'autres, et le P.s. n'a pas fait le lien entre cette vie associative et les revendications des femmes à l'intérieur du Parti. Faire ce lien me semble donc très important. Concrètement, il faut qu'à travers les options politiques globales — les choix que le Parti propose — les femmes se battent pour créer une prise de conscience généralisée dans le Parti des camarades hommes et aussi des camarades femmes qui restent souvent en marge ou qui ne se reconnaissent pas dans un parti qui n'a pas été, jusqu'à présent, assez audacieux quant à leurs propres exigences. Il faut faire en sorte que toutes les militantes soient partie prenante dans la réflexion sur féminisme et socialisme autogestionnaire.

Il n'est pas vrai que militer au P.s., pour une femme, c'est reproduire le comportement masculin. Beaucoup d'hommes ont changé dans leur mentalité depuis un siècle. Même s'il y a encore un décalage entre les aspirations des femmes et celles des hommes.

Pour que ce décalage disparaisse, il me semble que, à travers la prise de conscience des exigences spécifiques des femmes, peut s'opérer une transformation mutelle des rapports hommes-femmes pour changer la société.

D'ailleurs, en tant que militante du courant 2, avec mes camarades femmes du même courant, nous travaillons très activement, à l'heure actuelle, à la préparation d'un colloque sur la rupture démocratique. Pour nous, il ne s'agit pas d'un thème général de réflexion abstraite ; il s'agit de relier le problème de la rupture démocratique avec le capitalisme à partir d'une nouvelle et plus solide union de la gauche. La rupture est liée à un ensemble de pratiques et de moyens auxquels les femmes doivent participer à égalité avec les hommes, afin de transformer et l'Etat et le champ social.

Propos recueillis par
EMMANUELE PLAS

changer la vie politique

Les hommes du président

Alerte : la pieuvre étend ses tentacules depuis l'Elysée ! Lundi, elle les a portés sur l'A.f.p. (Agence France-Presse). Mardi sur « l'Aurore ». Depuis moins d'un mois, l'Agence Havas et Radio-Monte-Carlo ont également été touchées. A qui le tour ?

Sans doute, les « victimes » n'ont-elles rien à voir avec l'opposition. Mais la promotion de collaborateurs directs de Valéry Giscard d'Estaing, comme Michel Bassi à la tête de R.m.c. et Yves Cannac à celle de l'Agence Havas — par laquelle l'Etat a notamment un droit de regard sur R.t.l. — a renforcé le contrôle étroit de l'Elysée sur l'information.

La nomination de Roger Bouzinac au poste de P.-d.g. de l'A.f.p., malgré la courageuse démission en forme de protestation d'Hubert Beuve-Méry, fondateur du « Monde », et le vote défavorable des deux représentants du personnel au conseil d'administration, marque une nouvelle étape dans ce processus. Vital pour la survie de la démocratie, le pluralisme de l'information tend désormais à n'être plus qu'une chimère !

Grogne chez les policiers

Une certaine grogne s'est manifestée parmi les délégués du Syndicat national autonome des policiers en civil (S.n.a.p.c.), réunis en congrès, à Montpellier, du 23 au 26 mai. Mais cela ne constitue pas vraiment une surprise. Même si les délégués ont parfois privilégié dans leurs attaques l'action du bureau sortant — l'élection du nouveau bureau n'a cependant pas posé problème — sur la responsabilité essentielle du gouvernement. Le S.n.a.p.c., qui regroupe environ 80 % des inspecteurs et enquêteurs, a, en effet, fort mal ressenti la réforme récente de la police nationale, qualifiée d'« hybride sans logique ». Il estime que les policiers en civil, actifs ou retraités, en ont été les principales victimes. A Montpellier, le secrétaire général du S.n.a.p.c., Pierre Waterloos, a été très clair : « En dépit de la déclaration écrite de Michel Poniatowski, la parité indiciaire entre les carrières de la gendarmerie et celles de la police n'a pas été maintenue, et un déséquilibre au détriment de la police sous statut civil s'ensuit. »

Trois axes ont été fixés par Waterloos à l'action future du syndicat. Tout d'abord, obtenir la prise en compte par le ministère de l'Intérieur du contentieux actuel pour aboutir à un équilibre des carrières entre la gendarmerie et la police. Faute de quoi, « l'engagement dans la tâche reste sans âme et n'est plus assumé que comme une série d'astreintes ». Ensuite, il s'agit d'« adapter la police nationale sur la base d'un véritable plan ». Enfin, le S.n.a.p.c. suggère l'institution d'« une commission parlementaire chargée des questions de sécurité, comme il existe une commission de la Défense nationale ».

J.-L.R.

Ministre diffamateur

Le secrétaire d'Etat aux Dom-Tom n'est plus maire de Briançon. Le Conseil d'Etat vient en effet d'annuler les élections dans cette ville. Jugement exceptionnel, puisque le motif retenu, « sans qu'il soit besoin d'examiner les autres moyens de la requête », est la diffamation.

Paul Dijoud, en effet, avait fait distribuer entre les deux tours de scrutin des tracts attaquant personnellement la tête de la liste de gauche, le socialiste Robert de Caumont.

L'opération avait réussi, puisque la gauche tout entière — qui avait recueilli 53 % des suffrages au premier tour — ne retrouvait plus que 47 % des voix au second. Quant à de Caumont qui avait recueilli, au premier tour, le plus grand nombre de suffrages de sa liste, il se retrouvait au soir du second tour avec le moins de voix...

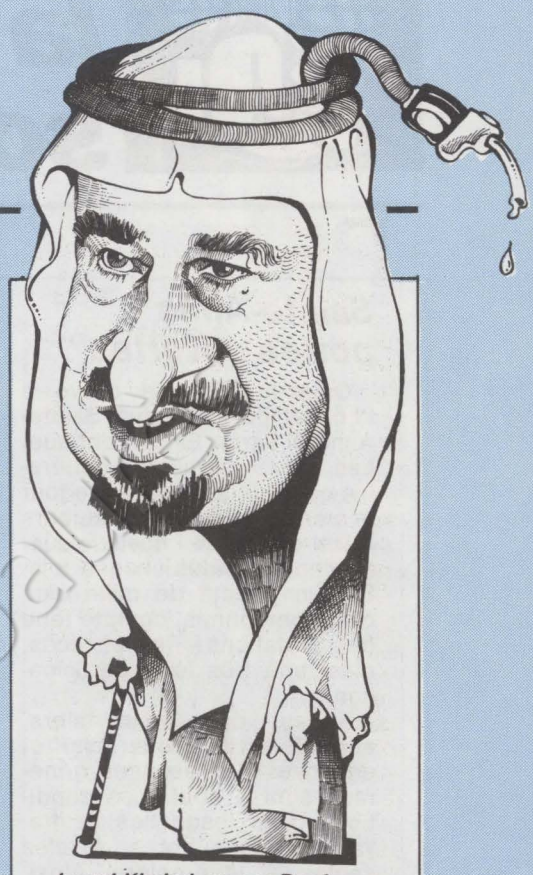
Contre le jugement du tribunal administratif de Marseille, le Conseil d'Etat a jugé que les « imputations personnelles contre le sieur de Caumont excédaient celles que l'on peut admettre au cours d'une campagne électorale ». Voilà le ministre plus qu'épinglé, en attendant un autre jugement, celui du tribunal correctionnel devant lequel de Caumont a également porté plainte.

Les remous autour de « Faire »

« Le Matin » semble décidément s'intéresser de près aux modifications intervenues au sein du comité d'orientation de la revue « Faire ». Mais en donnant curieusement à cette affaire une ampleur qu'elle ne méritait certainement pas. Rappelons donc brièvement les faits. Le 29 avril, six membres de ce comité d'orientation, Claude Estier, Lionel Jospin, Pierre Bérégovoy, Jean Pronteau, Claude Germon et Jean-Paul Bachy, font savoir par lettre à Gilles Martinet, directeur de « Faire », qu'ils souhaitent ne plus faire partie du comité, en raison de leur désaccord avec les prises de position des derniers numéros de la revue. Désireux de ne pas nuire à celle-ci et sur l'insistance de Martinet, les six démissionnaires acceptent de ne donner aucune publicité à leur départ. Cependant, quinze jours plus tard, « le Matin » publie l'information sur quatre colonnes avec un commentaire de Martinet. Information reprise par « le Monde » d'une manière tendancieuse, qui provoque une mise au point de Claude Estier, suivie d'une autre de Pierre Bérégovoy dans « le Matin ».

Lundi dernier, ce journal, qui n'a jamais publié la lettre des six démissionnaires, en se contentant de qualifier ceux-ci de « proches de François Mitterrand », rend public, avec un appel de titre en première page, le texte du comité d'orientation qui devait accompagner la publication de ladite lettre dans le prochain numéro de « Faire ».

L'affaire prend ainsi soudain le caractère d'une opération politique, ce qui n'avait été à aucun moment dans les intentions des six démissionnaires, qui entendent désormais y mettre un point final.



Le roi Khaled, vu par Barrigue.

Fête du livre à Rennes

Pour la seconde année consécutive, la maison de la culture de Rennes « annexe » la place du Palais, au profit des enfants, pour célébrer le livre. Cela se passera le 7 juin, de 14 à 17 heures.

Il ne s'agira pas d'une simple foire, mais d'une gigantesque animation à travers le livre. La manifestation sera enrichie de la présence des « cerfs-volants » de Jacqueline Monnier. La fête sera aussi un spectacle.

Dans le cadre des Entretiens du jeudi,
Réunion avec
FRANÇOIS MITTERRAND
le 8 juin,
de 19 heures à 21 heures,
101, rue de l'Université, 75007 Paris (salle du 3e sous-sol)

changer la vie sociale

Sainte-Anne portes ouvertes

Quinze jours de grève à l'hôpital psychiatrique Sainte-Anne à Paris. Et ça continue. Les deux assemblées générales qui réunissent chaque jour le personnel attirent toujours autant de monde : quelque quatre cents salariés chaque fois. Sur un effectif de mille cinq cents personnes, compte tenu des rotations de services, c'est une très forte participation.

Il faut dire qu'infirmiers, administratifs, ouvriers et employés des services généraux sont à bout. Les conditions dans lesquelles ils travaillent expliquent — à elles seules — leur colère. Ainsi, un infirmier psychiatrique étudie pendant trois ans tous les ressorts psychologiques humains et se retrouve, faute de personnel, en train de courir avec des balais, des serpillières ou poussant des chariots vétustes pour apporter les repas et le linge. Résultat : ils n'ont plus de temps pour les malades.



Quand la grève a éclaté, le 16 mai, c'est sur les chariots d'abord que les infirmiers ont passé leur rogne. Ils n'ont pas hésité à aller les déposer en pleine rue sous les fenêtres de Simone Veil pour que l'opinion puisse juger ces pièces d'une autre époque. Les infirmiers demandent aussi que leur diplôme soit reconnu par l'Etat et qu'un système d'équivalence leur permette, s'ils le veulent, de sortir du domaine psychiatrique. La grève s'est vite étendue à toutes les catégories du personnel, qui exigent, appuyées par les infirmiers, à bénéficier de la prime de 250 F que ces derniers perçoivent — à cause, selon Mme Veil, de leur contact avec le malade. Et puis, toutes catégories confondues, les grévistes demandent des effectifs. Il faut, disent-ils au moins une équipe de nettoyage et trois cents élèves infirmiers chaque année au lieu de cent vingt.

Soutenus par de nombreux malades, par les partis de gauche — dont Paul Quilès, nouveau député P.s. du 13e arrondissement — et par les syndicats C.g.t., C.f.d.t., F.o. et C.f.t.c., les salariés de Sainte-Anne ont organisé, jeudi, une journée portes ouvertes. « Pour que le public voie ce qu'on ne montre jamais lors des visites officielles ». Les grévistes ont déjà une victoire à leur actif : ils ont réorganisé, avec des camionnettes, le service de distribution du linge et des repas fait avant avec les chariots. Nul ne peut contester l'efficacité de ce système, même pas la direction.

Leur prochain objectif : prouver que le directeur peut débloquer un certain nombre de revendications, au lieu de toujours se réfugier derrière la D.a.s.s. ou le ministre de la Santé.

Séquestration... à la carte

A l'usine Dassault d'Argonay, à Annecy (Haute-Savoie), tout est bon pour empêcher l'activité syndicale. La direction locale, par l'intermédiaire du tribunal d'Annecy, vient d'arriver à faire condamner deux représentants syndicaux. Et pourtant...

Il faut remonter au mois d'avril 1977 : toutes les usines du groupe Dassault sont en conflit pour des revendications générales, et ce depuis la mi-février. Les délégués du personnel à l'usine d'Argonay remplissent leur mandat en toute légalité. Ils prennent, entre autres, la parole dans les ateliers. Cela n'est pas du goût du directeur, M. Bachellerie, qui inflige des avertissements et mises à pied pour sanctionner ces faits. L'outrepassement des droits directoriaux est si flagrant que même la direction générale du groupe désavoue M. Bachellerie. Les grévistes refusent les sanctions infligées à leurs représentants. Le lundi 18 avril 1977, après une assemblée générale, les délégués et une partie du personnel vont demander à M. Bachellerie de retirer toutes les sanctions. Il est 9 h 30. Une négociation s'engage. Elle dure jusqu'à 12 h 35, interrompue par... les forces de police !

Sous prétexte de séquestration, le directeur fait intervenir les forces de l'ordre. Il sort de son bureau entouré de deux gendarmes. Il est 12 h 40. Bizarre, bizarre, ce directeur séquestré de 11 h à 12 h 35, alors qu'il quitte d'habitude son bureau à 12 h 30. C'est vraiment la séquestration à la carte, et seulement aux heures ouvrables... Aucun fait concret n'a pu être reproché à la délégation des grévistes. Cela n'a pas troublé le tribunal d'Annecy, qui a reconnu les deux représentants syndicaux de la C.g.t. et de la C.f.d.t. coupables de séquestration et les a condamnés à 500 F d'amende chacun.

Condamnés pour avoir négocié : chez Marcel Dassault, ils peuvent le faire !

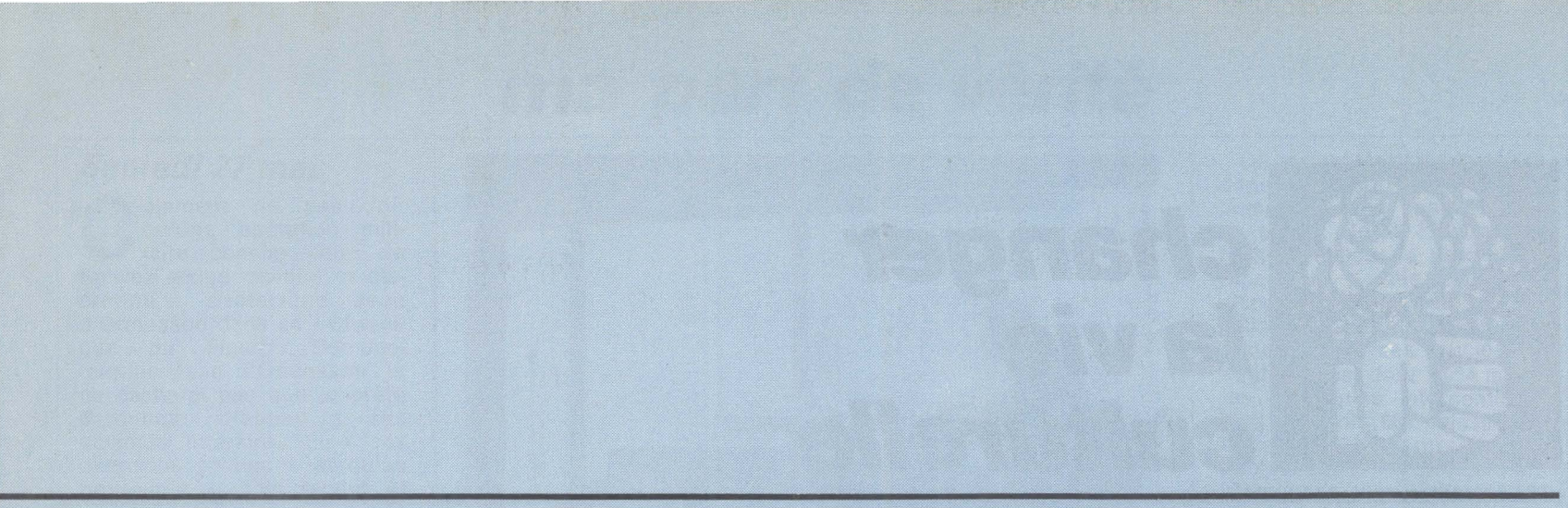
Le ciment de la solidarité

La solidarité pour les cimentiers n'est pas un vain mot. Cette fois, ce sont les cimentiers belges qui sont en grève illimitée. A leurs revendications, comme à l'accoutumée, le patronat n'a qu'une réponse : non. Et il s'organise pour s'approvisionner en ciment dans le nord de la France.

Peine perdue. Les cimentiers français, alertés par les grévistes belges décident de les soutenir dans leurs revendications. Ils refusent donc de charger les camions venus de Belgique. Se voyant opposer un refus catégorique à Barlin (Pas-de-Calais), le patronat belge a tenté sa chance à Haubourdin, puis à Pont-à-Vendin. Chaque fois, les camions sont repartis vides.

Marseille solidaire de Terrin

Depuis plusieurs mois, aux chantiers de réparation navale Terrin à Marseille, les syndicats, la C.g.t. largement majoritaire en tête, demandaient la convocation du comité d'entreprise. Ils n'ont pas réussi à l'obtenir. En toute illégalité, sans respecter les délais normaux, les syndics n'ont même pas jugé utile de consulter le comité d'entreprise sur les licenciements qu'ils entendaient effectuer. Il faut dire que l'affaire a été rondement menée. Il ne leur a pas fallu cinq jours pour annoncer les 825 licenciements, publier les listes et envoyer les lettres ! Du 5 au 10 mai, tout était fait.



Les salariés ne pouvaient accepter une telle désinvolture. Le 12 mai, Marseille était un port mort. Huit mille salariés de la Marine ont cessé le travail pour venir manifester. Et pas question de s'arrêter là. Le 16 mai, ce sont toutes les entreprises de la réparation navale de Marseille — le groupe Terrin, la Compagnie marseillaise de réparation, les établissements Paoli et les entreprises de peinture navale — qui décidaient une grève de vingt-quatre heures.

Dans un communiqué, la C.g.t., la C.f.d.t. et la C.g.c. appelaient tous les métallurgistes des Bouches-du-Rhône à manifester leur solidarité. Une grève générale de cette branche dans le département est envisagée.

16 à 18 heures par jour sur le chantier

Sur les chantiers de la centrale nucléaire de Paluel (Seine-Maritime), une nouvelle grève a éclaté. Rien d'étonnant à cela. Les salaires de ces travailleurs défient toute concurrence. Deux catégories d'entre eux ne touchent même pas le Smic. A cela il faut ajouter des journées de travail très longues, pouvant aller jusqu'à seize ou dix-huit heures.

Les revendications de ces salariés de la construction : une augmentation des salaires et l'amélioration des conditions de vie et de travail.

Ras l'bol à la tour

Les agents de gardiennage, de sécurité, d'entretien, les hôtesses et les standardistes de la tour Maine-Montparnasse se sont mis en grève les 9 et 11 mai. Le 18 mai, pour prouver que l'heure n'était plus à la bonne humeur, les personnels se sont rassemblés à midi devant l'entrée principale de la tour avant de défiler en cortège dans les rues voisines.

Ils ont expliqué aux Parnassiens les causes de leur mécontentement. Ainsi, depuis quatre ans, ils n'ont eu aucune augmentation de leur pouvoir d'achat. Aussi demandent-ils 300 F d'augmentation pour tous, le paiement des heures supplémentaires et le paiement majoré des jours fériés. Les agents de gardiennage et d'entretien demandent aussi d'être mis à la semaine de quarante heures

Vins Margnat : pas de petits profits

Deux centilitres par-ci, trois centilitres par là : une association de consommateurs, l'Union féminine civique et sociale accuse la société des vins de France de ne pas remplir assez les bouteilles de Margnat-Villages, un « gros rouge » peu gouleyant mais fort vendu comme vin de table... Il n'y a pas de petites économies : la société en question avait ainsi « récupéré » quelque 14 millions de francs sur le dos des consommateurs. L'affaire sera jugée le 21 juin par le tribunal d'Aix-en-Provence.

Décelées en 1971 par les services de la répression des fraudes, celles-ci se sont tout de même poursuivies jusqu'à aujourd'hui. Et il aura fallu sept ans pour que l'affaire vienne devant les tribunaux.

La Visitation menacée

Entre l'avenue Denfert-Rochereau et la rue Boissonnade à Paris, deux hectares de verdure. C'est le jardin du couvent de la Visitation, l'un des rares espaces verts de la capitale — à Paris, 1,5 m2 par habitant...

Depuis longtemps reluqué par les promoteurs, le parc vient de faire l'objet d'une demande de permis de construire pour un immeuble de soixante-quinze appartements de grand luxe et quatre-vingts places de parking. Le Comité de défense des riverains n'a pas l'intention de laisser faire : il demande que ce parc soit préservé et mis à la disposition de la population.

Paul Quilès, député socialiste de Paris, a déposé une question écrite à l'Assemblée nationale « pour que les parcs existant à Paris et qui sont inutilisés comme celui de la Visitation soient mis à la disposition du public et pour qu'enfin la réglementation de l'urbanisme ne puisse laisser aucune possibilité à de telles opérations spéculatives de se réaliser ».

Halte au bruit

Nos voisins d'Allemagne de l'Ouest sont malades du bruit. Selon une enquête effectuée par les associations de prévoyance sociale, il y a eu en 1976 plus de 13 000 cas de maladies professionnelles dues à des décibels excessifs. Soit une augmentation de 23 % par rapport à 1975. Dans les pays de la Communauté européenne, les séquelles des nuisances acoustiques sont au troisième rang des maladies professionnelles.

Des équipes de recherche médicale travaillent à améliorer le traitement des maladies du bruit. Et si, tout simplement, on essayait de réduire le bruit dans les usines et dans les villes ?

Guide très pratique de l'environnement

Comment empêcher la construction d'une cimenterie dans une verte vallée, s'opposer au passage d'une autoroute, surveiller l'implantation d'une ligne électrique, etc., un guide pratique vient d'être édité par le ministère de l'Environnement et du Cadre de vie : il permet aux associations et au public de connaître la marche à suivre pour chaque dossier et de s'y retrouver dans la jungle des textes juridiques et des décrets d'application.

Pour tous ceux qui n'entendent pas laisser faire n'importe quoi... A bon entendeur !

Les H.l.m. sacrifiées

« La réforme du logement est mal engagée », disait l'Union des H.l.m. en 1977. Cette année, lors de son congrès de Strasbourg, elle est allée plus loin. « C'est notre existence qui est en jeu et, avec nous, le logement social dans son ensemble est en péril ».

Congrès de l'inquiétude et de la colère. Le ministre de l'Environnement et du Cadre de vie, Michel d'Ornano, n'a d'ailleurs pu les apaiser. La réforme va, en effet, s'appliquer dans la précipitation — généralisée à partir du 1er juillet, alors qu'elle n'a pas encore été expérimentée sérieusement. Dans les départements pilotes, bien des organismes H.l.m. n'ont, en fait, pas encore touché les engagements de crédits du premier semestre de 1978...

Cette précipitation n'est sans doute pas l'effet du hasard. Engagée après le rapport Barre, la réforme vit maintenant sous les auspices du libéralisme à tout crin. René Monory, ministre de l'Economie, l'a clairement expliqué : l'effort national doit aujourd'hui porter sur l'industrie, le logement perdant sa priorité. De là à abandonner le secteur de l'habitat aux lois du marché, il n'y a qu'un pas, allègrement franchi par le gouvernement.

Ainsi, le mouvement H.l.m. se trouve-t-il projeté dans la tornade, forcé à « une mise en concurrence contre nature » avec des établissements financiers, le Crédit agricole et le Crédit foncier essentiellement. Ironie, les crédits immobiliers doivent même emprunter à ces établissements les fonds nécessaires à les concurrencer...

La réforme va entraîner une hausse générale des loyers, sans amélioration notable de la qualité. En effet, les financements de la construction sont de plus en plus chers. Le gouvernement souhaite même élever encore les taux d'intérêt payés par les organismes H.l.m.

F.G.

changer la vie culturelle

« Arabies » : pour de nouvelles Andalousies ?

Les Arabes valent mieux que ce qu'ils font, et font mieux qu'ils ne disent, n'en déplaise au pessimisme, toujours latent sous leur bravade. » Ainsi plaide avec ferveur Jacques Berque, dans ses entretiens avec Mirèse Akar — Libanaise d'éducation française —, édités chez Stock sous le titre « Arabies ».

Jacques Berque, professeur au Collège de France, orientaliste réputé (à l'égal de maîtres comme Louis Massignon et William Marçais), spécialiste de l'arabisme et du monde islamique, est chaudement partisan de l'amitié entre le peuple français et les peuples arabes.

Pied-noir, il raconte l'expérience vécue en Algérie auprès de son père (affecté aux « Bureaux arabes »), puis en tant qu'administrateur du Protectorat au Maroc, au moment où Sidi Mohammed Ben Youssef n'était pas encore le roi Mohammed V.

Le projet Blum-Violette de 1936 et les tentatives réformistes d'un Ferhat Abbas sont mises en échec par les colons algériens, dont la contradiction éclate en la double affirmation simultanée de cette anecdote de 1946 :

— L'Algérie, c'est la France (il s'agit de se protéger contre l'importation des oranges espagnoles) ;

— Alger n'est pas Paris (il s'agit de faire obstacle à l'application de la sécurité sociale).

Jacques Berque se pénètre de la justesse et du caractère inéluctable du mouvement algérien de libération nationale : « Ce qui nous incombait, c'était de faire comprendre aux nôtres la légitimité, la plausibilité (de la Révolution algérienne)... Nous avions à frapper d'illégalité le droit plus que centenaire de l'Algérie française. »

L'Histoire s'est réalisée. Hier n'est plus ; mais l'auteur se veut critique à l'égard d'aujourd'hui et de demain : « Tout se passe comme si les indépendances ne s'étaient jusqu'ici proposé comme but que d'instituer et renforcer l'Etat. Les peuples avaient combattu pour l'indépendance. Qui en a profité ? » Cette amertume, voire cette « désaffection », dit-il, envers tel ou tel régime, est « normale pour un intellectuel étranger qui n'a pas de raison d'avoir une attitude moins réservée à l'égard des gouvernants arabes qu'à l'égard des siens propres ».

Un tube « détourné »

Combien y a-t-il donc de groupes latino-américains à faire vivre l'espoir ? Les Jaivas font tout juste connaître aux Français la perfection d'une musique recréée à partir des folklores communs au Chili, à l'Argentine, au Pérou... Un rock andin, dirait-on (le 26 mai à Suresnes, etc.). Et voilà que plusieurs apparitions en public (il sera ainsi le 11 juin à la fête du P.s.u. à La Courneuve) et un disque (Eleven 01.113) révèlent le groupe Karaxu, du nom d'un vocable des Indiens du Chili...

Des percussions, des cordes, une flûte de Pan et puis tous ces chants, ces cris : ceux des militants, ceux de la terre, ceux des prisonniers et le plus étonnant, un « tube » du Chili de Pinochet « détourné » par la Résistance — car il n'y a pas, dans pareille lutte, d'arme dérisoire ou négligeable.

Cannes à Paris

Le Théâtre de l'Est parisien reprend cette année encore une excellente initiative : offrir très rapidement au public de la capitale les films qui viennent d'être présentés à Cannes à la Semaine de la Critique.

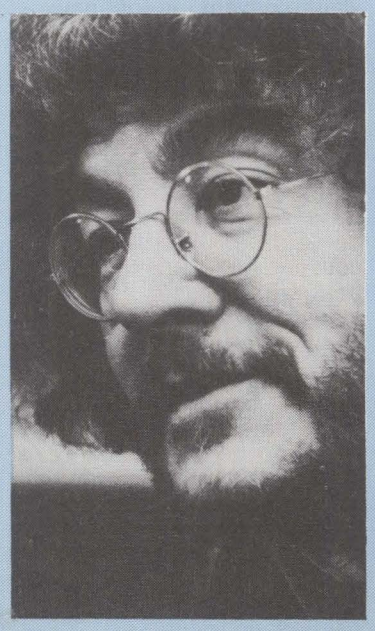
On a vu ainsi, le 1er juin, le film ouest-allemand « la Femme d'en face » (le poison de la jalousie) ; le 2, c'est le marocain « Une brèche dans le mur » (le Maroc « indépendant » l'est-il vraiment ?) ; le 3, on pourra voir « Un et un », coréalisé par deux acteurs d'Ingmar Bergman (Ingrid Thulin et Erland Josephson) et par son opérateur (Sven Nykvist) ; le 6, « l'Odeur des fleurs des champs » (une fable yougoslave sur le sens de l'existence) ; le 7, l'italien « Pour cette nuit » (le lendemain des révolutions vaincues) ; le 8, « Roberte », du Français Pierre Zucca (adaptant les fantasmes sexuels de Pierre Klossowski) ; le 9, l'américain « Alambrista » (les frontaliers mexicains travaillant aux États-Unis) ; enfin, le 10, le britannique « Jubilé » (la dérision punk).

S.R.

Planchon joue Shakespeare

Jusqu'au 17 juin, au T.n.p. de Villeurbanne, Roger Planchon présente deux pièces de Shakespeare en alternance : « Antoine et Cléopâtre », une tragédie ; et « Périclès, prince de Tyr », une rêverie romantique.

Flaubert admirait beaucoup ce « Périclès ». Planchon aime à peu près tout le théâtre de Shakespeare : il a voulu faire partager au public son plaisir. Un fois de plus. Car c'est avec « la Nuit des rois » et « les Joyeuses commères de Windsor » qu'il fit ses débuts de metteur en scène en 1951. Et c'est avec « Henri IV » et « Falstaff » qu'il ouvrit le Théâtre de la Cité de Villeurbanne en 1957. Il monta également « Troïlus et Cressida » à l'Odéon et « Richard III » au Festival d'Avignon, en 1966.



On ferme les Beaux-Arts de Metz

Le 16 juin prochain, des « Etats généraux de l'enseignement artistique » vont se tenir à Metz. Début juillet, ce sera une importante exposition : « Art et pédagogie dans les écoles françaises » ; elle sera appuyée par un colloque. Pourquoi ce feu d'artifice à Metz ? Pour protester contre les intentions du sénateur-maire P.r. de la ville, Jean-Marie Rausch, qui envisage de ne pas rouvrir l'Ecole des Beaux-Arts à la rentrée de septembre.

C'est le sort de quatre cents étudiants qui est en jeu, sans compter le préjudice que la fermeture constituerait pour les générations à venir. Mais on a déjà vu des maires de droite soutenus dans les mêmes circonstances par un ministère de la Ve République : cela se passait à Moulins, il y a quatre ans, où le maire de la ville est un certain Hector Rolland, réactionnaire de choc. Et les Beaux-Arts de Moulins ont été définitivement fermés... Un bien mauvais précédent !

Rock et chair de poule

Un chanteur de rock qui vibre dur : Meat Loaf. Il avait commencé par être comédien. Il s'en trouve d'autant plus à l'aise sur une scène. Ses chansons tournent souvent à l'horreur, tous fantasmes devant. Outre-Atlantique, on le considère comme le nouveau « monstre » du genre : dans son cas, le mot n'est pas usurpé ! Sa musique donne vraiment la chair de poule... Il est à Paris, au Stadium (66, avenue d'Ivry, 13e), le 8 juin. Pour ceux qui n'assisteront pas à ce concert unique, l'album qui vient de sortir les consolera : « Bat out of hell » (E.p.c. 82 419, distribution C.b.s.).

ma part de vérité



par François Mitterrand

Samedi 27 mai

« Comment ne pas voir qu'une opération militaire comme celle de Kolwezi exige rapidité et discrétion », s'interroge Jean d'Ormesson dans sa « Chronique » du « Figaro ». Bon lecteur de Jean d'Ormesson, je ne cacherai pas que je prête davantage attention à ses gammes littéraires qu'à ses exercices politiques et qu'au bretteur à la fois rageur et lassé — il fait de la polémique comme d'autres l'amour : plus de désir que de plaisir — je préfère le vagabond à l'ombrelle trouée qui promène son vague à l'âme. On aimerait l'aimer, ce cœur unanimiste. Dommage qu'entré en politique il coule son talent dans le ciment des postulats. Du coup, plus de surprise : il écrit maintenant ce qu'on attend de Michel Droit. Et cependant, j'espère encore...

Par exemple, la semaine dernière, j'ai démonté le calendrier de l'expédition au Zaïre. Jean Daniel, dans « l'Observateur », complète mon information en datant le premier carnage au mardi 16 mai. Ce qui veut dire que lorsque Valéry Giscard d'Estaing annonce deux jours plus tard (souvenons-nous : le 18 mai, à 17 h 10) l'envoi de troupes à Kolwezi, rien ne l'empêche, bien au contraire, de proclamer à la face du monde, et particulièrement à l'usage des révoltés du Katanga, qu'il n'a d'autre intention que de sauver les Européens en péril. Or, il néglige cet argument humanitaire qui lui vaudrait partout compréhension et sympathie et s'abrite derrière l'argument militaire d'un accord avec le Zaïre. Et ce, Jean d'Ormesson, qui exigez rapidité et discrétion, près de vingt heures **avant** que les paras ne sautent à Kolwezi ! A l'acte de guerre, clamé aux quatre vents, dont il a pris l'initiative, le président de la République pouvait substituer un message de paix : il lui suffisait pour cela de signifier que nos soldats n'étaient les ennemis de personne, qu'ils n'appartenaient à aucun des deux camps en présence et qu'ils venaient remplir un devoir d'assistance. Pourquoi ne l'a-t-il pas fait ? Comment n'a-t-il pas compris qu'en présentant la France comme l'auxiliaire de Mobutu il aggravait le risque encouru par nos compatriotes ? Pourquoi n'a-t-il invoqué le mobile humanitaire qu'**après coup ?**

Jean d'Ormesson sait tout autant que moi que nos soldats assurent depuis longtemps l'encadrement des forces zaïroises, qu'ils entretiennent le matériel du service anti-guérilla, que le Zaïre n'en est pas à sa première guerre, que la France n'en est pas à sa première intervention. Il a lu comme moi l'appel d'un groupe d'intellectuels qui, autour de Jean-Pierre Vigier, affirment que le Front de libération nationale congolais avait proposé l'évacuation de Kolwezi par les Européens sous l'égide de la Croix-Rouge. Ne se pose-t-il pas des questions ?

Dimanche 28 mai

Quatre points à l'actif de Giscard à l'O.n.u. D'abord, il y était. Ensuite, il y était pour parler du désarmement. Enfin, il y a récusé le condominium russo-américain. Voilà qui n'est pas négligeable. J'évoquerai le dernier point un peu plus loin.

Au passif, j'inscrirai la philosophie du projet. Par la voix de son président, la France a déclaré au monde : « Faites ce que je dis. Ne faites pas ce que je fais. » Je doute que ce langage abuse qui que ce soit, mais qu'on l'ait employé me gêne.

Faites ce que je dis. La France ne possède pas (encore) de satellites, dernier cri de la technique militaire de pointe. La Russie et les Etats-Unis, si. Des profondeurs du ciel, quatre cents kilomètres au-dessus de nos têtes, de petits appareils fouillent, scrutent, photographient le moindre repli de la croûte terrestre, surprennent la ménagère en train de secouer son linge par la fenêtre, la petite fille qui cueille un myosotis, et fixent pour les archives de fin du monde l'envol d'un échassier. Bien entendu, l'universelle curiosité ne s'arrête pas là. Une auto qui bouge, deux hommes qui se parlent à l'oreille, un reflet d'acier, la gueule d'un canon, l'étrave d'un navire, un périscope au fil de l'eau intéressent prodigieusement la mécanique de là-haut qui pond ses clichés comme un insecte fou. L'idée de Giscard est que le contrôleur soit aussi contrôlé par une agence spatiale où la France siégerait. Bonne idée. A condition que le contrôle devienne la règle en tous domaines. Or, la France est absente de Vienne, de Genève et de tous les endroits où quelqu'un risquerait de lui demander de s'y soumettre elle-même.

Ne faites pas ce que je fais. Nous sommes des marchands d'armes. Inviter ceux qui les achètent à payer une taxe — fût-ce au bénéfice du tiers monde — paraîtra singulier à qui remarquera que Valéry Giscard d'Estaing s'est bien gardé de demander qu'on imposât ceux qui les vendent. S'il s'agit de logique, pas d'objection, Votre Honneur ! Mais, s'il s'agit de morale, ou tout bêtement de paix, ou plus bêtement encore de la vie, permettez ! Nos Mirage tuent convenablement pour le compte d'autrui. Pas une guerre sur la Terre qui ne nous rapporte quelques sous. Excellent thème pour un discours sur la balance commerciale. Moins, peut-être, sur le désarmement.

Faites ce que je dis. Américains, rentrez chez vous. Russes, n'en sortez pas. Cubains, Ethiopiens, Algériens, Libyens, cessez de vous mêler des affaires des autres. Mais l'écho nous répond Tchad, Zaïre, Sahara. Ne faites pas ce que je fais.

De la prolifération nucléaire dépend le sort de l'espèce humaine : cela commence à se savoir. Selon l'Institut de recherche pour la paix — de Stockholm —, les Etats-Unis disposaient, à la date du 1er juillet 1976, de 2 124 systèmes porteurs d'armes nucléaires stratégiques, dont 1 054 missiles balistiques intercontinentaux au sol, 665 missiles à bord de 41 sous-marins nucléaires, et 414 bombardiers permettant d'expédier 8 500 têtes nucléaires guidables. L'Union soviétique détenait à la même époque 2 404 systèmes porteurs d'armes nucléaires stratégiques, dont 1 452 missiles intercontinentaux, 812 missiles à bord de 60 sous-marins nucléaires, et 140 à 150 bombardiers pouvant lâcher 4 000 têtes nucléaires guidables. Tout cela sans compter, d'un côté et de l'autre, des dizaines de milliers d'armes nucléaires tactiques, dont la plupart sont plus puissantes que la bombe d'Hiroshima. Quant à la précision de ces armes, il est instructif d'apprendre que le plus modéré des projectiles américains atteint à 300 mètres près une cible distante de 13 000 kilomètres. Détail supplémentaire : la puissance explosive de la tête nucléaire la plus perfectionnée atteint 200 000 tonnes de T.n.t. « L'imagination se lassera plutôt de concevoir que la nature de fournir. » Valéry Giscard d'Estaing a raison de s'en inquiéter. Il n'est pas le seul. Faites ce que je dis. Les deux Grands jouent au plus malin. Le traité sur la limitation des essais souterrains n'a pas été ratifié. Non plus, le traité sur les explosions nucléaires pacifiques réglementant les explosions hors des sites d'essai. Les pourparlers de Vienne sur la réduction des forces en Europe centrale sont au point mort. Les négociations sur l'interdiction de fabriquer ou de stocker des armes chimiques ont échoué. Les accords sur la non-prolifération nucléaire demeurent sans effet. En 1990, cinquante pays auront le moyen de faire sauter le globe. Valéry Giscard d'Estaing a raison de s'en plaindre et de proposer qu'on s'attaque au problème de la façon la plus concrète, l'approche régionale. (Preuve à l'appui, c'est le point positif que je signalais au début de ces réflexions, il donne son aval au traité de Tlatelolco, qui dénucléarise l'Amérique latine — et donc la Guyane française.) Mais la France, de son côté, ne signe rien, n'a rien signé. Et continue de renforcer ses techniques militaires. Et continue de vendre ses techniques civiles. Ne faites pas ce que je fais.

LARZAC: VERS LA GUERRE DE CENT ANS?

Brimades, vandalisme, exactions en tout genre, c'est la vie quotidienne sur le Larzac. Christian Roucayrol, berger et exploitant agricole, raconte la guérilla menée par l'armée contre une centaine de paysans obstinés

« IL va falloir passer à une phase de contrainte, sinon on en a pour cent ans », déclarait il y a quelques mois le colonel commandant du camp du Larzac, signifiant ainsi que les militaires ont décidé coûte que coûte de briser la longue résistance des paysans à l'extension de ce camp militaire.

Il ne se passe pas de jour, maintenant, où sur le plateau — devenu en France le symbole de la résistance aux décisions arbitraires du pouvoir central — les militaires ne tentent par la force ou au moyen d'exactions de toute sorte d'obliger les paysans à vendre leurs terres à l'armée et à abandonner la lutte. Charles Hernu, député du Rhône, vient d'ailleurs de poser une question écrite à ce propos.

Le samedi 20 mai, les exploitants agricoles et les bergers du Larzac avaient décidé de réparer en commun une route dégradée par les engins de l'armée. Une action qui dura pendant dix heures et mit une fois de plus face à face paysans et militaires.

Dans cette interview recueillie quelques heures après la fin des incidents, Christian Roucayrol, berger et exploitant agricole à Cavaliès-du-Larzac, explique les raisons d'un de ces incidents qui émaillent la guérilla que mène depuis bientôt sept ans le ministère de la Défense contre une centaine de paysans du Causse. En vain jusqu'ici.

— Pourquoi les incidents d'hier se sont-ils déroulés près de la ferme de Cavaliès, sur un terrain qui appartient déjà à l'armée ?

— La ferme se trouve dans le périmètre d'extension du camp militaire, tout près du village de Pierrefiche. L'histoire de cette ferme commence au printemps de 1976. Les paysans apprennent qu'elle vient d'être vendue à l'armée par son propriétaire, de Bernis, ex-P.d.g. de Néogravure. De Bernis avait en effet acheté il y a dix ans mille hectares de terre sur le plateau. Pour spéculer, c'est évident, puisqu'il savait, lui, que l'extension devait se faire et que les prix de la terre augmenteraient. Il avait acheté ça une quarantaine de millions. Depuis, il en a revendu une partie à des groupes du Larzac, par exemple au Groupement foncier agricole — qui est un outil de lutte contre l'extension du camp ; il a vendu aussi une maison à Larzac-Université. Et le reste à l'armée.

Pour les paysans, l'agrandissement du camp de près de 1 000 hectares d'un coup, c'était une veste terrible. Alors, on a décidé de ne pas se laisser faire et on a décidé d'occuper, de « squattériser » la ferme de Cavaliès où nous sommes. C'était le 2 octobre 1976. Ce n'était pas une action marginale, il y avait de très nombreux paysans, avec leurs tracteurs. Ils nous ont donné trente-cinq brebis pour commencer à constituer notre troupeau.

Trois jours après à 2 heures du matin, quatre-vingts gendarmes mobiles, armés de pistolets mitrailleurs, entouraient la ferme ; ils nous ont réveillés et embarqués dans leurs camions. Ils nous ont relâchés à 6 heures du matin après interrogatoire au camp militaire.

— Est-ce qu'il y a eu des violences à ce moment-là ?

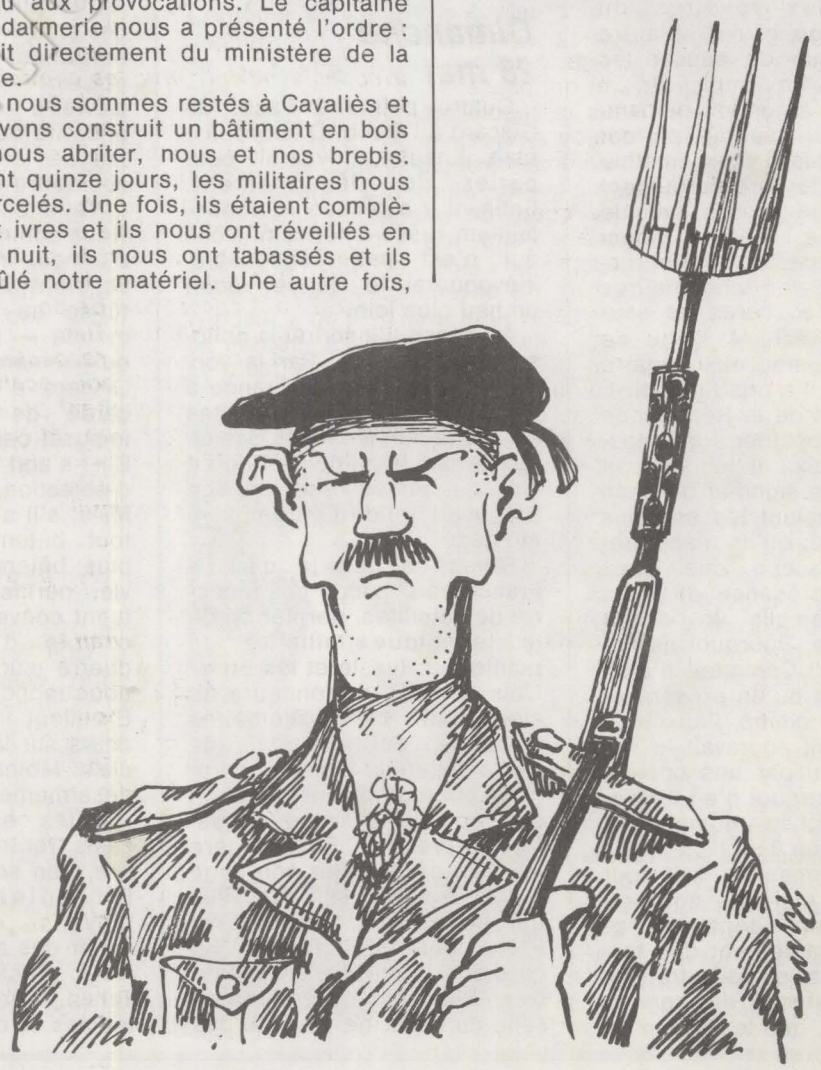
— Aucune violence, parce que nous sommes restés calmes, nous n'avons pas répondu aux provocations. Le capitaine de gendarmerie nous a présenté l'ordre : il venait directement du ministère de la Défense.

Mais nous sommes restés à Cavaliès et nous avons construit un bâtiment en bois pour nous abriter, nous et nos brebis. Pendant quinze jours, les militaires nous ont harcelés. Une fois, ils étaient complètement ivres et ils nous ont réveillés en pleine nuit, ils nous ont tabassés et ils ont brûlé notre matériel. Une autre fois, ils ont brûlé une 2 CV qui était garée en contrebas de la ferme. Pour toutes ces exactions, nous avons porté plainte et toujours il y a eu non-lieu.

— Vous êtes cependant restés ?

— Oui et l'été suivant nous avons construit une bergerie en dur de 250 m2 pour abriter deux cent cinquante brebis et leurs agneaux. L'opération a été financée entièrement par l'Association pour la promotion de l'agriculture sur le Larzac (A.p.a.l.), dont les fonds viennent des gens qui pratiquent une autodiminution de leur impôt parce qu'ils ne sont pas d'accord avec l'extension du camp et nous envoient cet argent, à nous.

Il y a quelques jours, nous sommes passés devant le tribunal pour avoir construit cette bergerie sans permis de construire. En effet, à l'intérieur du périmètre d'extension du camp, tous les permis de construire, toutes les installations de téléphone, d'eau courante, toutes les réfections de chemins sont refusés. Parce qu'on nous dit que nous allons partir, que nous allons être expulsés. Et cela, on le dit à plus de cent familles de paysans —



dont le seul tort est de vouloir rester sur leurs terres.

— Que s'est-il exactement passé hier ?

— Ici, à la ferme de Cavaliès, les militaires nous barrent un chemin vicinal. Ce chemin est le seul accès pour se rendre dans des champs que nous cultivons derrière la ferme. Et, en plus, c'est le chemin le plus direct pour aller à Montredon. De toute façon, il n'est même plus praticable en voiture, les G.m.c. des militaires — il en passe au moins une cinquantaine par jour — l'ont complètement détérioré. D'ailleurs, maintenant, ces messieurs préfèrent passer sur les champs que nous cultivons. Ils sont en pleine illégalité, puisqu'une loi récente du code rural stipule que, même si on est propriétaire du support, celui qui a fait le travail et a semé est propriétaire de ses graines et doit récolter.

Car il faut dire que nous cultivons en grande partie les terres de l'armée, et nos brebis paissent uniquement sur leurs terrains. Mais ça, ils ne peuvent pas l'empêcher — il y a d'anciennes conventions —, sauf en période de tir.

La journée d'hier, nous l'avions prévue depuis longtemps, nous voulions préparer au goudronnage un chemin que la commune refuse de nous refaire et qui passe à proximité de la ferme. Nous le regoudronnerons nous-mêmes, toujours avec les fonds de l'A.p.a.l. Nous voulions aussi profiter de ce que nous étions nombreux (deux cents personnes, beaucoup de tracteurs et des camions) pour aller sur le chemin vicinal qu'ils nous barrent.

Donc, les gens étant sur place, on est allé voir les militaires pour leur demander de nous autoriser le passage. Ils ont refusé. Il y a eu échauffourée, on s'est fait tabasser, mais on est resté jusqu'à 3 heures du matin. Les gendarmes de Millau ne sont venus qu'à 2 heures. Carte en main, pour nous prouver que ce chemin n'était pas un chemin vicinal.

Nous avons accepté de lever le siège, mais en avertissant les gendarmes que pendant une semaine au moins on barrerait toutes les routes et tous les chemins que les militaires empruntent. Nous leur avons déjà barré plusieurs routes ces jours-ci, parce qu'ils les détérioraient. Ils roulent comme des fous : ils ont failli plusieurs fois renverser le car de ramassage scolaire.

— L'affrontement a-t-il été violent ?

— Oui, assez. Il y a eu des gars qui ont ramassé des coups de crosse. Ils en ont gardé un baïonnette au canon, en otage pendant toute la durée de la manifestation.

Les militaires, pour nous provoquer, ont mis un filet de volley-ball dans un champ d'orge. Ils n'ont d'ailleurs pas joué au volley. Le filet est encore là, ils attendent qu'on aille l'enlever pour pouvoir nous casser la figure.

ECONOMIES D'ENERGIE : LES INDUSTRIELS NE SONT PAS CONCERNES !

LA France n'est pas près d'avoir une politique d'économies d'énergie digne de ce nom. Le gouvernement se contente de déposer sur le bureau de l'Assemblée un projet de loi sur l'utilisation des rejets de chaleur. Idée intéressante, mais insuffisante à constituer une politique. D'autant plus que le projet se révèle inefficace, fumeux et dangereux.

Son danger, ce sont les syndicats C.f.d.t. et C.g.t. d'E.d.f. qui l'ont mis en lumière. Le projet se propose, en effet, dans son article 8, de permettre la privatisation des installations électriques alimentant un réseau classé de distribution de chaleur. Formule lapidaire qui permettrait, par exemple, si le besoin s'en faisait sentir, de privatiser une centrale nucléaire telle que Creys-Malville, à condition seulement qu'elle alimente un réseau de distribution de chaleur, même pour une partie infime de sa production. Les réactions à E.d.f. ont été vives : mot d'ordre de grève générale pour le 1er juin, que certaines fédérations F.o. ont décidé de suivre, bien que leur syndicat n'y ait pas souscrit.

La sauvegarde du monopole pourrait facilement être respectée. Les socialistes proposeront, par exemple, d'accord avec les syndicats, que les centrales mixtes produisant de l'électricité et de la chaleur soient construites et gérées par un établissement public où se retrouveraient les collectivités locales et E.d.f.

Sur d'autres points, le projet gouvernemental est symptomatique du fossé entre paroles et actes qui régit la politique en ce pays. L'Agence pour les économies d'énergie est encore loin de posséder les moyens de sa politique. Rien en France n'oblige les industriels à respecter l'intérêt général et à investir pour économiser l'énergie. Ils en consomment pourtant le tiers, mais rapportent une infime partie des économies réalisées. Jusqu'alors, les économies se sont réalisées exclusivement sur le dos des particuliers...

Sacro-saint libéralisme

Le projet de loi qui devrait être prochainement discuté pèche par omission volontaire, au nom du sacro-saint libéralisme. Rien n'est prévu pour faire obligation aux industriels de récupérer les rejets thermiques des usines. Ils devront seulement faire connaître aux collectivités publiques qui le leur demanderont dans quelles conditions la chaleur résiduelle pourrait être livrée. En somme, ce sont eux qui fixeront les prix. Et il y a tout à parier que ces tarifs seront plus élevés que le prix de la thermie classique : ils ne verront l'intérêt d'investir qu'à la condition de pouvoir rentabiliser rapidement leurs installations...

« En fait, ce projet de loi traduit essentiellement la résistance des producteurs d'énergie à tout ce qui diminue leur part de marché. » Ce jugement fort sévère n'a pas été porté par un opposant, mais par un gaulliste, Julien Schvartz, député de la Moselle. Ce qui va probablement amener le gouvernement à revoir le projet ou à le présenter plus tard aux parlementaires.

Dangereux, le projet l'est aussi sur d'autres points, qui touchent directement les consommateurs. L'industriel ayant défini à sa guise le seuil de rentabilité de l'investissement, il pourra imposer aux consommateurs de se brancher sur le réseau de distribution d'eau chaude... Aucune obligation pour lui, mais le libéralisme s'arrête à la porte de l'usine. Le projet prévoit que les propriétaires et les exploitants des installations ne subiront aucun préjudice financier. Les chauffagistes, par exemple, pourront se faire indemniser en cas de résiliation de leur contrat. Mais la loi reste muette quant aux locataires des immeubles qui pourraient être ainsi chauffés. A eux, sans doute, de supporter les frais.

Les propositions socialistes

L'ensemble du projet est donc à revoir. Sinon, mieux vaudrait encore espérer qu'il ne sera pas plus efficace que ses prédécesseurs. Le Parti socialiste va faire des propositions tendant à le remanier entièrement. Propositions qui donneront à l'Agence pour les économies d'énergie une place importante, des moyens de financement privilégiés pour les collectivités locales et l'instauration d'une taxe sur l'énergie qui pourrait financer cette politique.

Les socialistes comptent également placer la discussion de ce projet dans le contexte global de la politique énergétique. En effet, rien dans la politique gouvernementale ne prépare le long terme, c'est-à-dire la recherche qui permettra de produire plus avec moins d'énergie. A court et à moyen terme, des interventions seraient également nécessaires, réglementation nouvelle et moyens de contrainte à l'égard des industriels. Car une politique d'économies d'énergie ne saurait attendre davantage : le programme nucléaire est en retard de deux ans, les énergies nouvelles sont délaissées — par exemple, le projet de loi ne dit pas un mot de géothermie — et même une diversification de nos approvisionnements coûtera cher en devises. Ne restent plus que les économies d'énergie. Encore faudrait-il y mobiliser les Français, industriels en première ligne.

F. de G.

LA FAILLITE CULTURELLE DE LA Ve

ENTRETIEN AVEC GABRIEL MONNET

Gabriel Monnet est un « pionnier » de l'action culturelle. Il est de ceux qui, dès la Libération, ont participé au ressourcement dont Jean Vilar prit le flambeau à Paris pendant que Jean Dasté, Hubert Gignoux, Jo Tréhard, Maurice Sarrazin et d'autres en faisaient autant en province. Homme de théâtre, il s'est colleté, comme metteur en scène et comme comédien, aussi bien avec les classiques (Molière, Shakespeare, Goethe, Tchekhov, Brecht, etc.) qu'avec les contemporains (Vinaver, O'Casey, Halet, Bourgeade, etc.). Il a été directeur de la maison de la culture qui fut « la » réussite de la décennie Malraux : celle de Bourges ; il en fut mis dehors au lendemain de Mai 68. Il a créé de toutes pièces le Centre dramatique national de Nice Côte d'Azur : il en fut « remercié » en 1975. Il est aujourd'hui codirecteur, avec Georges Lavaudant, du Centre national dramatique des Alpes, à Grenoble.

En arrivant à Bourges en 1961, en présentant ses vœux au public berrichon, il écrivait : « Je souhaite à ce pays d'Alain-Fournier, devenu le mien, au cœur du nôtre, d'être protégé des envahissements de la sottise sûre d'elle-même. » La sottise, hélàs ! ne l'a guère épargné, ni à Bourges ni ailleurs. Mais, ce qui est grave, c'est que Monnet n'est pas un cas exceptionnel, il n'est qu'un exemple parmi d'autres. Partout, aujourd'hui, les structures mises en place par André Malraux régressent. La bêtise règne.

Et les hommes de théâtre en font les frais : Bruno Bayen, Guy Lauzin et Jean-Pierre Bisson sont des ex-directeurs de centres dramatiques au chômage ; les subventions du Magic Circus et de Daniel Mesguisch n'ont pas été renouvelées ; l'avenir du Théâtre national de Chaillot demeure une inconnue ; Antoine Bourseiller, Régis Santon et Pierre Laville n'ont plus d'instruments de travail ; les subventions de Jean-Louis Barrault et d'une centaine de jeunes troupes n'ont pas été modifiées d'un centime entre 1977 et 1978, donc ont diminué du fait de l'augmentation du coût de la vie. Bref, la création théâtrale, qui avait été le fer de lance de l'action culturelle, est bradée. La liquidation a commencé : le « libéralisme avancé » de Giscard d'Estaing est en train d'enterrer ce qu'André Malraux avait réussi à faire sortir du néant. La Ve République assassine le peu de chose qu'on pouvait mettre à son crédit.

Pour brouiller les cartes, au lendemain des élections, un décret du gouvernement a surgi comme un lapin d'un chapeau : depuis le 12 avril dernier, les maisons de la culture sont désormais sous la double tutelle du ministère de la Culture et de la Communication et du ministère de la Jeunesse, des Sports et des Loisirs. On ne voit pas bien à quoi cela rime de faire gérer l'indigence par deux services ministériels, sinon à bloquer toute décision et à pouvoir dire que, « décidément, ces établissements culturels ne servent pas à grand-chose ». Tout cela est cousu de fil blanc..

Ces dernières décisions en date sont signées par Jean-Philippe Lecat, nouveau ministre de la Culture et de la Communication. Ce faisant, il se montre le digne héritier de ses prédécesseurs. Tous, comme lui, ont fait alterner l'autoritarisme et l'incompétence, tous ont pris ou laissé prendre des mesures absurdes. Les énumérer serait fastidieux, mais quelques rappels s'imposent.

André Malraux lui-même n'a pas été sans commettre des erreurs. En laissant, après Mai 68, les élus locaux de droite se débarrasser de quelques-uns de ses « enfants », il a ouvert la voie à l'imbécillité : il a accepté que Francis Jeanson soit chassé de Chalon-sur-Saône, Jo Tréhard de Caen, Gabriel Monnet de Bourges et que Jean Dasté ne soit pas placé à la tête de la maison de la culture de Saint-Etienne. La décapitation a commencé sous Malraux, on ne saurait l'oublier. Mais pouvait-il s'y opposer au moment où le « parti de la trouille » constituait désormais l'essentiel du soutien à de Gaulle ?

Edmond Michelet a succédé à Malraux. Il s'est distingué par une prise de position particulièrement stupide, expliquant que culture et pauvreté allaient de pair et que lui, dans sa jeunesse, avait vendu avec enthousiasme sa bicyclette pour monter un spectacle. Ce à quoi Michel Piccoli lui a répondu : « Devrais-je d'abord me faire marchand de vélos pour pouvoir ensuite faire mon métier ? »

Jacques Duhamel, après Michelet, fit montre de bonne volonté : « Conserver le patrimoine, étendre la diffusion, encourager la création » étaient ses intentions. Dans ce sens, il nomma Jack Lang à Chaillot et confia la codirection du T.n.p. à Roger Planchon et Patrice Chéreau. Mais il fut bientôt amené à gérer une pénurie qu'il tenta d'excuser par des arguments peu convaincants : « Tant qu'une jeune compagnie n'a pas fait entièrement ses preuves... » Il n'aida à naître aucun nouveau « fils de Vilar », laissant tout le jeune théâtre dans le marasme le plus total. Il donna à un éphémère « Théâtre national des enfants » une somme de 800 000 francs qui aurait dû revenir en partage à Ariane Mnouchkine, Jacques Kraemer, Jean-Marie Serreau et Jean-Pierre Vincent. Duhamel déshabilla Pierre pour habiller Paul. On était déjà loin de la « grandeur » annoncée par Malraux.

Puis vint l'inénarrable Maurice Druon. Il emboucha le clairon de la répression culturelle, signa l'arrêt de mort de plusieurs équipes, donna des miettes (300 millions d'anciens francs pour cent soixante jeunes troupes) et entonna son couplet sur ces artistes qui auraient « dans une mains une sébile et dans l'autre un cocktail Molotov ». Ce qui lui valut une réplique jamais vue : des dizaines de milliers de « mendiants subversifs » défilant entre Bastille et Nation derrière un corbillard symbolisant la mort de la culture ; à leur tête Michel Piccoli, Serge Reggiani, Sami Frey, Ariane Mnouchkine et des dizaines d'autres. La « réussite » de Druon fut incontestable ; il mit une fin définitive au « flirt », entamé sous Malraux, entre les artistes et le Pouvoir.

Michel Guy, précédemment horticulteur, paracheva l'œuvre de l'académicien réactionnaire : sous prétexte de décentraliser, il élimina. Jack Lang fut vidé de Chaillot, Pierre Vial de Saint-Etienne et Gabriel Monnet de Nice. Il supprima les subventions du Théâtre de la Tempête, fondé par Jean-Marie Serreau. Il réduisit celles d'Antoine Bourseiller, de Peter Brook et de Pierre Laville. Il divisa celles de Chaillot par deux. Il méprisa tout le jeune théâtre. Lui ministre, les créations fondirent comme neige au soleil. Il eut droit lui aussi — juste récompense ! — à une grève et des manifestations le 8 avril 1976.

Françoise Giroud et Michel d'Ornano, qui assurèrent successivement l'intérim entre Michel Guy et Jean-Philippe Lecat, furent à peu près insignifiants. Le grand événement du ministère Giroud fut ce jour où elle fit visiter le Louvre à Raymond Barre ! Et, aujourd'hui, le rêve de Malraux est mort, au mieux, dans quelques cas, chloroformé ou technocratisé. En 1964, en inaugurant la maison de la culture de Bourges, Malraux affirmait : « Il faut que vous compreniez bien que ce qui se passe ici est une certaine aventure probablement unique dans le monde entier... » L'aventure a fait long feu. Malraux avait fait inscrire la construction de vingt maisons de la culture au IVe Plan. Nous en sommes au VIIe : douze maisons seulement ont été construites. C'est le symbole le plus clair de la faillite culturelle de la Ve République.

Le 30 avril 1974, devant les artistes et les intellectuels réunis au Palais des Congrès, le candidat



Gabriel Monnet jouant Puntila dans « Maître Puntila et son valet Matti », à Grenoble.

unique de la gauche à la présidence de la République, François Mitterrand, affirmait encore l'espoir : « Il faut faire de la culture un service public. » Malraux n'avait rien dit d'autre. Mais Valéry Giscard d'Estaing a été élu... et la dégringolade s'accélère. Les meubles ne sont même plus à sauver : ce qu'il en restait a été brûlé en quatre années.

Que faut-il espérer d'une pareille situation ? Gabriel Monnet, pour en revenir à son exemple, n'est-il pas désarmé devant le spectacle d'une telle désolation ? N'a-t-il pas l'impression d'avoir gaspillé son énergie d'homme de théâtre pour un bien piètre résultat ? Que pressent-il à l'horizon ?

J.-P. L.

L'UNITE. — Dans quelles circonstances es-tu monté sur les planches pour la première fois ?

GABRIEL MONNET. — J'ai passé mon enfance dans un village de l'Ardèche, au Cheylard. Mon père, qui avait été musicien militaire professionnel, y dirigeait l'harmonie locale et organisait des fêtes. On ne disposait évidemment pas d'un théâtre, mais d'une salle des fêtes. Et, chaque année, pour la « Fête littéraire et musicale », mon père, Jean Monnet, montait une pièce. Je me souviens l'avoir vu mettre en scène et jouer « Le Père Grandet » dans l'adaptation d'un illustre inconnu. Et c'est dans l'une de ces fêtes que, encore petit garçon, j'ai brûlé les planches pour la première fois.

Mais, à ce moment-là, je n'avais pas le sentiment de « faire du théâtre ». Je participais à une fête, c'est tout. Le théâtre, c'était autre chose. Je l'ai découvert à l'âge de huit ans, en 1929, quand j'ai assisté à une représentation d'une troupe professionnelle. C'était du Racine ou du Corneille, je ne sais plus. On nous avait emmenés en rangs disciplinés. C'était ennuyeux. Les acteurs portaient des toges. Je n'ai pas compris grand-chose à ce qui se passait sur la scène. A l'entracte, en allant aux toilettes, j'ai rencontré un des comédiens ; c'est son visage qui m'a frappé, couvert de coups de crayon ; j'ai trouvé cela stupide, grotesque et parfaitement ridicule. Le reste de la représentation m'a laissé totalement indifférent. Si on m'avait dit que je deviendrais un « agent » de l'action culturelle...

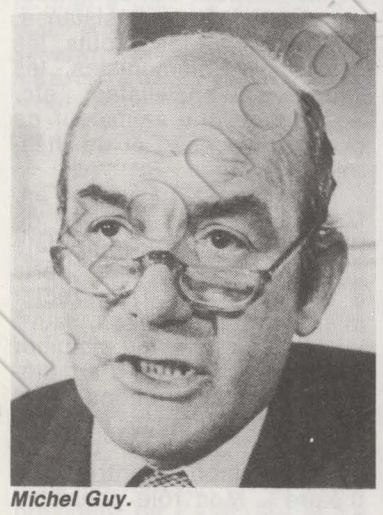
→



André Malraux.



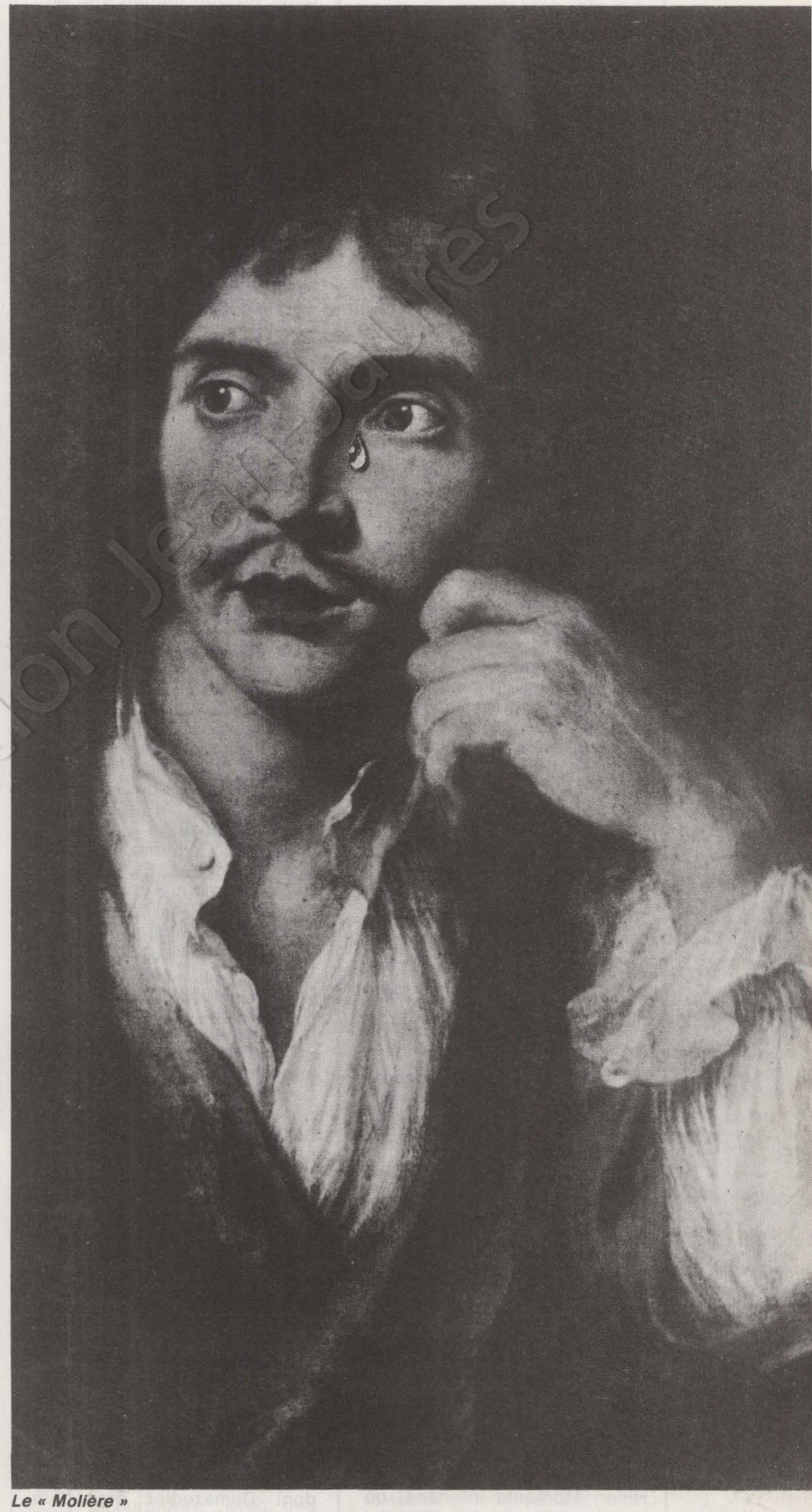
Maurice Druon.



Michel Guy.



Françoise Giroud.



Le « Molière » de Mignard, revu par Pym.



Manifestation des saltimbanques contre Druon, en 1974, à Paris.


André Malraux et Jean Vilar.

En vérité, le mot culture n'était même pas dans l'air. Ma culture, c'était la vie des paysans et des petits ouvriers du village. Au-delà des montagnes, j'imaginais qu'il y avait un « ailleurs » ; mais je n'en savais que ce qu'en racontaient les garçons en revenant du régiment ; c'était l'événement de leur vie ; ils en parlaient tout le reste de leur existence... A cette part de rêve s'ajoutait le climat musical de la famille : des valses, des mazurkas, des succès du moment d'un style tout à fait « Belle Epoque », « la Truite » de Schubert et les chansons de fin de repas. C'était assez haut en couleur et, de ce point de vue, plutôt enrichissant. J'adorais l'ambiance des fêtes et j'y participais avec joie. Mais cela m'ennuyait un peu de devoir répéter pendant que les autres gosses jouaient de façon bien moins sérieuse...

La vraie bonne surprise fut l'arrivée du cinéma muet dans le village. L'écran vide, cerné de noir, installé dans la salle de patronage du curé, m'a fasciné. Quand les images ont commencé à défiler, j'ai été dérouté. Mais, quand le curé a mis un disque de l'ouverture du « Barbier de Séville », la magie a opéré : le commentaire musical m'a fait comprendre le langage cinématographique... Après, à l'école, on se passait le mot : « Tu verras, c'est comme les photos de ton grand-père, et de ta grand-mère, mais, en plus, ça bouge ; c'est le passé qui se met à bouger. » On donnait, là, je crois, une définition à la fois naïve et profonde du cinéma.

— Mais comment, après ces premiers rendez-vous manqués, es-tu entré « en théâtre » ?

— C'est une assez longue histoire. Je suis d'abord devenu élève-maître à l'école normale de Privas. Avec une perspective enviée pour un petit Ardéchois : devenir instituteur. Je suis entré major de ma promotion, mais je dois t'avouer que j'étais alors totalement incapable de dire qui était Shakespeare et d'orthographier son nom... A Privas, j'ai vécu trois explosions déterminantes : l'arrivée des réfugiés de la guerre d'Espagne, le Front populaire et la déclaration de guerre contre Hitler. Moments intenses, où l'on dansait avec des filles qui parlaient une langue étrangère, où l'on mettait une cravate rouge et où l'on chantait « l'Internationale ». On était en pleine mythologie de laïcité et de gauche. Et, surprise, l'ordre social, qui semblait immuable en Ardèche, était ébranlé. Les notables étaient inquiets... Un jour, de passage au Cheylard, je suis allé avec mon père à une réunion électorale et j'y ai vu le trombone de l'harmonie, simple employé à la gare du Chemin de fer départemental, engueuler copieusement le maire du village. C'était comme un coup de soleil ! Mais la grisaille revint avec la guerre...

Ladite guerre fit de moi un instrumentiste involontaire de la Musique nationale des Chantiers de jeunesse, à Châtelguyon. Endroit pénible qui menait directement au S.t.o. (1). J'ai tenu quelque temps, jusqu'au jour où nous avons été enrôlés pour jouer « la Marseillaise » en présence de Laval, qui remettait des médailles à des légionnaires de la L.v.f. (2). C'en était trop. « La Marseillaise » a été massacrée avec application et... un peu après, je me suis évadé. Je suis arrivé à Valence avec ma clarinette, où j'ai rencontré Marcel Barbu (le futur candidat à la présidence de la République), qui, sous couvert d'organisation de communautés de travail, recueillait systématiquement les réfractaires. Et, de là, j'ai rejoint le maquis du Vercors. C'est là que j'ai commis une chose insignifiante : le texte du « Chant des pionniers du Vercors » et rencontré un homme exceptionnel : Joffre Dumazedier, le sociologue de la civilisation des loisirs.

La Résistance finie, la mitraillette posée, je n'avais aucune envie de revenir en Ardèche, de rentrer dans l'enseignement. J'ai alerté quelques connaissances. Dumazedier a été le premier à me répondre. Il était devenu inspecteur principal de l'Education populaire à Grenoble. A Paris, son « patron » était Jean Guéhenno. Dumazedier m'a fait nommer secrétaire de l'inspection départementale de la Jeunesse et des Sports à Annecy. Je m'y suis occupé des colonies, des camps de jeunesse, de la récupération du matériel des Chantiers où je n'avais pas moisi... J'y ai rencontré les animateurs du mouvement Peuple et Culture, dont Dumazedier était l'un des fondateurs. Et, à la villa des Marquisats, ancien siège de la Milice devenu maison des jeunes après avoir été récupérée par le Conseil national de la Résistance, j'ai participé à des stages qui se donnaient pour but de prolonger l'esprit de la Résistance. Y participaient les Scouts, les Jeunesses communistes, les Jeunesses socialistes, etc. J'y suis devenu animateur de chant, de poésie, et de théâtre.

Tout cela n'a duré qu'un an. Mon poste de secrétaire de l'inspection départementale de la Jeunesse et des Sports a été supprimé. Dumazedier m'a, alors, de nouveau, sauvé la mise : il m'a fait nommer instructeur national d'art dramatique. Nous étions sept dans toute la France, j'étais le benjamin. C'est ce que tu appelles mon « entrée en théâtre ». Mon rôle consistait à animer des stages de formation d'amateurs de théâtre. Le travail m'était facilité par le fait que, dès 1945, j'avais fait la connaissance de Jean Dasté, qui venait de créer le premier centre dramatique de province à Grenoble et que j'étais devenu animateur du public de son centre...

J'ai organisé des stages à travers tout le pays et, très vite, chacun d'eux s'est terminé par une réalisation, par un spectacle. C'est ainsi qu'à partir de 1951 j'ai monté « les Noces de sang », de Federico Garcia Lorca, « Sainte Jeanne », de Bernard Shaw, « Dom Juan », de Molière, un an avant Vilar. Et j'ai fondé les Nuits théâtrales d'Annecy, où nous avons repris « Dom Juan » et « Sainte Jeanne » (où jouait Catherine Sauvage), créé un « Hamlet » et monté l'« Ubu-Roi » de Jarry. Ce dernier spectacle a été remarqué par Roland Barthes, qui écrivait alors dans la revue « Théâtre populaire ». Michel Vinaver aussi, qui a écrit pour moi « les Coréens », que je devais monter en 1957. Mais la censure m'a interdit de mener à bien ce travail : « pièce incompatible avec les buts poursuivis par l'Education populaire ». Des termes qu'on m'a resservis plus tard à Bourges et à Nice, pour se débarrasser de moi ! Planchon a monté « les Coréens », à ma place dans son petit théâtre lyonnais de la Comédie et, moi, j'ai démissionné de mon poste d'instructeur. J'y laissais mes premières plumes : j'avais vraiment cru qu'on pourrait renouveler le théâtre par cette voie de l'Education populaire...

— Qu'as-tu fait ensuite ?

— Jean Dasté, abandonné par la municipalité de Grenoble, s'était installé à Saint-Etienne. Je l'ai rejoint. J'y suis resté près de cinq ans. Puis, un jour, en 1961, sur suggestion d'un Berrichon que j'avais eu comme stagiaire, j'ai été appelé à Bourges, pour y créer un centre dramatique. C'était l'époque où André Malraux essayait de mettre en place une véritable



MAUVAIS BURLESQUE.

Michel Ornano, vu par Pym.

politique culturelle à l'échelle du pays. Il venait d'arracher Roger Planchon à la misère et de l'installer à Villeurbanne. J'ai accepté d'aller à Bourges. Très vite, s'est dessinée l'idée de créer une maison de la culture dans des bâtiments inachevés et inutilisés depuis le Front populaire. En 1963, la maison a été inaugurée en présence de De Gaulle. Malraux est venu plusieurs fois. Ce qui s'est passé à Bourges a été assez exceptionnel...

— En quoi ?

— A la surface des choses pouvaient apparaître des programmes assez étonnants pour une ville de province. Car j'ai essayé de répondre à tous les besoins, quelle que soit la discipline envisagée : l'Opéra de Pékin première manière, Merce Cunningham, Duke Ellington et tant d'autres sont venus à Bourges. Pendant que le théâtre continuait son bonhomme de chemin et que je mettais sur pied le Festival du Théâtre des Provinces. Je voulais surtout que le centre dramatique « déplie ses ailes », que le théâtre vive au milieu des autres disciplines. Ma règle était simple : « Décentraliser, c'est multiplier les capitales, les pôles d'intérêt. »

Mais, surtout, plus profondément, nous avons ancré un débat permanent au cœur de la ville. L'Etat nous imposait un conseil d'administration pesant et peu représentatif. Je lui ai adjoint un conseil culturel : ses réunions étaient hebdomadaires, ceux qui y siégeaient représentaient, par collèges interposés, les ouvriers, le monde de l'éducation (enseignants et enseignés), la jeunesse et les marginaux. C'était l'inconfort, la remise en question permanente. Mais, quand un notable demandait : « Les ouvriers vont-ils comprendre ? »... ce sont les ouvriers qui répondaient eux-mêmes. Quand 1968 est arrivé, je pensais et clamais que la maison de la culture n'était qu'une structure de transition, que tout devait éclater, qu'il fallait rapidement créer dans la ville une maison du cinéma, une maison de la musique, une maison de la peinture, etc., où seraient menées simultanément la formation, la création et la diffusion. La maison de la culture restant un forum de confrontation entre praticiens et public. Mai est venu. Mes propositions étaient soudain extrêmement gênantes. Le premier prétexte a servi à m'envoyer voir ailleurs quel temps il faisait.

— Ce fut ensuite ton aventure niçoise, de 1969 à 1975, et la guerre que t'a menée Jacques Médecin. Tu es heureusement, aujourd'hui, moins menacé à Grenoble. Avec le recul, quelles leçons tires-tu de tes expériences successives ?

— Une évidence d'abord : sans les questions posées à travers la création, il n'y a pas de vraie démocratie. Malraux a pris et assumé le risque jusqu'en 1968. Après il est devenu le censeur de Jean-Louis Barrault et de quelques autres. Je n'arrive toujours pas très bien à comprendre ce qui lui est arrivé. Car il « y croyait » vraiment. Un jour qu'il me recevait en tant que président de l'Atac (3), je lui ai fait part des inquiétudes de la profession : « Vous venez de renvoyer Boulez... » Il ne m'a pas laissé finir, il a frappé du poing sur la table : « Vingt milliards ! Vous entendez, Monnet. Vingt milliards. Le général a décidé de mettre vingt milliards dans un grand plan d'action culturelle ! » Et c'est vrai que l'effort était réel : depuis Louis XIV, pas un pouvoir n'avait autant accordé à la culture ; depuis Napoléon III, on n'avait plus construit de théâtres en France...

Et puis, Malraux est allé défiler avec les godillots. Et puis, il est parti. Mort, il sert encore de caution. Mais ceux qui lui ont succédé n'ont rien repris des engagements qu'il avait tenus entre 1958 et 1968. Jacques Duhamel, homme honnête, a essayé de sauver les meubles, mais sans moyens réels. Tous les autres n'ont été que des fantômes déguisés en ministres : du vent sans politique, sans intendance, sans ambition, sans rien. Depuis le départ de Malraux, tout a été dispersé, abandonné. La culture a été de nouveau marginalisée. Une sinistre comédie aux allures dérisoires ! Si je prends mon seul cas, c'est assez visible : à Bourges, je disposais de trois salles ; à Grenoble, je suis « hébergé » dans une seule salle soixante-dix jours par an. Les faits donnent raison à Malraux : « Le mot culturel est une farce »

Il est une farce s'il reste le joujou de quelques dilettantes, d'une élite de notables. Les gens qui sont au pouvoir actuellement organisent cette farce, en parfaite connaissance de cause. C'est une honte qu'ils se réclament encore de Malraux ! Ils châtrent ou ils répriment. Et ce n'est pas seulement les créateurs qui sont brimés : le public et donc les citoyens de ce pays sont frustrés de toutes les belles promesses qui leur avaient été faites. La culture a été mise à l'écart. L'action culturelle est désormais un cul-de-sac.

Au sortir de la Résistance, l'action culturelle était un espoir qui allait de conserve avec le militantisme de gauche. La générosité en était le moteur : « La culture doit être à tout le monde. » Cette « cause » a vécu, et les jeunes hommes d'aujourd'hui n'éprouvent plus le besoin de situer leur travail dans cet élan social. Ils en sont réduits à mener des aventures personnelles, à parler à ceux qui sont là sans souci d'universalité. A l'enthousiasme la Ve République a substitué le scepticisme. Quel gâchis !

Il est vrai qu'on peut fort bien vivre sans musique, sans théâtre, sans culture, mais on vivra moins bien, comme le dit justement Vladimir Jankelevitch.

— Entrevois-tu une solution pour sortir de ce désastre ?

— A la mauvaise volonté systématique du Pouvoir s'ajoutent des obstacles difficiles à surmonter avec des mots : les conditions d'éducation, de travail et de vie des gens. Si on ne les change pas, rien n'avancera. C'est pour cela qu'il n'y a rien à attendre de la droite. Elle a clochardisé les intellectuels et transformé les artistes en sorcières. Le débat à l'intérieur même des partis de gauche me semble plus prometteur... s'il en sort quelque chose. L'esprit de recherche pourrait alors renaître.

Pierre Mendès France a récemment relevé une phrase du livre de Jack Lang (4) : « Depuis dix ans, la culture est entrée dans la politique. » C'est vrai, mais il s'agit encore de la culture maudite, de celle qui est marginalisée jusque dans les têtes des individus. Ce qu'il faudrait, c'est que la culture soit partout, que les hommes politiques soient aussi des visionnaires, que la vie quotidienne soit entièrement investie par la culture. Il faudrait qu'il y ait des théâtres dans les usines, des galeries de peinture dans les lycées, des salles de concerts dans les universités, des discothèques dans les hôpitaux, etc.

Utopie ? D'autres utopies ont été défendues qui se sont réalisées. La lumière ne peut venir que de la vie des villes et du débat de la gauche. A condition que le silence soit rompu et que soient abandonnés les malentendus qui finissent par devenir des combats d'arrière-garde. Rêvons ! Et réalisons nos rêves. Il n'y a que cela à faire.

— Tu n'es pas trop déçu par tes échecs successifs ?

— Non, mes déboires n'ont pas réussi à me décourager. Ils m'ont même été utiles : ils m'ont fait toucher l'infirmité des temps que nous vivons. Je ne suis pas déçu, parce que ce qui naît est toujours plus important que ce qui meurt. A nous de veiller à de nouvelles naissances. Je ne suis pas déçu, parce que je suis patient. J'ai retenu la parole de René Char : il nous faut « une haleine à casser des vitres », mais une haleine « que nous puissions retenir longtemps ».

Propos recueillis par
JEAN-PAUL LIEGEOIS

(1) Service du travail obligatoire, qui servait à approvisionner l'Allemagne nazie en travailleurs français.
(2) Légion des volontaires français, créée par le régime de Vichy pour participer à la « lutte contre le bolchevisme » sur le front de l'Est.
(3) Association technique pour l'action culturelle.
(4) « Eclats », édité chez Jean-Claude Simoën.



Gérard Depardieu dans « Rêve de singe » de Marco Ferreri.



« L'arbre aux sabots », d'Ermanno Olmi, grand prix 1978.



« Le Recours de la méthode », de Miguel Littin.



Mélina Mercouri dans « Cri de femmes », de Jules Dassin.
Geraldine Chaplin dans « les Yeux bandés », de Carlos Saura.





OLMI COURONNÉ, –FELLINI AU CHOMAGE–

« Padre Padrone » l'année dernière, « L'arbre aux sabots » cette année, l'Italie truste les grands prix. Que se cache-t-il derrière cette triomphante vitalité ?

Au pied des buildings , écrasé la gueule dans le sable de la grève, gît un immense « King Kong ». On ne peut plus mort. Et pourtant, de lui sort un bébé chimpanzé bien vivant... Cette scène de « Rêve de singe », de Marco Ferreri, outre qu'elle donne lieu à l'une des plus belles photos de l'histoire du septième art, pourrait assez bien représenter l'état présent du cinéma italien.

Car, s'il en sort de petits singes étonnamment vifs et bien portants, la grande carcasse de plus en plus délaissée qu'est Cinecitta commence à sentir le cadavre. Dans des conditions qui nous intéressent d'autant plus qu'elles ont nombre de points communs avec la situation française.

Mettons à part la question de la concurrence faite au cinéma par la télévision. Non qu'elle n'existe pas en France, il s'en faut. Mais la soudaine floraison en Italie de stations de télé privées : trois cents maintenant, bourrant de films la quasi-totalité de leurs programmes. Du coup, la Rai — la télévision d'Etat — a elle-même doublé le nombre des films qu'elle diffuse. Ainsi s'explique, pour partie, la dégringolade des recettes. Mais celle-ci a également sa source dans les défauts et les carences — les mêmes qu'en France — qu'on peut repérer partout dans les structures du cinéma transalpin. Et qui alarment la profession : j'ai pu le constater au début de ce mois, à Rome, au cours d'un colloque du Parti socialiste italien auquel participaient, dans un hôtel de la via dei Gracchi, les plus grands noms du cinéma national.

Voilà pourquoi il ne s'est fabriqué que cent cinquante films en 1977, la production ayant chuté de 45 % par rapport à l'année précédente. Des auteurs comme Federico Fellini et Michelangelo Antonioni sont contraints à l'inactivité... Une seule oasis subsiste, au risque d'ailleurs de mener à un nouveau type dangereux de concentration de la production : le secteur cinéma de la Rai, qui se développe sans cesse. Marco Ferreri, Marco Bellochio, Ermanno Olmi (pour « l'Arbre aux sabots », présenté à Cannes), Francesco Rosi, Valerio Zurlini, Giovanna Gagliardo — pour ne rien dire du Hongrois Miklos Jancso, tournant de cette façon « la Grande Guerre » en Italie — ont ainsi été commandités ces derniers temps par la télévision.

Il faut donc savoir tout cela pour apprécier tout l'apport dont, nonobstant, la production italienne continue à faire bénéficier à la fois le public autochtone et le cinéma européen. Car s'agirait-il seulement d'hirondelles qui ne font pas le printemps, que n'avons-nous en France de telles hirondelles !

Depuis les sommets de l'année dernière (« Padre, padrone », « Une journée particulière »), la qualité na pas baissé. Tout au plus nous arrive-t-il d'au-delà des Alpes moins de films dits politiques et sociaux ou se proclamant tels. On ne s'en plaindra pas forcément : au bon grain se mêlait trop souvent, dans ce domaine, l'ivraie du commercialisme récupérateur ou celle d'un cinéma remplaçant trop aisément le talent par la seule sincérité. Malgré Gian Maria Volonte, « Un juge en danger », de Damiano Damiani — dangereux récidiviste — , illustre à merveille la façon dont on peut tomber dans tous les pièges du discours pseudo-didactique de certains films « engagés ».

Est-ce à cause du recul historique ? Il y a, en revanche, beaucoup à tirer de « l'Affaire Mori », de Pasquale Squitieri. L'auteur de « Lucia et les gouapes » y raconte la détermination froide avec laquelle, dans les premières années du régime mussolinien, un super préfet incorruptible et tout pénétré du sens de l'Etat nettoie la Sicile de sa Mafia — jusqu'au jour où il découvre de quelles complicités jouit celle-ci dans le parti fasciste... Squitieri a traité cela avec une force qui impressionne.

De même attend-on la prochaine sortie en France de « San Babila ore 20 » (sur les néo-fascistes de Milan), la nouvelle œuvre de Carlo Lizzani. Et il faut espérer l'arrivée chez nous de « les Vieux et les jeunes », de Marco Leto (l'auteur de l'admirable « la Villeggiatura ») ; celle de « Cette nuit-là », où Carlo Di Carlo parle des révolutions manquées ; et celle d'« Ecce Bombo »), de Nanni Moretti, dont on connaît déjà « Je suis un autarcique ». Pour avoir vu le film à Rome, je peux témoigner du succès populaire que recueille « Ecce Bombo » : certes, Moretti n'est pas Godard ; certes, il est formidablement bavard ; mais il y a quelque chose de tonique dans ce sarcastique pamphlet

→



Jon Voight, prix d'interprétation dans « Coming home ».

→

d'un moins de trente ans sur les rapports entre générations et sur l'héritage de 68 tel que l'a vécu la toute jeune génération.

La frontière bien nette entre ces « films politiques » et les « comédies » n'existe que dans les petits classements des colleurs d'étiquettes : quarante ans après la comédie américaine à la Capra, la comédie italienne redécouvre tout ce que l'on peut dissimuler derrière un genre d'apparence frivole, d'intentions qui ne le sont pas. Amusantes, sans aucun doute, les mésaventures que conte « Nos héros réussiront-ils à retrouver leur ami mystérieusement disparu en Afrique ? » ; mais avec quelle impitoyable brutalité Ettore Scola, à qui on doit « Une journée particulière », ne bloque-t-il pas notre rire avec, par exemple, l'épisode de la rivière franchie sur le dos des Noirs ! Et l'enquête pseudo-policière de « Qui a tué le chat ? », si amusante à suivre d'un locataire à l'autre du machiavélique propriétaire d'immeuble romain : impossible de mieux multiplier, sans avoir l'air d'y toucher, les croquis féroces sur toute une humanité — la petite bourgeoisie citadine — que visiblement Luigi Comencini ne porte pas dans son cœur.

Dans le genre, un petit chef-d'œuvre est apparu récemment dans les salles françaises : « les Nouveaux Monstres », douze sketches additionnant les talents d'Ettore Scola, Dino Risi et Mario Monicelli et de leurs scénaristes habituels. Toutes les fusées de ce feu d'artifice ne flamboient pas du même éclat, mais en garderait-on trois ou quatre seulement qu'elles justifieraient le succès que rencontre le film. L'honnête citoyen qu'un meurtre commis dans la rue devant lui ne gêne pas dans sa soirée familiale, le cardinal « retournant » une assemblée de mal-logés, le petit-bourgeois conduisant hypocritement sa vieille mère vers la maison de retraite, le noceur bien embarrassé du blessé grave qu'il a recueilli sur le trottoir, et voilà mine de rien dénoncés la lâcheté, la duplicité, le pouvoir abusif du verbe, la bêtise, la cruauté plus ou moins inconsciente. Avec prière à notre bonne — ou mauvaise — conscience de se demander si cela ne lui rappelle pas quelque chose...

A l'écart des uns et des autres, en marge des genres, enfin, un météore solitaire : « Rêve de singe » C'est-à-dire ce que, à part « la Grande Bouffe », Ferreri a fait de plus mûr, de plus achevé. Bien que l'époque ne soit pas indiquée, ni ce quartier reconnaissable de Manhattan entre Canal Street et Beach Street, on comprend vite ce qui est en train de se décomposer là, envahi de plus en plus par les rats : le monde des gratte-ciel, de la civilisation qu'ils symbolisent et de ses fétiches absurdes ou de ses cauchemars comme ce « King Kong » désaffecté et jeté sur la grève de l'Hudson. Bref, le vieux monde, qui n'a plus de réponses à apporter à quelque question que ce soit. Pas plus, ajoute Ferreri, qu'il ne faut chercher ces réponses dans l'humanisme et la culture, cette farce antique tout juste bonne à animer un musée de cire et qui a détruit en nous l'homme naturel ; ni même dans l'utopie politique, sous peine de solitude accrue, de déceptions et, finalement, de suicide. Pendu à l'un des derniers arbres de ce bout du monde si loin et si proche de nous.

Puisque, même si tu cours, camarade, le vieux monde est encore devant toi, pourquoi ne pas faire table rase et tout recommencer ? Voilà ce que, individuellement, entreprend Lafayette-Gérard Depardieu. Il faut se débarrasser des concepts théoriques et des valeurs léguées par la culture, brûler cette Rome de cire où l'Amérique nixonienne veut se reconnaître. Il faut renoncer au mensonge des mots, que Lafayette remplace souvent par les modulations d'un sifflet comme le héros de « Themroc » ne voulait plus

CANNES-LA-DEPRIME

Couples brisés, enfants dénaturés, peuples soumis, dictatures sanglantes et grotesques... on n'a pas beaucoup ri à Cannes cette année !

CE festival confirme bien le précédent : le cinéma italien est actuellement au summum de la qualité. L'an dernier, deux chefs-d'œuvre avaient dominé une compétition finalement décevante : « Padre padrone », des frères Taviani (Palme d'Or), et « Une journée particulière », d'Ettore Scola. Même réussite en 1978, avec « l'Arbre aux sabots » (voir « l'Unité » n° 297, du 26 mai), d'Ermanno Olmi, et « Rêve de singe », de Marco Ferreri (voir l'article de Serge Richard).

Les relations, tumultueuses, homme-femme-enfant-amis à New York en 1978, c'est le thème du film américain de Paul Mazurski. Depuis seize ans, Erica forme avec Martin un couple plutôt heureux, socialement, affectivement et sexuellement. Patatras ! En achetant une chemise, Martin tombe amoureux d'une autre, plus jeune, bien sûr, et abandonne Erica. Complètement paumée, elle réalise qu'elle a sacrifié sa vie à l'infidèle, fait une dépression misanthropique et s'entend dire par son analyste qu'il lui faut... un autre homme ! Sur ce scénario banal à pleurer, Paul Mazurski a fait un film aussi drôle qu'attachant. L'humour corrosif du réalisateur de l'excellent « Next Stop Greenwich Village » n'épargne personne : ni les hommes et leur vanité sexuelle, ni les femmes et leurs éternels états d'âme sur fond d'éthylisme mondain. Le ton est très juste, les acteurs excellents : cent vingt-quatre minutes de saine autocritique à recommander « aux gens normaux qui divorcent, puisqu'il n'y a que les gens normaux qui puissent avoir l'idée de se marier » !

Autre film « intimiste » présenté par une sélection américaine au demeurant assez décevante (avec « les Guerriers de l'enfer », de Karel Reisz et « Coming Home » de Hal Ashby : ou comment la guerre du Vietnam a traumatisé une génération entière de boys, ou de l'horreur et de l'inutilité de toute guerre, ce dont tous nos lecteurs sont probablement convaincus !) : « Pretty baby », de Louis Malle.

« La Petite », c'est une nouvelle version d'« Alice au pays des bordels ». Violette, douze ans, fille de prostituée et élevée dans une « maison » du quartier réservé de La Nouvelle-Orléans en 1917, prend « naturellement » la relève de ses aînées, après avoir vu sa virginité mise aux enchères (épisode banal, à l'époque). Réalisation éblouissante d'un metteur en scène attiré depuis toujours par les sujets sulfureux et aidé par un magicien de l'éclairage, l'opérateur habituel d'Ingmar Bergman, Sven Nykvist. Résultat : certains plans époustouflants, dignes des meilleurs impressionnistes. Le spectateur « qui marche » y verra un superbe conte de fées pour adulte. Celui qui ne marche pas verra, au contraire, un film long, inutile, ambigu, pour ne pas dire malsain. A cause de la volonté délibérée de Louis Malle de dédramatisation, de faire une peinture sophistiquée de milieux et de mœurs sordides. Ah, que la prostitution est belle lorsqu'on la voit avec les yeux de Degas !

Avec la maîtrise de la mise en scène et la beauté de la photo, l'intérêt du film provient surtout du jeu, d'une perfection presque gênante, de la petite Brooke Shields, douze ans, un corps androgyne sous un visage fardé ; bref, une vraie tête à « claques ». On aimerait parfois apercevoir chez cette « petite » le regard ingénu de l'enfance. Mais il ne faut pas trop demander à un être qui évolue devant les objectifs depuis l'âge de onze mois ! Cette pauvre Shirley Temple n'y reconnaîtrait plus ses petits-enfants !

Au moment fort de la compétition : « Cri de femmes », de Jules Dassin : Maya (Mélina Mercouri), star célèbre, répète « Médée » dans un théâtre antique. Sur les méprisable conseils de son agent publicitaire, elle va rencontrer en prison Brenda (Ellen Burstyn, interprète magnifique de « Providence » et d'« Alice n'est plus ici »), une Américaine puritaine qui, abandonnée par son mari au profit d'une jeune Grecque, a égorgé ses trois enfants. Comme Médée, l'étrangère répudiée. Peu à peu, la comédienne va s'identifier complètement à son amie. Avec la substitution d'une souffrance imitée à une souffrance vécue, l'actrice va comprendre la vanité d'une certaine conception de son rôle — trop intellectuel ou trop féministe !

s'exprimer qu'en grognements variés. Il faut mettre fin à ces relations faussées entre l'homme et la femme, à cette structure de couple que la femme a fait éclater — faut-il s'en plaindre ou s'en réjouir ? — dès qu'elle s'est émancipée. Il faut réinventer la famille et — plutôt que d'être le père abandonné avec son marmot que le même Depardieu incarnait dans « La Dernière Femme » — Lafayette préfère à la vraie paternité l'adoption du bébé-singe, plus proche de l'innocence à laquelle il veut revenir.

On a compris que « Rêve de singe » est un film qui demande un peu du spectateur. Mais c'est pour lui apporter beaucoup. Ferreri a éliminé de son style les dernières scories de la provocation gratuite. Tout son cinéma désormais est provocation, mais comme réponse logique et justifiée à l'état scandaleux du monde. Libre aux optimistes de lire l'espoir dans les dernières images, aux autres de ne voir que les flammes de l'Apocalypse.

Peut-être Lafayette a-t-il échoué seulement parce qu'il cherchait dans une mauvaise direction ; au moins sentait-il qu'il fallait chercher. Ferreri dit qu'« on ne sait pas ce qu'est l'homme ; moi, je sais seulement ce qu'il ne peut plus être »... C'est déjà beaucoup.

SERGE RICHARD

La vision sans complaisance des coulisses théâtrales, l'affrontement de deux superbes actrices, le tempérament, même excessif, de Mélina Mercouri, la mise en scène grandiose (et notamment le final : la montée chromatique vers le cri du sacrifice) sont les atouts d'une œuvre bouleversante.

A l'heure où un courageux contingent de vingt-deux Français débarque en Argentine pour sauver les innombrables otages enlevés par des éléments « incontrôlés », saluons la dernière œuvre de Carlos Saura : « les Yeux bandés », protestation « cérébrale » contre la torture, et surtout la fresque de Miguel Littin : « le Recours de la méthode » (de la méthode pour conserver le pouvoir coûte que coûte). Plutôt que la référence à Descartes, celle à Machiavel serait mieux venue. Mais, en fait de « Prince », on découvre ici un petit dictateur sud-américain, raffiné et sanguinaire, et son cheminement du pouvoir absolu à l'exil (doré) : le « premier magistrat », trop maladroit, a été lâché par les Etats-Unis et l'United Fruit, qui tiraient les ficelles en coulisse : on se demande où les scénaristes (entre autres, ici, Régis Debray) vont chercher tout ça !

Miguel Littin, Chilien exilé à Cuba, possède le sens du baroque, de l'humour ; bénéficiant de gros moyens financiers (coproduction F.r. 3 - Cuba-Mexique), il lui a peut-être manqué le souffle et la rigueur nécessaires à la construction d'un film de trois heures.

A voir de toute façon, ne serait-ce que pour applaudir cette réplique : le peuple manifeste son mécontentement ? « On pourrait peut-être lui organiser une grande manifestation sportive ! »

NICOLAS CHATEAU

NE TIREZ PAS —SUR LES MOTARDS—

Ils portent des culottes, des bottes de moto, un blouson de cuir noir avec un aigle sur le dos... pourquoi ?

« Moi, dit-elle, la première chose que je fais le matin, c'est de regarder si elle est là. Après, je suis heureuse pour toute la journée. Les garçons ? Non, ils ne peuvent pas m'apporter ce qu'elle me donne. Je vous jure, il n'y a qu'elle pour me satisfaire pleinement. »

Qui parle ? Une amazone de vingt ans, les yeux rivés sur les chromes de sa machine. Une des rares filles parvenues à s'imposer dans l'univers viril des motards (A.2, le 4 juin, à 21 h 40). Dédaignant le rôle de passagère habituellement réservé à son sexe, elle entend prouver sa puissance, ajouter au plaisir de la vitesse celui de battre les hommes sur leur propre terrain. Son cas relève-t-il de la psychanalyse ? Pas plus que ceux de ses rivaux et compagnons. Eux aussi, les mordus, les fondus, ont les « gros cubes » dans le sang et le clament en termes érotiques. A qui la faute, sinon au langage qui met toutes les amours dans le même panier ?

Car il s'agit bien d'un amour, le plus absolu, le plus romantique, le plus insatiable qui soit. Les coureurs du vendredi soir, ceux qui effectuent « à fond de caisse » le circuit des artichauts, aux halles de Rungis, ne vivent que pour et par le bolide qu'ils chevauchent. « Mais qu'est-ce qui les pousse ? », s'étonnent les braves gens. Goût du risque ? Fuite en avant ? Soif d'exploit ? Révolte contre les parents, le système ? Crise de civilisation ? « Il leur faudrait une guerre », prétendent les autres. Et chacun s'accorde à les juger dangereux ou susceptibles de le devenir.

Qu'en pensent les intéressés ? Rien. C'est à peine si la peur qu'ils inspirent les amuse. Quand on les traite de sans-cœur, ils haussent leurs épaules caparaçonnées de cuir noir. Pour eux, le monde se divise en deux camps : les motards et les autres, ceux qui ne comprendront jamais. Conscients, voire même fiers de faire figure au mieux de Martiens, au pis d'ennemis publics n° 1, ils se serrent les coudes entre semblables ; et la solidarité, la complicité qui les unissent leur tiennent lieu de loi.

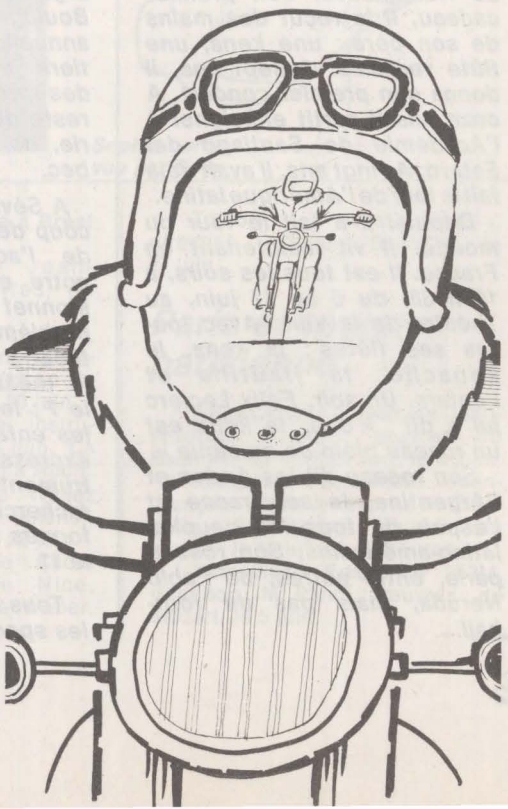
Prenez par exemple Philippe, qui « se tape » du 180 sur le périphérique pour dégorger sa machine que l'immobilité encrasse. Quand un flic motorisé l'arrête, on discute. Le coupable plaint le gendarme, doté par l'Etat, patron pingre, d'une vieille B.M.W. Le gendarme se penche, admiratif, sur le pur-sang japonais du coupable. Ces rapports amicaux ne protègent pas toujours contre le châtiment, mais chacun regrette de devoir en passer par là.

Parce qu'ils ont un pied dans cet univers pétaradant et presque l'âge des jeunes centaures, Pascale Breugnot et Denis Chegaray ont été admis dans la ronde de Rungis. Ils nous en ramènent un film dont la ferveur n'empêche pas la lucidité, dont la malice tempère l'émotion. Qui que vous soyez — père tranquille, mère auxieuse, écologiste épris de silence et d'air pur —, regardez cette chevauchée fantastique qui se déroule sur des rythmes de rock and roll !

Comment nier qu'il s'agit d'une fête ? Ses revers, ses victimes (dix-neuf morts et des centaines de blessés sur la trop fameuse piste des artichauts) ne découragent pas les amateurs. Le prix des machines non plus : 15 000 F, au moins, pour une belle japonaise. Et pourtant, ils se recrutent en majorité dans des milieux populaires. Pour assouvir leur passion, les plus chanceux travaillent, économisent, empruntent ; les débrouillards bricolent à partir de pièces détachées ; les paumés tentent de « gonfler » leur mobylette. Le soir, ils se réunissent dans les terrains vagues des villes-dortoirs et se montrent leurs « bêtes ». Parfois, une fenêtre s'ouvre, une voix crie : « Allez jouer plus loin ! Fichez le camp, ou on appelle la police ! Bandits ! »

Ecoutez-les, ces marginaux encombrants, ces gosses éperdus de liberté, d'exploits, ou simplement malades d'ennui, ces enragés de l'évasion, et vous ne pourrez plus les traiter de bandits.

GABRIELLE ROLIN



au risque de vous plaire

spectacles

Où sont-ils ?

• **Una Ramos** : à Paris, au Théâtre de la Ville, du 6 au 17 juin, à 18 h 30.

* **Jacques Bertin** : à Saint-Michel-sur-Orge le 3 juin, à Besançon le 4, à La Courneuve (fête du P.s.u.) le 10 et à Aubervilliers (fête du P.s.) le 18.

* **Jean-Max Brua** : à Rouen le 3 juin et à Toulouse le 16.

* **Gilles Elbaz** : à Saint-Michel-sur-Orge le 9 juin et à Beauvais le 16.

* **Jean Vasca** : à Clermont-Ferrand (fête du P.s.) le 24 juin.

* **Confluence** : à Valence le 10 juin et à Paris, au Stadium, les 28 et 29 juin.

• **Chris MacGregor** : à La Courneuve (fête du P.s.u.) le 10 juin.

* **Le Worshop de Lyon** : à La Rochelle les 2 et 3 juin, à Montélimar le 23 et à Aix-en-Provence le 28.



Valéria Munarriz.



Jacques Villeret.



Francis Carco.

* **Jean-François Dérec** : à Paris, à la Vieille-Grille (1, rue du Puits-de-l'Ermite, 5e), jusqu'à fin juin.

* **Jacques Serizier** : à Paris, aux Blancs-Manteaux (15, rue des Blancs-Manteaux, 5e), jusqu'au 20 juin.

• **Pierrette Dupoyet** : à Paris, aux Blancs-Manteaux, à 18 h 30, jusqu'à fin juin.

* **Josiane Lévêque et Evelyne Dandry** : à Paris, aux Blancs-Manteaux, dans leur « Two women show » intitulé « Au niveau du chou », à partir du 7 juin.

* **Gérard Pierron chante Gaston Couté** : à Paris, à la Cour des Miracles (23 avenue du Maine, 14e) du 19 juin au 24 juillet.

* **Jacques Villeret** : à Paris, à la Gaîté-Montparnasse, jusqu'au 10 juin.

* **Marianne Sergent** : à Bordeaux jusqu'au 3 juin et à Genève du 7 au 10.

* **Mama Béa Tékielski** : à Liège le 2 juin, Tournai le 3, Entressen le 4, Beauvais le 9, La Norville le 10, La Courneuve (fête du P.s.u) le 11 et Toulouse le 16.

* **Catherine Derain** : à Aurec-sur-Loir les 2 et 3 juin.

* **Imago** : à Bourg-la-Reine le 9 juin.

* **Jean-Claude Annoux** : à Paris, aux Blancs-Manteaux, jusqu'au 6 juin.

* **Art Ensemble of Chicago** : à Paris, à Campagne-Première, du 6 au 17 juin.

* **Teresa Rebull** : à Ivry-sur-Seine (l'après-midi) et Achères (le soir) le 3 juin, à Morlaix le 24.

* **Ben Zimet** : à Paris, à la Gaîté-Montparnasse, jusqu'au 13 juin.

* **Alain Souchon** : à Valentigny le 3 juin, Dole le 4, Agen le 7, Montreuil le 10, Le Havre le 11, Lille le 18, Avignon le 24 et Saint-Martin-la-Plaine le 25.

* **Toto Bissainthe** : à Choisy (Théâtre Paul-Eluard) le 8 juin.

• **Valéria Munarriz** : une prodigieuse chanteuse argentine de tangos à Paris, à la Gaîté-Montparnasse, à partir du 14 juin. L'envers du « Mundial ».

* **Genesis** : à Clermont-Ferrand le 2 juin et à Dijon le 3.

* **Bernard Lavilliers** : à Versailles le 2 juin.

* **Valérie Lagrange** : à Conflans-Sainte-Honorine le 4 juin.

* **Bob Dylan** : à Paris, au Pavillon de Paris, du 3 au 8 juin.

* **Boys** : à Lisle-Jourdain le 18 juin.

* **Baden Powell et Aristide Padygros** : à Paris, à l'Olympia du 19 au 26 juin.

* **Cimarons** : à Paris, au Stadium, le 5 juin.

Talking Heads : à Paris, au Stadium, le 6 juin.

* **Robert Gordon et Link Wray** : à Paris, au Stadium, le 12 juin.

* **Mink de Deville** : à Paris, au théâtre Mogador, le 18 juin.

* **Steve Hillage** : à Lille le 22 juin, à Reims le 23, à Paris (Stadium) le 26, à La Rochelle le 27, à Bordeaux le 28, à Toulouse le 29 et à Marseille le 30.

* **Les rendez-vous du Golf Drouot** : Flying Carpet le 3 juin, The Kids le 17 et Boo Galoo Band le 24.

* **Daniel Viglieti** : à Dammarie-les-Lys, le 17 juin.

* **Neuilly-Plaisance (Seine-Saint-Denis** : le Juin de Plaisance (du 2 au 25 juin).

Parade brésilienne le 2. Fête des peuples d'Amérique latine les 3 et 4. Valérie Lagrange le 11. Mouloudji le 12. La fête chez Jacques Prévert le 18.

à ne pas manquer

Les flûtes d'Una Ramos

Una Ramos est né sur les Hauts-Plateaux des Andes, en Argentine, aux confins de la Bolivie, dans le petit village de Humahuaca. Son premier cadeau, il le reçut des mains de son père : une kena, une flûte verticale. A sept ans, il donna son premier concert. A onze ans il partit enseigner à l'Académie de Santiago del Estero. A vingt ans, il avait déjà fait le tour de l'Amérique latine.

Depuis, il a fait le tour du monde. Il vit maintenant en France. Il est tous les soirs, à 18 h 30, du 6 au 17 juin, au Théâtre de la Ville. Avec toutes ses flûtes : la kena, le kenacho, la flautilla et l'antara. Un soir, Félix Leclerc lui a dit : « Una, ta kena est un roseau plein de musique ».

Son roseau dit les Andes et l'Argentine, la souffrance et l'espoir de tous les peuples latino-américains. Son roseau parle, entre autres, de Pablo Neruda, mais pas de football...

Le rassemblement théâtral de Sèvres

Soixante troupes durant neuf jours, du 3 au 11 juin : ce sont les huitièmes Rencontres théâtrales de Sèvres, organisées par la M.j.c. de Boulogne. Une confrontation annuelle unique : les deux tiers des troupes viennent des provinces françaises, le reste de Paris, de sa périphérie, de la Suisse et du Québec.

A Sèvres, on débattra beaucoup de l'avenir du théâtre et de l'action culturelle (voir notre entretien avec Gabriel Monnet dans ce numéro). Les problèmes sur la sellette : le théâtre et l'édition, le 4 juin ; le théâtre : thérapie ou non, le 7 ; le théâtre pour ou avec les enfants, le 8 ; le théâtre : expression artistique ou instrument de lutte, le 10 ; et recherche vers de nouvelles formes d'animation culturelle, le 11.

Tous renseignements sur les spectacles au 605-35-11.

La chanteuse du Printemps de Prague

Marta Kubisova, vous connaissez ? Jusqu'en août 1968, jusqu'à l'entrée des chars soviétiques à Prague, elle était, avec Hana Hegerova, l'une des plus grandes chanteuses tchèques. Hana Hegerova n'a plus le droit de chanter et d'enregistrer... qu'à l'étranger !

Marta Kubisova ne peut plus chanter du tout et ses disques ont été détruits. Il est vrai que, pendant les premiers jours de l'invasion, elle continuera à apparaître à la télévision, pour des émissions clandestines, et qu'elle y chanta notamment : « Que la paix continue à régner dans notre pays ! »

Impardonnable ! Le Pouvoir n'a pourtant pas réussi à l'abattre en l'empêchant de chanter : elle est l'un des porte-parole de la « Charte 77 ». La salle d'actualités de la bibliothèque de Beaubourg lui consacre une exposition : « Marta Kubisova, la chanteuse du Printemps de Prague », jusqu'au 5 juin. Un rendez-vous avec une voix de la liberté.

Festivals

*** Paris (Palais des Congrès) : congrès international de la discothèque (du 5 au 11 juin).**

Des expositions : de matériel de son et d'audio-visuel, d'édition et de production phonographiques. Des séances de dédicaces de disques. Des ventes d'affiches. Des journées de débats consacrés aux discothèques, au « disco », etc.

*** Amiens (maison de la culture) : Rencontres « Images et Son » (les 9, 10 et 11 juin).**

Du super 8, de la vidéo, des films de collectifs, des débats sur la diffusion, sur « la Pédagogie de l'audiovisuel » et « le Cinéma, service public », des œuvres de Marta Meszaros, etc.

*** Crès : Festival occitan (les 2,3 et 4 juin).**

Avec Claude Marti, le groupe Sauveterre, Tocabiol, Marina Rosell et Lo Teatre de la Carriera.

*** Saint-Michel-sur-Orge : Festival de la vallée de l'Orge (jusqu'au 21 juin).**

Jacques Bertin, le 3. Gilles Elbaz, le 9.

• Paris : Festival international de poème (jusqu'au 21 juin).

Hommage à Arthur Rimbaud, au lycée Louis-le-Grand, le 2. L'humour en poésie, au grand théâtre de verdure du parc de Choisy, le 3. Francis Carco, au « Petit Balcon », rue de Lappe, le 4. Hommage à Paul Verlaine, à l'Hôtel de Ville, le 5. Hommage à Rainer-Maria Rilke le 6. Trouvères et troubadours modernes au pont de l'Alma, sur la péniche « le Nomadic », le 7.

*** Epinay-sur-Seine : Festival international de musique populaire (du 4 au 13 juin).**

Des harmonies venues de plusieurs provinces françaises et de l'Europe (Belgique, Tchécoslovaquie, Pays-Bas, Italie, Espagne, République fédérale d'Allemagne, etc.).

*** Paris (la Sorbonne) : le Théâtre latino-américain d'aujourd'hui (les 5, 6 et 7 juin).**

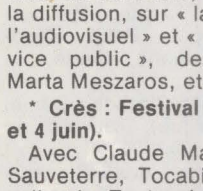
Des tables rondes, des débats, des témoignages, des lectures de pièces... Avec des hommes de théâtre en exil ou venus pour la circonstance d'Amérique latine.

*** Etampes : Festival de musique ancienne (jusqu'au 18 juin).**

Les petits chanteurs de l'Abbaye de Montserrat, le 2 juin. L'Atrium musicae de Madrid, le 3. Guitare ancienne, le 4.

*** Joinville-le-Pont : Week-end de jazz (les 3 et 4 juin).**

Avec l'ensemble à cordes de jazz contemporain, Jean Querlier, Evann Chandlee Quintet, Denis Levaillant, Caratini-Fossey, Daniel Humair, etc.



musique

Province

*** Opéra de Lille :** Orchestre philharmonique de Lille sous la direction de Jean-Claude Casadesus, avec Jessye Norman (soprano), œuvres de Mozart, Verdi, Mascagni, le 6 juin, 20 h 30.

*** Opéra de Marseille :** « la Vie parisienne », de Jacques Offenbach, dans une production du Grand Théâtre de Bordeaux, les 3, 4, 9 et 10 juin.

*** Strasbourg :** Pierre Amoyal (violon), Frédéric Lodéon (violoncelle), Pascal Roge (piano) dans des œuvres de Schubert. Palais des Congrès, le 9 juin ; château de Rohan, le 10 juin. A Strasbourg également : les Chœurs de l'Opéra du Rhin, l'Orchestre philharmonique de Strasbourg, sous la direction d'Alain Lombard, dans le « War Requiem » de Benjamin Britten. Palais des Congrès, le 11 juin.

*** Quimper :** Anne Queffélec (piano), œuvres de Scarlatti, Schubert, Debussy, Liszt, au théâtre, le 14 juin, 21 heures. Même soliste, même programme à **Brest** le 15 juin à 20 h 30.

*** Niort :** Ensemble Jean-François Paillard, œuvres de Haendel, le 18 juin.

*** Avignon :** Frédéric Lodéon, Emmanuel Krivine (violon), Georges Pludermacher (piano), œuvres de Beethoven, le 20 juin.

*** Louviers :** Ensemble instrumental de France, le 14 juin. Le 15 juin à **Evreux,** le 17 juin à **Auch.**

*** Nohant :** Jean-Pierre Wallez (violon), Aldo Ciccolini (piano), œuvres de Beethoven, le 22 juin.

*** Draguignan :** France Clidat (piano), Orchestre de Nice, œuvres de Chopin et de Weber, le 27 juin.

*** Toulon :** « I solisti veneti », direction Claudio Scimone, le 27 juin.

Paris et région parisienne

*** Saint-Cloud :** Ensemble Jean-François Paillard, œuvres de Bach, Rossini, Schubert, le 8 juin.

*** Pontoise :** Ensemble Jean-François Paillard, œuvres de Stradella, Boccherini, Vivaldi, au musée, le 10 juin, à 17 heures.

*** Versailles :** Ensemble 2E2M, direction M. Panni, œuvres de Mozart, le 5 juin.

→



télévision

A. 2 — vendredi 2 juin

« Docteur Erika Werner » : la pauvre Leslie Caron dans un feuilleton mélo et chirurgical (20 h 40).

Louis Guilloux, le franc-tireur, enseigne à Bernard Pivot l'art de bien vieillir (21 h 40).

F.r. 3

Mayotte la française : quelle mouche a piqué cette îles des Comores de vouloir rester « des nôtres » ? (20 h 30)

Heureux comme le regard en France : Frédéric Rossif visite Beaubourg et en revient séduit (21 h 30).

A. 2 — samedi 3 juin

« La saison des voleurs » : Alphonse Boudard en balade à Pigalle rencontre trois gangsters à la gomme (21 h 20).

F.r. 3

« Dom Juan » : Molière interprété par les Tréteaux de France (20 h 30).

T.f. 1 — dimanche 4 juin

« Viva l'Italia » : Garibaldi vu et célébré par Roberto Rossellini (18 h 35).

« Symphonie n° 4 », de Beethoven, par l'Orchestre philharmonique de Berlin sous la direction de Herbert von Karajan (22 h 40).

A. 2

Rungis à fond de caisse : la folle ronde des motards sur le circuit des artichauts (21 h 40). Voir notre article en page 31.

F.r. 3

Les Flandres évoquées par des enfants du pays : de Marguerite Yourcenar à Yves Lecocq (20 h 5).

Denis de Rougemont, témoin lucide de notre époque, à l'Homme en question (21 h 35).

« The Penalty », film de Wallace Worsley (1920) : un cul-de-jatte, furieux de l'être, sème le désordre à San Francisco (22 h 35).

T.f. 1 — lundi 5 juin

« Mon épouse favorite » : Cary Grant, bigame malgré lui, dans une comédie américaine (20 h 30).

Des idées et des hommes : Auguste Comte, un philosophe visionnaire (21 h 55).

A. 2

Le coup d'Etat du 2 décembre 1851, raconté par Alain Decaux (21 h 45).

Bande à part : portrait d'un curé de montagne. Heureux les marginaux au cœur simple ! (22 h 40).

F.r. 3

« Verdict », d'André Cayatte : une mère (Sophia Loren) est prête à tout pour faire acquitter son fils, accusé de viol (20 h 30).

A. 2 — mardi 6 juin

Les Dossiers de l'écran : les problèmes du football avec les vingt-deux membres de l'équipe de France (20 h 45).

F.r. 3

« Cinq Hommes armés » : des bandits s'allient à des rebelles mexicains pour réussir un joli coup (20 h 30).

T.f. 1 — mercredi 7 juin

« La Vigne à Saint-Romain » : Jacques Dufilho, ivrogne extra-lucide, connaît la gloire et la misère des prophètes (21 h).

F.r. 3

« Marseille Contrat » : enquête tumultueuse dans la pègre de la drogue (20 h 30).

T.f. 1 — jeudi 8 juin

« Ce diable d'homme » : ouf ! Voltaire finit sa course sur une dernière facétie (20 h 30).

« Le Saut de l'ange », film d'Yves Boisset : Jean Yanne, chef d'un gang corse, impose sa justice (22 h 40).

A. 2

« Lulu », deuxième épisode. L'héroïne pousse son second mari au suicide (21 h 35).

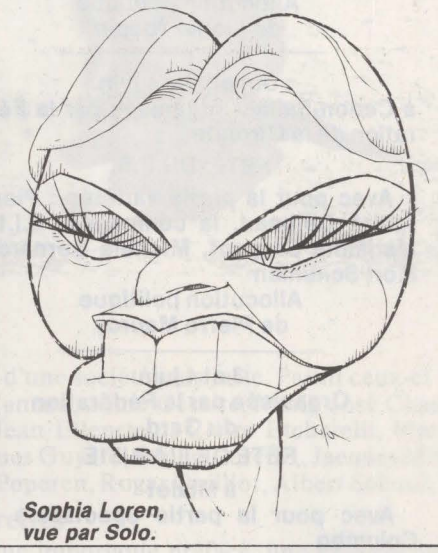
F.r. 3

Tribune libre : le Parti socialiste (19 h 40).

« Blow up » : Michelangelo Antonioni à Londres, sur la piste d'un crime dans le monde de la mode. Vanessa Redgrave en cover-girl (20 h 30).



Vanessa Redgrave et David Hemmings dans « Blow up ».



Sophia Loren, vue par Solo.

* **Champigny :** « le Collier des ruses », d'Ahmed Essyad (théâtre musical), avec l'ensemble 2E2M, le 3 juin, à 21 heures. Même programme au Tep les 7 et 20 juin.

* **Senlis :** Fondation Georges-Cziffra, Dominique Lebrun (soprano), Jean-Yves Fourmeau (saxophone virtuose), le 3 juin à 17 heures. Georges Cziffra (piano) et l'Orchestre des cadets du Conservatoire de La Rochelle, le 24 juin à 17 heures.

* **Eglise Saint-Séverin :** Jean-Sébastien Bach (Passion selon saint Jean), Danielle Charpentier (soprano), Dorothea Brinkmann (alto), Karl Markus (ténor), Pierre d'Hollander (basse), Heing Lindemann (basse), orchestre et chorale, direction Paul Kuentz, le 6 juin à 21 heures. Arthur Honneger : « le Roi David » (version originale), avec les Chœurs d'Aquitaine, le 13 juin à 21 heures. Concerts Vivaldi les 20 et 27 juin à 21 heures.

* **Théâtre des Champs-Elysées :** deux récitals de Maurizio Pollini (piano) les 5 et 9 juin. Récital Claudio Arrau (piano) le 12 juin. Récital Elisabeth Schwarzkopf, avec Geoffrey Parsons (piano), concert d'adieu dans des œuvres de Schubert, Wolf, Strauss, Mahler, le 13 juin. Egalement au Théâtre des Champs-Elysées : Orchestre de Paris, direction Daniel Barenboïm, avec Clifford Curzon (piano), dans des œuvres de Mozart, les 7 et 8 juin, 20 h 30. Cycle de musique de chambre, les 6, 14 et 30 juin, œuvres de Mozart, Ligeti, Franck (le 6), Mozart, Schumann, Britten, Liszt (le 14), Vivaldi, Haydn, Stravinsky (le 30).

* **Grand Auditorium de Radio-France :** récital Helen Watts (piano John Streets), œuvres de Haendel, Purcell, Britten, le 6 juin. Récital Edda Moser (piano Irwin Gage), œuvres de Wolf, Schœnberg, Pfitzner, Richard Strauss, le 27 juin. D'Antonio Vivaldi : « la Fida Ninfa », avec la formation de chambre du Nouvel Orchestre Philharmonique, direction Vittorio Negri, et les Chœurs de Radio-France, le 9 juin à 20 heures. Nouvel Orchestre Philharmonique, direction Gilbert Amy avec Thomas Prévost (flûte), Christine Eda-Pierre (soprano), œuvres de Mozart, Charles Chaynes, Debussy, le 14 juin, 20 h 30.

* **Anditorium 105 :** Quatuor Via Nova, Peter-Christoph Runge (baryton), Jean-Pierre Marty (piano), œuvres de Schumann, Milhaud, Brahms, le 12 juin, 20 h 30.

* **Salle Pleyel :** Orchestre national de France, direction Antal Dorati, avec Nathan Milstein (violon), programme non déterminé, le 5 juin, 20 h 30. « Prestige de la musique » présente la version concert d'« Eugène Onéguine », de Tchaïkovsky, avec des artistes du Bolchoï (Moscou) : Tamara Milaschkina, Vladimir Atlantov, Youri Mazourok, et le Nouvel Orchestre Philharmonique et les chœurs de Radio-France sous la direction d'Alexandre Lazarev, le 8 juin. Version en concert de « Siegfried », de Richard Wagner avec Jean Cox, Roberta Knie, Frank Mazura, Helmut Pampuch, Zoltan Kelemen, Ortrun Wenkel, Anne-Marie Rodde, Gunther Wewel et le Nouvel Orchestre Philharmonique, direction Giuseppe Patane, le 29 juin, 19 heures.

* **Ircam :** sessions publiques sur l'improvisation, du lundi 5 juin au vendredi 9 juin, au Centre Pompidou, séances à 15 heures (entrée libre), 18 heures et 20 h 30. Concert avec l'Ensemble Intercontemporain, direction Giuseppe Sinopoli, œuvres de Webern, Stokhausen, Donatoni, Bussotti, le 26 juin, 20 h 30, au Théâtre de la Ville.

* **Théâtre Oblique :** ensemble 2E2M, direction Jacques Mercier, œuvres de Rose, Ballif, Radulescu, Jean-Etienne Marie, le 12 juin, 20 h 30.

* **Eglise Sainte-Clotilde :** Daniel Chorzempa (orgue), œuvres de Liszt, le 26 juin, 20 h 30.

* **Notre - Dame - des - Blancs - Manteaux :** Deller Consort, œuvres de Purcell et de Dowland, le 7 juin, 20 h 30.

Les 3 et 4 juin
Organisée par la Fédération du Calvados à Hérouville, parc de Beauregard.
FÊTE DE LA ROSE
avec pour la partie variétés Marie-Paule Belle
Meeting politique avec Louis Mexandeau et Lionel Jospin

Organisée par la Fédération de Seine-Maritime.
FÊTE DE L'UNITÉ
à Grand-Quevilly au centre aéré
avec pour la partie variétés François Béranger
Allocution politique de Lionel Jospin

Dimanche 4 juin
à Cenon-Salmer organisée par la Fédération de la Gironde
FÊTE DU P.S.
Avec pour la partie variétés : Pierre-André Delbeau, la compagnie B.l.t.v., Marianne Sergent, Michèle Bernard et Mort Schuman
Allocution politique de Pierre Mauroy

3 et 4 juin
Organisée par la Fédération du Gard
FÊTE DE L'AMITIÉ
à Mialet
Avec pour la partie spectacles Pia Colombo
Allocution politique de Michel Rocard

LA BRETAGNE A GAGNY

Samedi 17 juin, à 21 heures :
Théâtre André-Malraux, 1, rue Guillemeteau : Jean-Luc Salmon, Maripol, Glenmor, Gilles Servat.
Prix des places à partir de 15 F.

Dimanche 18 juin, à partir de 15 heures :
Stade de l'Est (si beau temps).
Salle des fêtes, place Foch (si pluie).
Le groupe War L'Hoaz.
Les bénéfices seront versés aux travailleurs de la mer sinistrés.

Petites annonces

Marginal (29 ans), désirant s'intégrer dans vie active — diplômé de l'Ecole des arts appliqués à l'industrie —, cherche travail à mi-temps : peintre en lettres, bandes dessinées, rénovation monuments historiques, poteries, arts plastiques, aide-décorateur.
Ecrire au journal (12, cité Malesherbes, 75009), qui transmettra.

Ville de Chilly-Mazarin (Essonne) recherche une infirmière diplômée d'Etat pour poste d'adjointe à la direction de la crèche familiale — pour tous renseignements, s'adresser à la mairie de Chilly-Mazarin, tous les jours, sauf mercredi toute la journée et samedi après-midi. Tél. : 909-10-13.

Directement du producteur
CHAMPAGNE BARON FUENTE
Vigneron, 21, av. F.-Drouet
02310 Charly-sur-Marne
De 20 à 24 F T.T.C. départ
Prix pour comités et collectivités
Tarif sur demande, tél. : (23) 82.01.97.

Sécurité sociale dans les mines. Caisse régionale du Sud-Ouest, 66, allées Jean-Jaurès, 31071 Toulouse Cedex. Tél. : (61) 62-76-00. Vend au plus offrant — paiement comptant — colonie de vacances équipée, située à Sète, à proximité de la mer, construction 1964, agrément ministériel, 140 lits d'enfants, chauffage central partiel.
Pour visites et offres, s'adresser à la direction de la Caisse.

Ville proche banlieue parisienne (50 000 habitants) recherche maquettiste ayant compétences photographiques pour service Information.
Écrire au journal (12, cité Malesherbes, 75009), qui transmettra.

Vends Fiat 128 yougoslave (Zastava), 1975, 6 CV, cinq portes ; batterie, freins et pneus neufs. Argus moins 10 %. Tél. (de 10 h à 18 h 30) Patrice Durand, 297-60-00, poste 71-98.

Militant du P.s., membre du conseil national du M.j.s., licencié en droit, terminant une maîtrise de droit public (université Paris1 Panthéon-Sorbonne), cherche emploi dans mairie (rédacteur, avec possibilité d'accéder au poste de secrétaire de mairie). Urgent. Marc Falize, 45, rue Pouchet, 75017 Paris. Tél. : 229-24-10.

Entreprise Générale ABAM 92200 Neuilly
l'intégrale
745-03-34
11, rue Paul-Chatrousse

Agencement — Menuiserie
Rénovation — Peinture
Bureaux — Maçonnerie
Appartements — Rev. des sols
Magasins — Plomberie
Electricité
Bureau d'études : plans, maquettes

20 ans d'expérience et de renommée

L'HUMANITÉ EN MARCHE



une collection profondément originale

par sa conception, son esprit, le choix de ses collaborateurs et sa réalisation même, l'Humanité en marche présente, en une vaste fresque, prodigieusement documentée, l'histoire objective et cohérente de tous les mouvements révolutionnaires, populaires et démocratiques du monde entier de 1789 à nos jours. Groupant des savants, des historiens, des écrivains, des journalistes, des universitaires, mais aussi des syndicalistes et des militants issus de tous les horizons de la pensée démocratique, cette édition constitue un apport historique irremplaçable, indispensable à tous ceux que les questions politiques et sociales d'aujourd'hui ne laissent pas indifférents.



LHOSTE

une évocation sincère et passionnée

1793 - 1848 - la Commune - la révolution d'octobre - le front populaire - la Résistance - les révolutions chinoises - l'Afrique de l'esclavage à la décolonisation - l'Amérique latine en lutte - la femme dans la Société - les conquêtes ouvrières - les luttes contre le racisme...

la collaboration d'hommes et de femmes

qui ont en commun le respect de la dignité humaine et foi dans l'avènement d'une société plus juste. Parmi ceux-ci : Claude Bourdet, Don Helder Camara, Aimé Césaire, Marie-José Chambart de Lauwe, Jean Cornec, Jean Ellenstein, Claire Etcherelli, Marc Ferro, Annie Guéhenno, Jacques Guyard, Stellio Lorenzi, Jacques Mitterrand, Hélène Parmelin, Jean Poperen, Roger Quilliot, Albert Soboul, Vercors.

vingt-cinq volumes reliés

comprenant chacun : une importante préface, une passionnante étude historique, dues à la plume d'une personnalité de premier plan et largement illustrées, un grand roman significatif, classique ou contemporain, enrichi d'illustrations originales en couleurs. L'ensemble est tiré sur un grand vélin d'édition et relié plein skivertex frappé au balancier d'après des fers originaux de Jean Colin. Ces 25 volumes représentent 7.500 pages à raison de 300 pages en moyenne par tome.

Je souhaite recevoir gratuitement et sans aucun engagement une information complète sur "L'HUMANITÉ EN MARCHE".

Nom Prénom _____

Profession (facultatif) _____

Adresse complète _____

_____

Date _____ Signature

A retourner aux : **Éditions MARTINSART**
58, rue des Capucins 41200 ROMORANTIN



Encore une bonne farce aux infidèles. Nous, les templiers, on sait vivre. Et notre banyuls, le Templers, n'est pas fait pour les incroyants : c'est la fine fleur du banyuls, vieilli 2 ans au moins en fût de bois dans nos caves millénaires.

Quand on obtient une bouteille d'un pareil joyau, on a intérêt à se la tenir à deux mains.

Banyuls Templers.
L'héritage des bons vivants.

CREHALET FOUCHER ROBERT PARTNERS